

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# QUATRIÈME INTERNATIONALE

11<sup>e</sup> Année

Volume 11 - N<sup>os</sup> 5-7

## SOMMAIRE

EDITORIAL :

### *LES PERSPECTIVES DE LA « GUERRE FROIDE »*

« Challenge to Britain » — L'homme malade de l'Europe —  
Les Kerenski d'aujourd'hui — L'assassinat des Rosenberg —  
Le bolchevisme à 50 ans — La chute de Beria — La  
Conférence de Washington — Déclaration du secrétariat  
international sur les événements d'Allemagne orientale  
Les hommes qui ont forgé notre Internationale : A. LEON

E. GERMAIN

### *LE SOULEVEMENT OUVRIER EN ALLEMAGNE ORIENTALE*

M. PABLO. — Le « cours nouveau » des post-staliniens.  
LIVIO MAITAN. — les élections italiennes.  
TJOKRO. — Le chemin de la révolution permanente en  
Indonésie.

LEON TROSTKY

### *POLITIQUE DU PARTI DANS L'ART*

PAUL FRELICH. — Comment les staliniens honorent Rosa  
Luxembourg.  
H. VALLIN. — Vingt ans après.  
*Les livres.* — L'accusé, par A. WEISSBERG. — Moscou sous  
Lénine, par A. ROSMER. — Yo fui un ministro de Stalin,  
par J. HERNANDEZ.  
*Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale :*  
Convocation du 4<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Interna-  
tionale — Bolivie — Colombie — Argentine — Grèce —  
Etats-Unis — France.

JUILLET 1953  
(paraissant tous les 2 mois)



# SOMMAIRE

## EDITORIAL :

Les perspectives de la « guerre froide » .....	1
--	---

## NOTES EDITORIALES

« Challenge to Britain » .....	6
Les Kerenski d'aujourd'hui .....	8
Le bolchevisme a 50 ans .....	10
Les Rosenberg électrocutés .....	11
L'homme malade de l'Europe .....	12
La chute de Beria .....	14
La Conférence de Washington .....	16

Déclaration du secrétariat international sur les événements d'Allemagne orientale .....	17
---	----

## LES HOMMES QUI ONT FORGE NOTRE INTERNATIONALE :

A. LEON .....	21
---------------	----

### E. GERMAIN

Le soulèvement ouvrier en Allemagne orientale .....	22
---	----

### M. PABLO

Le « cours nouveau » des post-staliniens .....	30
--	----

### Livio MAITAN

Les élections italiennes .....	35
--------------------------------	----

### TJOKRO

Le chemin de la révolution permanente en Indonésie .....	40
--	----

### Léon TROTSKY

Politique du Parti dans l'art .....	46
-------------------------------------	----

### Paul FRELICH

Comment les staliniens honorent Rosa Luxembourg .....	53
---	----

### H. VALLIN

Vingt ans après .....	62
-----------------------	----

## LES LIVRES

L'accusé, par A. Weissberg. — Moscou sous Lénine, par A. Rosmer. — Yo fui un ministro de Stalin, par J. Hernandez ..	70
--	----

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Convocation du 4 <sup>e</sup> Congrès Mondial de la 14 <sup>e</sup> Internationale — Bolivie — Colombie — Argentine — Grèce — Etats-Unis — France .....	74
---	----

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous**

# IV<sup>E</sup> INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV<sup>e</sup> Internationale

éditorial

## Les perspectives de la "guerre froide"

Le bilan global des événements des derniers mois, disons depuis la mort de Staline, démontre l'impossibilité de sortir de l'impasse de la « guerre froide » et d'arriver à un compromis général et durable entre les pays impérialistes et ceux dudit bloc soviétique. En ce sens, la paix à laquelle aspirent avec raison les millions des travailleurs, n'est pas certainement pour demain.

Les raisons en sont multiples.

Tout d'abord la paix véritable n'est pas exactement synonyme d'un accord entre Etats. Même si un tel accord intervenait, respectant par exemple le *statu quo* sur la base de la division actuelle du monde ou à la suite d'une nouvelle division en zones d'influence consécutive à des concessions mutuelles, la paix ne serait pas pour autant revenue dans ce monde.

Car la lutte fondamentale n'est pas entre tels et tels Etats, mais entre les classes, entre les opprimés (ouvriers et peuples coloniaux) et le capitalisme et l'impérialisme ; aussi entre les masses travailleuses de l'U.R.S.S. et des autres pays, anticapitalistes et le régime bureaucratique et policier qui y règne encore.

Ni Washington ni Moscou ne peuvent décider de la paix durable dans ce monde. Seule sa reconstruction sur des bases véritablement socialistes démocratiques l'assurera.

Mais, examinons de toute manière les chances d'un certain compromis quelque peu général et durable dans l'immédiat entre les pays capitalistes et anticapitalistes.

Les successeurs de Staline, certainement en grande partie pour des raisons d'ordre intérieur (et que nous examinons par ailleurs) ont amplifié avec succès leur « offensive de paix ». Et en général, jusqu'à ce jour, malgré les handicaps que les événements, comme ceux de l'Allemagne orientale, leur infligent parfois, ils ont su garder constamment l'initiative.

Le but de la diplomatie soviétique est clair : arriver dans le meilleur cas avec l'ensemble des pays capitalistes, les Etats-Unis y compris, à un compromis sur la base essentielle de la division actuelle du monde ; ou dans le pire des cas, isoler les Etats-Unis d'au moins une partie de leurs alliés capitalistes en neutralisant le plus grand nombre possible de ceux-ci.

Les moyens pour atteindre ce but sont fournis par l'exploitation habile des antagonismes interimpérialistes que la pression des masses,

les difficultés économiques et l'attitude de l'impérialisme américain ne cessent d'aggraver. Quelles sont les chances et les limites de cette exploitation ?

Il est incontestable qu'entre la bourgeoisie américaine et la bourgeoisie occidentale européenne, la manière de sortir de l'impasse de la « guerre froide » est envisagée sous une optique différente, quant aux positions économiques, sociales et géographiques même, différentes de l'une et l'autre.

La bourgeoisie américaine a confiance dans sa force économique, sa stabilité sociale, relative et éphémère certes, mais incomparablement plus grande que celle de la bourgeoisie européenne occidentale, sa situation géographique qui la met à l'abri d'une occupation rapide par les forces terrestres du bloc soviétique. Elle peut se permettre dans ces conditions d'avoir des théoriciens de la guerre offensive comme James Burnham, des stratèges aussi agressifs que Mac-Arthur et van Fleet, des politiciens aussi rigides et ultimatisés que Foster Dulles et la majorité du Congrès actuel. Le climat psychologique, idéologique et politique actuel des Etats-Unis, qui contraste d'une manière si frappante et unique avec celui du reste du monde capitaliste n'en est pas moins explicable et parfaitement adéquat aux caractéristiques, aux tendances et aux intérêts actuels spécifiques de l'impérialisme américain.

La position de la bourgeoisie occidentale européenne est par contre tout autre. Elle est dans sa majorité défaitiste et sans perspectives. Elle fait une politique au jour le jour, s'efforçant d'exploiter toute chance particulière, éphémère, pour survivre, sans oser regarder l'avenir en face. Elle prend son bien là où elle le trouve, les dollars américains aussi longtemps que Washington lui en accorde, les roubles et les dollars chinois, par toute sorte de trafic, légal ou « noir ». Elle s'installe dans le *statu quo* avec complaisance et mollesse, blasée et décadente jusqu'à la moelle. Certes, des noyaux importants, lucides et guerriers, existent toujours dans son sein, nullement décidés à abdiquer ou à pourrir sans combats et nouveaux efforts. Ces milieux, en général, se trouvent dans la meilleure communion de sentiments, d'idées et de buts avec la bourgeoisie américaine.

Aux Etats-Unis une partie croissante de la bourgeoisie ose affronter consciemment non seulement le présent très immédiat, mais l'avenir. Elle raisonne fondamentalement ainsi : laisser les Etats anticapitalistes se consolider signifiera à coup sûr, après une série d'années (dix à vingt selon les uns ou les autres) la défaite. Il faudrait, par conséquent, agir plutôt avant. C'est la pensée essentielle de Burnham, telle qu'il l'a développée dans son récent livre « Libération contre endiguement », et c'est encore la pensée de van Fleet, exprimée noir sur blanc, dans un article récent publié dans « Life ».

Mais cette idée travaille en réalité des milieux beaucoup plus larges de la bourgeoisie américaine. Elle n'est pas seulement celle qui anime tout le clan des « Asiatiques » qui ont mené la guerre de Corée pour atteindre en réalité la Chine (avant qu'elle ne se consolide), qui sabotent actuellement avec leur frère d'armes et de pensée Syngman Rhee, l'armistice en Corée, qui agissent réellement pour étendre la guerre dès maintenant en Asie, et toute l'école des militaires Mac-Arthuriens. Elle est aussi celle qui forme l'arrière-fond de la politique officielle américaine suivie par Eisenhower et Dulles.

Dans son discours « historique » du 17 avril, répondant aux gestes et aux initiatives du Kremlin, le président des Etats-Unis a pour la première fois clairement exposé les conditions américaines d'un véritable compromis avec Moscou. Ses termes, noyés dans un flot de rhétorique illuminée par la vision « d'un âge d'or de liberté et de paix », s'ils venaient à être acceptés, étaient en réalité ceux d'une capitulation

inconditionnelle de l'U.R.S.S. Le président demandait la « libération » des « démocraties populaires » européennes par leur réintroduction dans le circuit capitaliste et la reddition de la Révolution coloniale. Dulles, lui succédant peu après, a fait très clairement comprendre que le compromis sur la base de la division actuelle du monde était effectivement inacceptable pour l'impérialisme américain.

La réponse de Moscou, dans la « Pravda », n'est pas moins significative. Sur un ton soigné mais non moins catégorique, le Kremlin ferme la porte à toute idée d'intervention possible de sa part, aussi bien dans le « glacié » que dans la Révolution coloniale. Les gouvernements des pays du « glacié », explique-t-elle, sont « démocratiques », issus des aspirations anticapitalistes des masses. Quant à la Révolution coloniale, elle est due aux « lois objectives » du développement historique. Moscou ne veut et ne peut — en cela elle dit tout à fait la vérité — y intervenir. Elle maintient l'offre du *statu quo*. Elle spéculé ce faisant sur l'écho favorable que cette offre trouvera dans la bourgeoisie européenne occidentale. Tout d'abord dans la bourgeoisie anglaise.

Celle-ci, par la bouche de Churchill, a manifesté ces derniers temps des incartades importantes du « leadership » américain. Elle s'est exprimée pour une rencontre avec les successeurs de Staline et pour une reprise du commerce Est-Ouest. Les raisons n'en sont pas difficiles à comprendre. Les Tories s'attendaient à une meilleure compréhension de la situation délicate de l'Angleterre et du Commonwealth de la part de la nouvelle administration républicaine. Ils voulaient du commerce et pas d'aide, ainsi qu'un accroissement des investissements des capitaux américains dans les colonies. Ils voulaient que les barrières douanières cloisonnant si strictement le marché américain s'ouvrent à leurs marchandises. D'autre part, ils ont peur d'une guerre dans l'immédiat en Asie ou en Europe, ou d'une guerre générale qui effacerait de toute manière les restes de leur empire colonial, et peut-être la métropole elle-même. Ils seraient plutôt pour la continuation de la « guerre froide » dans l'esprit de « l'endigement », à condition que les États-Unis favorisent l'accroissement du commerce, des exportations et le développement de leurs colonies.

Devant le refus pratique de Washington de contribuer à tout cela, Londres a commencé à flirter, moitié sérieusement, moitié par chantage, avec l'idée d'une reprise sans entrave du commerce Est-Ouest, et de pourparlers avec Moscou et Pékin. Il n'y a pas de doute que le maintien du *statu quo* et une reprise du commerce Est-Ouest pourraient bénéficier avant tout à Londres. Dans une moindre mesure aussi à Bonn et à Tokio.

Mais il faut aussi voir clair dans ce domaine, et dissiper les illusions.

Le commerce mondial s'est élevé en 1951 à 160 milliards de dollars ; le total des échanges envisagés à Moscou ne représente que 3 à 4 milliards.

Prenons plus spécialement le cas de l'Angleterre. La moyenne de ses importations provenant de l'U.R.S.S. dans la période de 1935-1938 était de 2,2 % seulement. Celles provenant de cinq pays actuellement dans l'orbite soviétique — Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie, Bulgarie, Hongrie — de 2,5 % seulement dans la période 1935-1939. Ces pourcentages sont tombés encore plus bas après la deuxième guerre mondiale.

D'autre part, l'U.R.S.S. n'a jamais été un important marché pour l'Angleterre. En 1935-1938, 3 % seulement des exportations britanniques étaient à destination de l'U.R.S.S. En 1948-1952, 1,8 % seulement. Celles en direction des satellites 2,1 % avant la guerre, 1,34 % seulement en 1949.

Et cependant l'Angleterre est le plus grand pays exportateur de l'Europe occidentale en direction du bloc soviétique.

En ce qui concerne le marché chinois, les possibilités sont encore moindres. Certes la Chine a besoin de grandes quantités d'équipement. Mais avec quoi les payer, où les trouver, étant donné qu'elles se composent de marchandises universellement demandées et, *last but not least*, quelle garantie les pays capitalistes fournisseurs auront-ils de pouvoir continuer ce commerce avec la Chine s'ils décidaient de laisser tomber d'autres clients plus sûrs ?

Pour toutes ces raisons, les difficultés réelles de la bourgeoisie occidentale européenne ne pourront effectivement être résolues par le commerce Est-Ouest. (L'utilité pratique et propagandiste de celui-ci n'en est pas pour autant minime.)

D'autre part, la situation propre des Etats-Unis est peu encourageante à ce propos. Au fur et à mesure que les dépenses et la production d'armements atteignent un plafond, ce stimulant de toute l'économie américaine perd progressivement sa vigueur. Il n'y a pas encore à proprement parler crise véritable aux Etats-Unis mais essouffement, stagnation, nouveau démarrage chaque fois plus difficile, vite accompagné d'un nouvel essouffement et de stagnation. La véritable crise rôde, elle couve sous la surface et les apparences trompeuses. A nouveau, cette année, l'alarme fut chaude. Les bruits d'armistice en Corée ont pesé lourd sur les affaires et le marché. Le chiffre d'affaires des grands magasins a baissé assez sensiblement dans le courant d'avril. Les commandes aussi dans une série de grandes entreprises. En avril, un ralentissement de la demande en machines-outils a été enregistré. L'industrie du pétrole a accru à tel point ses possibilités de production qu'elle dispose maintenant d'un surplus de capacité d'un million de barils par jour. Malgré le développement du crédit à la consommation (le total des prêts atteignait 26,2 milliards de dollars en avril, soit une hausse de 501 millions de dollars en un an) le marché des appareils ménagers et des automobiles paraît maintenant saturé. Enfin, les stocks de céréales s'accumulent et atteindraient 5 milliards environ à la fin de l'année.

C'est dans ces conditions qu'au même moment où une partie des dirigeants américains, y compris le président, préconisent en paroles l'abaissement des barrières douanières, le gouvernement, sous la pression du congrès, décidait un contingentement sévère des importations de produits laitiers, de graines oléagineuses et d'huile. Car ce n'est naturellement pas devant une perspective de récession que les barrières douanières cèderont.

Que reste-t-il alors à la bourgeoisie occidentale européenne ? N'y a-t-il pas là une manière d'augmenter sa lassitude, son désespoir même, et de pousser en définitive des couches encore plus importantes à la politique au jour le jour, et ceci par tous les moyens du bord ?

Car si un monde dominé par l'impérialisme américain n'offre, par sa structure même, aucune perspective viable au reste des bourgeoisies, en quoi une guerre même victorieuse contre le bloc soviétique changerait-elle fondamentalement la situation de celles-ci ?

Il y a là évidemment un point de vue qui ne peut être efficacement combattu que par une référence aux intérêts généraux de la classe bourgeoise prise dans son ensemble. Le défaitisme de la bourgeoisie européenne exprime la résignation devant l'avenir de cette partie de la bourgeoisie mondiale qui risque d'être de toute manière écrasée par l'aggravation de la crise générale du capitalisme, dominée par l'impérialisme américain et la formidable montée révolutionnaire des masses.

On comprend ainsi mieux l'accueil tiède, sinon hostile qui a été fait en Europe à l'évangile de Burnham sur « la libération », pourtant si proche des « idéaux », de la psychologie, de la mentalité et de la

politique même des cercles les plus conscients de la bourgeoisie américaine. Que ce soit Raymond Aron (1), penseur politique de tendance gaulliste, ou André Fontaine, de l'équipe du « Monde » (2), tous deux refusent la thèse de la guerre inévitable, de la croisade antisoviétique, mais en même temps, ils refusent d'affronter avec la même logique lucide que le théoricien de l'impérialisme américain, la réalité présente et ses perspectives. Ils préférèrent s'adonner au hasard historique qui peut aussi bien mener dans dix ou vingt ans à ceci ou cela, qui peut par exemple développer le « titisme » et la désagrégation intérieure « du bloc soviétique » (Aron), la guerre entre les successeurs de Mao Tsé Tung et de Malenkov », ou encore « émousser le fanatisme révolutionnaire comme jadis se sont émoussés les prosélytismes les plus impressionnants (du christianisme, de l'Islam, du protestantisme, de la Révolution française) ». (A. Fontaine.)

Pauvre pensée qui veut se tromper elle-même, pauvres pratiques d'autruche ! Elle sonne le glas d'une bourgeoisie déjà démoralisée, qui attend les « Barbares », et capitule d'avance.

En réalité, du côté de l'impérialisme américain tout sera fait pour que le cours fondamental vers la guerre se maintienne, ainsi que la production des armements, stimulant essentiel de son économie.

Par rapport à ses alliés défaillants de l'Europe occidentale, il emploiera tous les moyens pour les maintenir dans son orbite en état de mobilisation et de préparation accrue à la guerre. Ceci, à la fois par des concessions et des menaces comme celle de leur couper complètement toute aide et de passer à la stratégie périphérique et à l'action unilatéralement menée.

Il n'est pas tout à fait clair à l'heure actuelle jusqu'où iront alors les réactions britanniques. Il y avait en elles une grande partie de chantage qui disparaîtra en cas de concessions économiques américaines. L'Angleterre est dans une situation délicate, son économie stagne, son commerce extérieur fléchit toujours. Une récession américaine majeure risque d'ébranler jusqu'au tréfonds tout le Commonwealth. La Grande-Bretagne peut se permettre des incartades, non la rupture avec les Etats-Unis. Elle prendra cent fois la route des Bermudes afin de se mettre d'accord avec Washington, plutôt que de se livrer à une politique réellement indépendante et d'assumer un « leadership » mondial absolument disproportionné à son véritable poids actuel.

Les cas de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon sont encore plus graves. Tous ces pays peuvent se permettre de s'agiter, sans cependant échapper au champ de gravitation de l'impérialisme américain. Jamais une telle initiative ne pourra venir dans toute l'étape présente d'un gouvernement bourgeois de ces pays. Seule une énorme pression des masses, à la suite de mouvements qui auront, en réalité, la force de faire échapper le pouvoir direct aux mains de la bourgeoisie, pourrait par exemple dégager tel ou tel pays européen de l'emprise américaine.

Mais ceci serait déjà une première phase de la Révolution. L'évolution de la situation en France, en Italie, en Allemagne, en Angleterre même, peut faire apparaître à la surface des potentialités énormes qui agissent dès maintenant en ce sens.

Par contre, les difficultés provenant des pays capitalistes européens peuvent entraver jusqu'à un certain point les plans de guerre et agir sur les délais.

La diplomatie soviétique a le droit de les utiliser, afin d'affaiblir davantage le camp ennemi. Mais à condition qu'elle ne sème pas, à

(1) *Preuves*, mai, 1953.

(2) *Le Monde*, 2-7-1953.

travers ses propres explications à l'adresse des masses et celles des Partis communistes, des illusions sur la réelle situation internationale et ses perspectives, sur les motifs réels des impérialistes, et surtout si elle ne détermine les tâches des masses par rapport à ses buts diplomatiques, au lieu des impératifs d'une lutte efficace contre le capitalisme et l'impérialisme dans chaque pays et mondialement.

Peut-on lui faire confiance qu'il en sera ainsi ? Nullement. La bureaucratie soviétique sur laquelle s'exerce actuellement l'énorme pression des masses soviétiques et de celles des pays du « glacis » européen est en train de leur faire de larges concessions et est préoccupée avant tout par cette situation intérieure. Elle cherche à l'apaiser, à la normaliser « à froid ». De ce fait, elle est disposée, pour gagner du temps, pour éviter la guerre dans l'immédiat, pour amoindrir la pression conjointe de l'impérialisme sur elle, à multiplier les concessions, certes formelles, et à pousser partout les Partis communistes dans la voie de certains accommodements avec la partie de la bourgeoisie favorable pour une raison ou une autre à la « détente internationale ». Ses revirements sur le plan intérieur et extérieur, loin de mieux armer les Partis communistes, les désorientent davantage et portent leur confusion à l'apogée. Mais d'autre part, sur ces partis s'exerce une pression des masses, dans certains pays comme la France et l'Italie, plus grande que dans le récent passé. Ils ne peuvent pas aller carrément à contre-courant et négliger cette pression.

D'où leur cours bureaucratique centriste actuel.

Il y a là la possibilité d'une action plus décidée entraînant de larges masses et, en même temps, de grands dangers d'avortement et de trahison en définitive des importants mouvements révolutionnaires qui sont en gestation.

Les marxistes révolutionnaires ont partout pour tâche de mieux faire connaître le véritable programme qui correspond aux aspirations et aux besoins actuels des masses en mouvement dans tous les pays, contre toutes les forces réactionnaires et conservatrices, et de se mêler davantage aux masses, catalysant leur énergie, guidant leur action.

La solution à la « guerre froide », la perspective ouverte par elle ? C'est la Révolution socialiste mondiale, et rien d'autre.

## "Challenge to Britain"

La direction du Labour Party a publié, le 17 juin, un projet de programme qui sera discuté fin septembre au Congrès qui se tiendra à Margate. C'est un programme d'action destiné à appeler les électeurs britanniques à porter à nouveau le Labour Party au pouvoir pour réaliser ce programme. On se rappelle que la direction du L.P. est composée d'une majorité de droite, élue par les syndicats, alors que le dernier Congrès avait montré que le parti était en écrasante majorité à gauche, derrière la tendance bevaniste.

La direction du L.P. qui se trouvait tenue par certaines décisions du Congrès précédent a publié un texte qui témoigne certainement d'un effort pour répondre aux aspirations de la base. Les Attlee, Morrison, etc., se sont vus contraints d'aller plus loin qu'ils ne le désiraient, sous peine d'être emportés par l'indignation

des membres de leur parti. Mais ils l'ont fait plutôt dans certaines formulations que dans le contenu du programme lui-même. Ils affirment qu'il faut « des mesures socialistes énergiques qui seules peuvent empêcher la catastrophe ». Ils ont introduit dans leur programme toute une série de mesures indispensables au bien-être des masses travailleuses, mesures auxquelles ils avaient résisté ou même s'étaient opposés quand ils étaient au gouvernement : suppression des frais pour les soins médicaux, relèvement des subsides pour maintenir les aliments à bas prix, construction de logements, d'écoles, d'hôpitaux, etc.

Mais ceci n'est qu'un aspect de ce programme. Car, en fin de compte, la Grande-Bretagne doit trouver le capital pour l'exécuter. Or, la Grande-Bretagne, pays qui vit avant tout par son commerce extérieur, se trouve coincée par un énorme déficit en dollars.

Une grande partie des difficultés provient, comme partout ailleurs, du fardeau des charges militaires. Sur ce point, le programme prend une position mitigée — ce qui n'est pas surprenant si on se souvient que même la gauche bevaniste n'a pas sur ce point une position ferme.

Le programme présenté par la direction du L.P. propose, pour boucher le trou en dollars, d'organiser une vaste coopération de la zone sterling, en liaison aussi avec l'Europe occidentale ; de procéder à d'importants investissements dans des industries sélectionnées, susceptibles d'exporter, d'y renforcer la productivité, de développer le commerce ouest-est, ajoutant qu'ainsi les masses coloniales pourraient être détournées de « l'impérialisme communiste »...

On remarquera tout de suite que, sous la formule de la zone sterling, se trouve à peine dissimulée la notion de l'Empire britannique, retouchée pour mieux correspondre aux nécessités actuelles du capitalisme anglais.

Mais tout ce programme d'ensemble de l'économie britannique, comment la direction du L.P. propose-t-elle de le réaliser concrètement ? Ici viennent se placer un certain nombre de mesures, dont les principales sont la renationalisation des industries que les conservateurs sont en train de rendre au capital privé, et quelques autres nationalisations, ou plus exactement, l'achat par l'Etat d'un certain nombre d'entreprises dans des branches données de l'industrie. Autrement dit, il y aurait une certaine extension des nationalisations, mais pas globalement par industrie, uniquement par un choix approprié d'usines.

Disons tout de suite qu'on est loin des sentiments exprimés par la base du Labour Party l'an dernier, au Congrès de Morecambe, et il faut s'attendre qu'en septembre prochain, le Congrès verra de nombreux amendements à ce programme, pour y mettre non pas des phrases sur « les mesures socialistes énergiques », mais un contenu plus substantiel. Déjà les organes de la gauche du Labour Party se sont fortement exprimés en ce sens. Tribune, organe des bevanistes, a déjà dressé un tableau de six revendications importantes à ajouter au programme.

Mais ce qui est le plus caractéristique de la part des dirigeants du Labour Party et qui traduit encore l'énorme part d'empirisme qui sévit dans le mouvement ouvrier anglais, c'est que ce programme semble avoir été conçu sans que ceux qui l'ont écrit aient réfléchi quelques minutes sur l'expérience de six années de gouvernement travailliste, de 1945 à 1951, et à ses conséquences.

Si l'on tente de définir la politique suivie par le gouvernement travailliste au lendemain de la guerre ou proposée dans ce programme par un terme, on doit recourir au mot « dirigisme » qui a été utilisé en France. Il s'agit tout compte fait d'une économie capitaliste dans laquelle il y a, comme dans l'économie planifiée des premières années de l'U.R.S.S. ou de certains pays du glacis, deux secteurs — un secteur étatique et un secteur privé — et dans laquelle l'Etat s'efforce non d'introduire une planification d'ensemble, mais une certaine régulation. Autrement dit, la conception qui a présidé à l'élaboration du programme travailliste, c'est une sorte d'hommage involontaire que le capitalisme rend à la conception socialiste de l'économie, à la planification, mais le minimum nécessaire pour s'efforcer de poursuivre tant bien que mal la marche de l'économie capitaliste dans sa période de déclin. Le capitalisme subsiste, l'Etat reste à son service, les nationalisations aussi. Sous couvert d'introduire graduellement le socialisme au moyen de mesures « énergiques », les dirigeants du Labour Party en fait, cherchent les meilleures mesures pour réformer peu à peu

le système capitaliste, afin d'éviter la catastrophe que personne ne peut plus désormais ne pas voir venir.

Cette politique a été suivie par les dirigeants travaillistes au lendemain de la guerre, dans des conditions aussi favorables que possible pour la période présente. Ils disposaient d'un soutien complet des masses, ils avaient une confortable majorité parlementaire, le capitalisme se montrait « raisonnable » comme nulle part ailleurs. Et cependant l'économie anglaise est allée de crise en crise. Malgré la patience qu'ont montrée les travailleurs britanniques pour assurer le succès de l'expérience travailliste, le résultat global a été un échec. La naissance de l'opposition bevaniste a en un sens exprimé cet échec et l'aspiration à trouver une autre solution pour le mouvement ouvrier pour échapper à la catastrophe préparée par le capitalisme.

A juste titre, l'opposition de gauche à la direction du L.P. avait préconisé de véritables mesures énergiques, c'est-à-dire la nationalisation non plus d'une partie de l'économie anglaise, mais de sa plus grande partie. Ce n'est pas en ajoutant quelques usines — choisies suivant on ne sait trop quel critère — aux 15 % environ de l'économie anglaise déjà nationalisés qu'un changement décisif peut être apporté à la situation. Les travailleurs qui, par la voix de leurs délégués l'an dernier à Morecambe, voulaient plus de nationalisations et avec une structure qui ne soit pas la copie pure et simple de l'industrie capitaliste, ne sauraient être satisfaits d'un tel programme. Il faut aussi observer la différence entre les résultats obtenus par ce « dirigisme » même sous une direction ouvrière et ceux obtenus dans des pays arriérés (du glacis) là où le capitalisme a été aboli, et ce malgré les entraves et les gaspillages d'une direction bureaucratique.

Le résultat politique de cette orientation générale de la direction du L.P. est bien clair. Le moment venu, les conservateurs ont repris la direction du gouvernement, rendant tout ce qu'ils pouvaient comme sources de profit aux capitalistes privés. Si la classe ouvrière anglaise montre une fidélité à toute épreuve envers le Labour Party, malgré la politique de sa direction, par contre la petite bourgeoisie n'est guère attirée par cette politique sans vigueur, et tout compte fait, une bonne partie vote pour les conservateurs. D'où certains succès que ce parti a remportés dans des élections partielles.

Mais, cette politique empirique, pleutre, à la remorque de la bourgeoisie, ne sera pas décisive. La volonté des travailleurs britanniques de sortir du capitalisme, de prendre effectivement « des mesures socialistes énergiques » l'emportera. Le temps de cette direction qui s'est associée aux simagrées du couronnement approche de sa fin. Il est certes difficile aux travailleurs de se débarrasser de multiples préjugés bourgeois et petits bourgeois acquis au cours des années passées ; mais plus de chemin a été accompli par eux dans les deux dernières années que pendant un demi-siècle, et ils continuent d'avancer sur la voie de leur émancipation. Attendons avec confiance d'abord le prochain Congrès du L.P., qui ne manquera pas de montrer de nouveaux progrès de la gauche. La progression du prolétariat britannique ne s'arrêtera pas de sitôt.

## Les "Kerenski" d'aujourd'hui

Dans une série de pays à caractère semi-colonial, la première phase de la Révolution que ceux-ci traversent actuellement a porté ou maintenu au pouvoir, des hommes jouant un rôle bonapartiste qui rappelle celui de Kerenski avant octobre 1917.

C'est plus particulièrement le cas de l'Iran, de l'Égypte, de la Bolivie, du Guatemala et, dans une moindre mesure, de l'Argentine même et du Chili.

Les hommes qui gouvernent ces pays se maintiennent actuellement grâce à un équilibre établi entre une réaction impuissante pour le moment, et le camp de la

Révolution prolétarienne où la direction, soit fait défaut, soit n'y est pas encore suffisamment établie.

La caractéristique générale de la situation dans ces pays, c'est la puissance du mouvement révolutionnaire des masses qui a mis jusqu'à présent en échec toutes les tentatives de la réaction indigène épaulée par l'impérialisme de renverser la vapeur, et a obligé d'autre part les hommes au pouvoir — pour se survivre, ne pas tomber à gauche et pouvoir ultérieurement seulement trahir — à accorder de larges concessions aux masses, à accentuer le caractère révolutionnaire de leur phraséologie, et à s'appuyer en fait de plus en plus sur les masses.

De cette manière ils sont devenus en réalité les prisonniers des masses, particulièrement dans le cas de l'Iran, de la Bolivie, du Guatemala. Et seule l'absence, les fautes ou la carence de la direction prolétarienne, pourront leur permettre de s'en dégager.

Cependant les différences sont notables d'un cas à l'autre. En Iran, Mossadegh semble avoir gagné toutes les batailles livrées jusqu'ici contre l'impérialisme anglais, contre la cour et contre son soutien populaire et parlementaire représenté par le Mollah Kashani qui vient d'être évincé de la présidence du Majlis. C'est grâce à l'appui extra-parlementaire des masses qui avaient conquis la rue, qui encerclaient chaque fois le parlement et manifestaient dans son enceinte même, que Mossadegh a remporté ses victoires. Son maintien au pouvoir est dû avant tout à la politique de soutien indirect que lui accorde le Parti Toudéh, influencé par le Kremlin. Ce dernier redoute manifestement une victoire de la révolution dans ce pays, économiquement et stratégiquement si important, ce qui pourrait déclencher une intervention directe de l'impérialisme américain, et la guerre tout court en Asie. Mais l'Iran est déjà un fruit trop mûr pour qu'il ne puisse pas être facilement cueilli au moment où le Kremlin s'y déciderait.

En Egypte, l'équipe des militaires que préside le général Neguib apparaît comme soumise à la fois à l'influence de la base prolétarienne et plébéienne du mouvement révolutionnaire qui secoue ce pays, et à celle de la bourgeoisie industrielle montante. Cette dernière désirent élargir le marché intérieur, l'étendre même si possible au delà de l'Egypte (au Soudan, par exemple) et acquérir une certaine indépendance réelle par rapport à l'impérialisme britannique, pourrait avoir encouragé une série de mesures prises par Néguib contre la royauté, l'impérialisme britannique, le régime féodal agraire. Mais en même temps, elle ne cherche certainement dans tout cela que des demi-mesures et des réformes prudentes. Par contre la base prolétarienne et plébéienne (les ouvriers, les paysans pauvres, la petite bourgeoisie citadine radicale, l'intelligentsia) pousse beaucoup plus loin et empêche par son dynamisme une décantation définitive de la politique de Neguib dans un sens de classe strictement et clairement probourgeois.

En Bolivie, la situation s'apparente beaucoup à celle de l'Iran, Paz Estensoro étant constamment poussé à gauche par le mouvement des masses et les tentatives répétées de la réaction qui échouent. Il ne se maintient plus que par la force des ouvriers et des paysans armés.

La différence essentielle cependant avec le cas de l'Iran (et celui du Guatemala), c'est qu'en Bolivie, le parti prolétarien (le P.O.R.) n'est pas inféodé au Kremlin, mais est complètement indépendant, armé d'un programme et d'une ligne juste, combattif, prêt à jouer pleinement son rôle.

Il y a enfin le cas de l'Argentine et en partie du Chili, Peron et Ibanez, porte-parole de la bourgeoisie industrielle montante qui doit lutter contre des ennemis puissants, l'impérialisme et les féodo-capitalistes indigènes (grands producteurs agricoles et commerçants), se voient obligés de recourir de plus en plus au soutien des masses prolétariennes. Mais en agissant ainsi, ils suscitent de nouvelles contradictions insolubles qui minent la stabilité de leur régime, tout en portant à un niveau supérieur le mouvement révolutionnaire des masses.

L'extension et la durée prises par les régimes des « Kerenski » sont une preuve que la période actuelle est dominée par une formidable montée révolutionnaire mondiale des masses.

Un délai, plus long qu'on ne pouvait l'espérer, a été ainsi donné pour que le Parti marxiste révolutionnaire se forme, se consolide, se prépare à faire succéder les Kerenski par Octobre. Faute de quoi la dictature militaire réactionnaire serait l'autre terme inévitable de l'alternative.

## Le bolchevisme a 50 ans

Il y a 50 ans, dans les mois de juillet-août 1903, naissait le bolchevisme. En effet, c'est au 2<sup>e</sup> Congrès du Parti social-démocrate ouvrier de Russie que se produisit la première scission entre bolcheviks et mencheviks. A cette époque, le bolchevisme n'était pas sorti avec une expression achevée comme le prétend la légende stalinienne.

Sur la base du marxisme, de l'organisation de la classe ouvrière telle qu'elle était dans les pays avancés de l'époque, et plus particulièrement de la social-démocratie allemande, Lénine voulait organiser le parti révolutionnaire du prolétariat russe pour renverser l'autocratie tzariste, accomplir la révolution démocratique, préparer la Russie pour le socialisme. A partir de 1903, d'intenses luttes de fraction déchirèrent la social-démocratie russe. Elle se nourrit aux problèmes posés par la révolution — celle de 1905 — puis par les années de reflux : ce n'est qu'en 1912, quand le mouvement ouvrier russe commença à se relever que le bolchevisme prit une forme organisée définitivement indépendante. En 1914, contre la trahison social-démocrate, il fut la principale force œuvrant à la reconstruction d'une nouvelle Internationale ouvrière.

Le bolchevisme trouva finalement sa victoire, non sans avoir préalablement opéré un réarmement théorique, en conduisant les masses de l'empire tzariste, en octobre 1917, à la conquête du pouvoir et en instaurant la dictature du prolétariat sur un sixième du globe.

Quelques années plus tard, la révolution russe étant isolée et son prolétariat épuisé, la dégénérescence va frapper le parti bolchevik, le bureaucratiser. Mais la révolution — sous la forme d'un programme, d'une avant-garde défendant ce programme et les conquêtes essentielles de la Révolution d'Octobre — va poursuivre le combat, sous la direction de Trotsky. Le plus jeune membre de l'Iskra, le président du Soviet de Petrograd de 1905 et de 1907, le commissaire du peuple à l'Armée rouge qui a dirigé victorieusement la lutte contre les armées blanches et les armées des pays capitalistes, continuera la lutte du bolchevisme et la mènera à l'échelle internationale, non seulement pour s'opposer au menchevisme de jadis, mais au stalinisme.

Dans cette longue lutte, le bolchevisme, incarné par la IV<sup>e</sup> Internationale a connu une répression jamais subie par une tendance quelconque du mouvement ouvrier. En août 1940, un stipendié de Staline assassine Trotsky, après que tous les anciens vieux bolcheviks aient été éliminés, après de sinistres « procès » où tous ceux qui dirigèrent la révolution confessèrent de fantastiques crimes. Mais rien ne pouvait détruire la IV<sup>e</sup> Internationale, le bolchevisme d'aujourd'hui.

Et, dans la montée internationale actuelle de la révolution, qui s'empare de tous les continents, ce sont les idées du bolchevisme qui à nouveau se développent dans les masses, et pénètrent tout le mouvement ouvrier. Les idées du trotskysme, la théorie de la révolution permanente contre laquelle ont été dressés tous les cadres stalinien, se fraye sa voie, portée en avant par les grands combats des masses.

C'est enfin, là même où la bureaucratie se croyait la mieux assise, en U.R.S.S. même, que sous la pression des masses soviétiques, il lui faut faire des concessions, pour gagner du temps. L'appareil (« les cadres ») ne décide pas tout, ce sont les masses qui vont de plus en plus décider. En quelques mois, la bureaucratie a cru que, pour mieux montrer sa « sincérité » il lui fallait se dissocier autant que faire se pouvait, de Staline. Celui-ci, sans qui rien n'était et ne pouvait être fait, il y a moins de six mois, est désormais à peine invoqué en U.R.S.S.

Un Himalaya de mensonges, de falsifications, de calomnies, de crimes s'effondre devant la puissance de la révolution montante. Le stalinisme connaît la période de son agonie. Le bolchevisme, les noms de Lénine et Trotsky qui — dans ces cinquante années — l'ont incarné seront célébrés dans l'avenir, comme ceux qui ont guidé l'humanité dans cette période de décomposition du capitalisme sur la voie où se réalisera le communisme.

## Les Rosenberg électrocutés

L'assassinat des Rosenberg, par l'administration Eisenhower, est un événement politique significatif. Les dirigeants américains ont voulu donner des leçons à ceux qui se sont mêlés à cette affaire, sur la façon dont ils entendaient agir quoiqu'il arrive.

En Europe, la classe ouvrière a pris la défense des Rosenberg, comme elle a pris la défense de Sacco et Vanzetti jadis, comme elle intervient chaque fois que la justice de classe frappe, pour une raison ou une autre, des éléments progressifs. Cette fois-ci les ouvriers européens y ont ajouté des sentiments contre l'impérialisme américain dont ils voient chaque jour qui passe son intervention pour la défense des intérêts capitalistes.

Certains milieux de la bourgeoisie européenne, surtout en France, sont également intervenus en faveur des Rosenberg, comprenant que la mise à mort aurait inévitablement comme conséquence d'exacerber les sentiments anti-américains et de rendre plus difficile encore la poursuite de la politique de préparation à la guerre sous la direction des Etats-Unis.

Eisenhower n'a tenu compte ni des sentiments des masses travailleuses européennes ni des conseils de certains bourgeois européens. Il a agi ainsi parce que ce qui est déterminant pour lui, c'est la situation sociale en Amérique et pas la situation en Europe. Pour lui, pour le Pentagone et le State Department, les bourgeoisies européennes seront obligées, bon gré mal gré, d'avalier les décisions du capitalisme américain. L'affaire des Rosenberg est peu pour lui à côté de ce qui viendra pour la défense du capital à l'échelle mondiale.

Aux Etats-Unis, il est notoire que l'affaire Rosenberg n'a pas soulevé une large émotion. Le mouvement ouvrier, c'est-à-dire les organisations syndicales fortes de 17 millions d'adhérents, a été en grande majorité indifférent à cette affaire. Il n'a pas vu que cela l'affectait. Comment expliquer cette situation ? Sur le plan économique, les années de bonne conjoncture n'ont pas encore cessé et les menaces de crise soulèvent quelques inquiétudes, mais ne suffisent pas à présent à provoquer une politisation des masses. La réaction a d'ailleurs eu soin de ménager les organisations syndicales dans sa « chasse aux sorcières » ; qui plus est, ce sont les bureaucrates syndicaux qui se sont eux-mêmes chargés d'épurer l'appareil syndical d'éléments dits « subversifs ». La réaction s'est attaquée avant tout aux communistes, aux mouvements d'avant-garde ouvrière et aux éléments progressifs libéraux, surtout à ceux de ces derniers qui avaient pu à un moment ou à un autre flirter avec des staliniens. Aux Etats-Unis, c'est contre la minorité politiquement pensante que l'affaire Rosenberg était dirigée.

La réaction en Amérique y fera peut-être trembler des petits bourgeois, des libéraux. Mais elle n'arrêtera pas la lutte de l'avant-garde ouvrière. Les Rosenberg ont montré jusqu'à leur dernier souffle de vie un courage, un stoïcisme exemplaires qui stimuleront la volonté de combat de tous ceux qui, dans le monde et particulièrement aux Etats-Unis, se refusent à s'incliner devant le dieu dollar.

## L'homme malade de l'Europe

La France est « l'homme malade » de l'Europe. Hommes d'Etat, politiciens ou journalistes bourgeois du monde entier sont consternés de voir ce pays en plein désarroi. Une crise ministérielle de plus de trente jours qui, d'ailleurs, n'a été arrêtée que jusqu'à la prochaine occasion. Etrange tableau d'une nation qui fut une grande puissance : a-t-on jamais vu un corps continuant à fonctionner tant bien que mal, tandis que la tête manquait ? Telle était la France, chacun y poursuivant ses occupations habituelles, sans qu'il y eut de direction à la société. C'est un exemple on ne peut plus frappant d'une crise révolutionnaire où, comme le disait Lénine, en haut on ne peut plus diriger, en bas on ne veut plus être dirigé comme auparavant.

Depuis la « libération » pendant laquelle les partis ouvriers ont permis au capitalisme de remettre debout son économie et son Etat, la bourgeoisie française n'a cessé d'évoluer vers la droite. Les communistes ont été éliminés, les premiers du gouvernement au début de la « guerre froide ». Après les élections de juin 1951, dans lesquelles les socialistes s'étaient prêtés à un truquage électoral pour affaiblir la représentation communiste, ils avaient fini par être les dupes du parti catholique du M.R.P. et étaient remerciés à leur tour. La vieille droite classique de jadis se croyait revenue aux beaux jours d'un Tardieu ou d'un Millerand. Mais l'état général de l'économie française et les conséquences des guerres passées (oh, combien victorieuses !), de la guerre sans espoir d'Indochine et de la préparation de la troisième guerre mondiale ont amené le pays dans l'impasse. En 1952, la bourgeoisie croyait possible de réaliser son rêve d'Etat fort, en emprisonnant quelques militants communistes, dans un climat marqué par une certaine passivité des masses. Mais il ne fallait pas trop comprimer le ressort. Le printemps 1953 a vu un renouveau du mouvement des masses. Les élections municipales du mois de mai ont donné une consolidation ou un renforcement des voix communistes dans les centres ouvriers et, pour la première fois depuis longtemps, un accroissement des voix socialistes dans les centres ouvriers également. En outre, l'incapacité de la bourgeoisie à mobiliser largement la petite bourgeoisie contre les ouvriers s'est manifestée dans la déconfiture du R.P.F. de de Gaulle.

La bourgeoisie a aussitôt exprimé ses craintes que l'opposition simultanée des socialistes et des communistes ne favorise l'unité d'action des ouvriers, ne suscite de grands mouvements, un nouveau « Juin 36 ». Au cours de la longue crise ministérielle, ces craintes furent exprimées par Paul Reynaud, par Vincent Auriol qui fit des remontrances au P.S., par le dirigeant du M.R.P. Lecour. Pour une partie de la bourgeoisie, la solution la plus impérieuse à la crise devait être le retour des socialistes dans la majorité et dans le gouvernement. Il ne manque pas d'appétits gouvernementaux dans les cercles dirigeants du P.S., mais il n'est pas facile à présent au P.S. de se livrer à une opération de ce genre. L'opposition ayant rapporté sur le plan des votes, la tendance à poursuivre cette opposition pour en tirer le maximum à de prochaines élections, a été renforcée. D'autre part, il est illusoire de penser qu'avec la politique actuelle, la situation puisse tant soit peu s'améliorer. Si les socialistes veulent freiner un mouvement des masses à l'avenir, ils ne pourront le faire qu'en restant dans l'opposition aujourd'hui. Les socialistes ne pouvaient décemment demander moins que certains radicaux ou certains M.R.P., chez qui il y a de forts courants pour arrêter la guerre d'Indochine, et chercher une négociation. Les partis bourgeois ont dû se contenter de faire une combinaison pour quelques mois, peut-être pour quelques semaines seulement.

Le P.S. a décidé de mener une opposition parlementaire plus systématique. Il propose un « Front démocratique et social » qui exclut par avance le P.C.

ce qui dans un pays où celui-ci a derrière lui la majorité de la classe ouvrière, signifie chercher une combinaison avec des partis bourgeois absolument impuissante, une réédition de la « troisième force » qui mourut aux dernières élections de 1951.

Il n'y a pas de doute que la grande bourgeoisie est très tentée de trouver un moyen de se passer du parlement, de créer un « pouvoir fort ». Ce n'est pas tellement du côté du parlement que résident les difficultés. A vrai dire, chacun sait désormais que même les ministres n'ont qu'un pouvoir réduit, que par exemple en Tunisie, au Maroc, ce sont quelques très hauts fonctionnaires au service des grands colons qui prennent des décisions que les ministres n'ont plus qu'à ratifier.

Les difficultés pour la bourgeoisie proviennent essentiellement de la part de la classe ouvrière. Malgré de nombreux échecs, celle-ci non seulement a conservé son potentiel de combat, mais il faudrait peu de chose pour qu'elle entre en action. La bourgeoisie peut procéder à quelques arrestations, gêner ainsi le fonctionnement normal des organisations à direction stalinienne, elle a pu aussi opérer pas mal de licenciements dans les entreprises. Mais la répression vue globalement ne va pas trop loin. Les organisations sont intactes. La bourgeoisie peut être tentée de procéder à quelques mesures autres réactionnaires dans les domaines de la Constitution, des industries nationalisées, des services de la Sécurité sociale. Il serait certainement erroné de sous-estimer ces possibilités et de penser que ça ne compte pas. Mais effectivement la bourgeoisie ne peut songer à instituer un « Etat fort » au moyen d'attaques un peu vigoureuses contre les ouvriers, sans risquer de glisser dans la guerre civile. Ce serait là une étape nouvelle, qu'il est difficile de concevoir indépendamment de développements graves en matière internationale.

S'il est vrai que la bourgeoisie française opère encore avec une souplesse relative envers la classe ouvrière, il est également vrai qu'elle peut le faire en tirant parti avant tout de la politique des directions ouvrières, surtout du P.C.F., qui n'offre pas à la classe ouvrière et aux masses travailleuses une perspective et une politique pour sortir de ce bourbier dans lequel la société française patauge.

Fin 1951 et début 1952 furent marqués par un gauchissement de la politique du P.C.F. Mais l'affaire fut menée bureaucratiquement, indépendamment des capacités de mobilisation des masses à l'époque ; seule l'avant-garde communiste s'engagea dans des combats et subit des revers. La direction du P.C.F. commença à se livrer ensuite à des autocritiques, des autocritiques d'autocritiques, le tout complété par l'affaire Marty-Tillon. Les membres du P.C.F. ne savaient plus que faire. Pourquoi les masses ne répondaient-elles pas aux appels ? Comment faire le front unique ? Pendant plus de six mois, le C.C. ne fut pas réuni, signe certain de divergences non réglées au sein même du B.P.

La récente session du C.C. (juin) n'a apporté aucune clarté. La question du front unique a été posée dans les faits par les ouvriers avec force au cours des derniers mois. Aussi la direction du P.C.F. a-t-elle dû, pour raccommoder ses liens avec la classe ouvrière, abandonner certaines formulations par trop sectaires, admettre des possibilités de front unique entre certains échelons du P.C. et du P.S. (sections, fédérations même), elle a dû admettre que le front unique pouvait se réaliser même sur une partie du programme ou un mot d'ordre seul. Cette atténuation du sectarisme allait aussi dans le sens des tendances de la direction stalinienne à rechercher un écho dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie pour les campagnes de paix du Kremlin. La direction du P.C.F. a même fait savoir que ce qui comptait pour elle, le « problème décisif du moment », c'était la guerre d'Indochine et qu'un gouvernement qui changerait la politique du pays sur cette question serait soutenu par les voix des élus communistes. Mais, à la différence de 1936 et de 1944, il n'y a pas d'aile de la bourgeoisie qui, normalement, puisse s'entendre avec le P.C. sur un programme minimum. La bourgeoisie ne veut pas rompre la politique atlantique, destinée à sauver ses positions de classe. Cette situation amène la direction du P.C.F. à rechercher le moyen de mobiliser les masses pour faire peur à la bourgeoisie, pour exercer une pression sur celle-ci.

Mais comment mobiliser les masses ? On retombe sur le problème du front unique. La direction du P.C.F. est prisonnière de ses conceptions sur le P.S. Elle ne voit pas en lui un autre parti ouvrier, à qui il faut proposer un front unique pour un programme de classe menant à un gouvernement de front unique P.C.-P.S. Pour elle, le P.S. est plutôt un parti bourgeois qui mène une concurrence au sein

des ouvriers. Il faut inviter les bons ouvriers socialistes de base à venir faire l'action commune sans leurs chefs traîtres. On n'a qu'à dénoncer ceux-ci...

La question du front unique va se poser avec persistance dans les mois qui viennent. De même, la question gouvernementale va également rester à l'ordre du jour.

La combativité croissante des masses se manifeste à présent en partie par un renforcement numérique des organisations dirigées par les staliniens. Les problèmes politiques se posent et se poseront de plus en plus fortement dans le P.C.F. L'affaire Marty-Tillon a montré de manière éclatante que la crise dans le P.C.F. à l'étape actuelle prend la forme d'un malaise politique sans rupture organisationnelle appréciable. La direction du P.C.F. ne manquera pas de chercher des solutions bureaucratiques, mais il n'y aura pas moyen d'esquiver en fin de compte les seules réponses politiques valables — le front unique entre les partis communiste et socialiste, le gouvernement P.C.-P.S. — à une situation qui peut se développer fort rapidement et très amplement.

Il n'est pas possible de prédire avec certitude en ce qui concerne le rythme des événements. Le vide résultant de l'incapacité de la bourgeoisie à se fixer sur une politique quelconque, alors que la situation va en s'aggravant au point de vue économique, financier, militaire... cette carence de direction de la bourgeoisie peut être plus décisive que l'indécision des directions ouvrières et favoriser de grands mouvements ouvriers (grèves, occupation, d'usines, etc.). Les militants d'avant-garde de tous les pays, et plus particulièrement les militants français, doivent suivre très attentivement une situation qui peut, en très peu de temps, devenir grosse de promesse. La France est « l'homme malade » du monde capitaliste. La maladie est très profonde, les conditions actuelles peuvent entraîner une évolution accélérée. Cela pourrait aussi inaugurer une évolution plus rapide de la situation dans toute l'Europe occidentale.

## La chute de Béria

La chute de Béria, quelques mois à peine après la mort de Staline et sa promotion à la seconde place du triumvirat qui paraissait avoir succédé alors au Chef, est le premier signe éclatant de la lutte fractionnelle à laquelle se livrent les différents éléments de la « direction collective », ainsi que de l'instabilité de celle-ci.

Dans quelle mesure cette lutte fractionnelle correspond-elle, non seulement à des rivalités de personnes pour le pouvoir exclusif, mais à de véritables divergences de vue, caractéristiques de telle ou telle couche de la bureaucratie, et surtout de tel ou tel courant de masses s'exprimant de manière déformée à travers telle ou telle couche et personnalité dirigeante de la bureaucratie, il n'est pas possible de l'établir concrètement.

L'accusation qui est actuellement dressée contre Béria comporte plusieurs motifs, dont certains contradictoires, et qui pourraient bien comme c'était jusqu'à présent l'usage dans la bureaucratie, n'être qu'un camouflage des véritables motifs de sa disgrâce, et même complètement le contraire. Béria est principalement accusé d'avoir voulu mettre l'appareil du Guepeou au-dessus du parti et du gouvernement, et de s'en servir pour le pouvoir personnel. En second lieu d'avoir freiné ou déformé l'application des mesures concernant la libéralisation du régime sur le plan juridique et d'autres mesures « très importantes » et urgentes concernant l'agriculture ; d'avoir semé l'hostilité parmi les peuples de l'U.R.S.S. et activé « les éléments nationaux-bougeois dans les Républiques soviétiques ». Dans son bilan global, la politique de Béria est caractérisée de capitulation devant l'impérialisme et pouvant, au cas où il lui arriverait de capturer le pouvoir, amener la restauration du capitalisme en U.R.S.S.

Il est possible que Beria ait été effectivement tenté d'utiliser le pouvoir du Guepeou qu'il contrôlait contre ses coéquipiers, ou contre une coalition d'entre eux englobant Malenkov, ou que ceux-ci aient eu véritablement peur d'une telle éventualité dans un proche avenir et aient décidé d'agir les premiers.

Ce qui, pour un certain temps encore, restera obscur, ce sont les motifs précis d'un tel heurt brutal, si peu de temps après la formation de la « direction collective ».

Quant aux autres chefs d'accusation, leur sens pourrait être le suivant :

En affirmant que Beria bloquait la libéralisation juridique du régime, ses vainqueurs s'approprient la popularité de mesures déjà prises dans ce sens et se préparent à en annoncer d'autres. (Peut-être lors de la session du Soviet Suprême où ils présenteraient entre autre la réforme du code pénal.)

En ce qui concerne les nationalités, leurs allusions actuelles à une politique Beria favorisant les « éléments nationaux-bourgeois » dans les Républiques soviétiques, peuvent signifier (mais ce n'est pas certain) un pas en arrière qui limitera dans l'immédiat, sans l'annuler, le processus amorcé de dérusification.

En ce qui concerne les questions « très importantes et urgentes de l'agriculture » dont la solution fut paraît-il bloquée par Beria, l'équivoque subsistera jusqu'à la connaissance d'éléments nouveaux plus précis. Mais il se peut que soit reprise toute la discussion commencée du vivant de Staline et ensuite provisoirement tranchée par lui-même sur l'orientation de l'économie agricole, le rythme de la mécanisation, l'évolution des kolkhoz, la question des agrovilles.

Enfin, ayant éclaté à la suite des événements de Tchécoslovaquie et surtout d'Allemagne orientale, l'affaire Beria peut avoir agi au sein de la direction bonapartiste de la bureaucratie dans le sens d'un raidissement relatif de ses rapports avec l'impérialisme, à la fois pour reprendre mieux en main la situation intérieure et faire acte de force envers l'extérieur.

Mais de toute manière, la chute de Beria ne renverse pas le sens général de la nouvelle politique appliquée aussi bien intérieurement en U.R.S.S. que dans le glacis, après la mort de Staline.

Les mesures prises dans ces domaines afin de donner l'impression d'une « libéralisation » du régime, ainsi que les concessions économiques, juridiques, politiques réelles accordées aux masses, se maintiennent.

Certaines des concessions faites en Allemagne orientale et surtout les concessions très importantes faites en Hongrie et en Tchécoslovaquie se placent après la date supposée de l'arrestation de Beria (aux environs du 20 juin).

D'autre part, l'annonce déjà faite à Moscou d'une modification du nouveau plan quinquennal dans le sens d'un accroissement de la production des moyens de consommation et des industries correspondantes, et l'accent placé plus particulièrement sur le bien-être des masses soviétiques, datant de juillet 1953.

Un autre point clair de cette affaire est que la chute de Beria — à supposer qu'il était le candidat le plus pressé à un nouveau pouvoir bonapartiste personnel — n'a pas pour autant automatiquement donné lieu symétriquement au pouvoir personnel d'un autre, en l'occurrence de Malenkov. Beria fut vaincu par une coalition qui désire maintenir le « principe » de la « direction collective » impersonnelle du parti et la propagande contre « le culte du Chef », et dans laquelle on a voulu associer, entre autres, les représentants de l'armée. Ce dernier élément que le Kremlin s'est efforcé de mettre bien en valeur est très important.

Dans la mesure où le Guepeou, soutien principal du règne bureaucratique sur les masses, plus particulièrement depuis la réhabilitation des médecins, fut l'objet d'attaques incessantes culminant maintenant dans la chute de son chef Beria, le régime bureaucratique est obligé de faire appel à l'autre instrument de coercition qu'est l'armée, afin de pouvoir à la fois maîtriser toute menace qui pourrait venir du Guepeou (et probablement pour réussir l'arrestation de Beria) et limiter son débordement éventuel par les masses.

Celles-ci ne pouvaient que se sentir considérablement encouragées par les coups objectivement portés à la fonction même de la police.

Les modalités de la chute de Beria sont dans la pure tradition stalinienne. Elles démontrent à la fois l'instabilité et la crise de la direction « collective », reflétant en définitive les énormes pressions de classe qui s'exercent sur elle et l'impossibilité pour la bureaucratie de résoudre cette crise, en recourant à des moyens de légalité démocratique dans ses propres rangs. Elles démentent toute illusion sur la possibilité d'une évolution à froid vers la démocratisation réelle du régime et présage une période relativement longue de heurts, de luttes inter-bureaucratiques et d'explosions dramatiques, avant que les masses imposent par leur force le renversement complet du règne bureaucratique.

Reste encore une question : Y aura-t-il un procès et des « aveux » de Beria, ou bien ces moyens ayant fait définitivement faillite et l'homme étant capable de tenir au procès un langage peu conforme à la tradition, disparaîtra-t-il sans procès public ?

De toute manière les post-staliniens ne pourraient mieux agir maintenant pour ébranler jusqu'au tréfonds tout l'édifice stalinien en U.R.S.S., dans les « démocraties populaires » et les Partis communistes, qu'en procédant aux mesures de libéralisation et à des concessions aux masses et qu'en truffant, en même temps, cette politique générale à laquelle la pression des masses les contraint, par des intermédiaires aussi spectaculaires que sordides comme l'affaire Beria.

## La Conférence de Washington

Sous l'apparence de concessions aux « alliés » Anglais et Français, la Conférence tripartite de Washington a entériné encore une victoire de l'impérialisme américain. Sa politique asiatique de pression et même de menace de guerre directement contre la Chine, se maintient, ainsi que son projet de continuer et d'étendre la guerre en Indochine.

Sur la Conférence à quatre avec l'U.R.S.S. demandée par Churchill, la concession est toute formelle. Cette Conférence est proposée au Kremlin sur la base de conditions qui furent présentées en septembre 1952 et que l'U.R.S.S. avait alors rejetées. Elles visent à obtenir une réunification de l'Allemagne par des élections libres et son intégration dans la coalition militaire atlantique. On y ajoute maintenant la levée simultanée de l'occupation de l'Autriche et l'intégration de ce pays dans la même coalition militaire. On peut difficilement imaginer que les dirigeants du Kremlin, en dehors de toute autre considération, souscrivent jamais à de telles conditions.

Washington, en accord complet avec Bonn, pense avoir agi très intelligemment et donné satisfaction aux Anglais sans compromettre les chances d'un succès électoral du Parti démocrate chrétien allemand aux élections de septembre prochain.

# **DECLARATION**

du

## **Secrétariat International de la IV<sup>e</sup> Internationale**

sur les événements d'Allemagne orientale

et la situation générale actuelle dans les « démocraties populaires »

européennes et en U. R. S. S.

Sur la base d'informations et de rapports précis qui nous sont parvenus non seulement de sources diverses quelconques mais de nos propres militants agissant à Berlin et dans la zone orientale allemande, et sur la base des considérations programmatiques et de la ligne politique qui caractérisent notre mouvement international fondé par Léon Trotsky, nous sommes en mesure de donner la seule analyse objective des récents événements en Allemagne orientale et d'en dégager les conclusions et les perspectives qui intéressent le mouvement ouvrier international tout entier.

La presse et les porte-parole directs ou indirects procapitalistes, pro-impérialistes ont jusqu'à présent voulu exploiter les événements comme une soi-disant révolte des masses travailleuses allemandes contre « le régime communiste », contre l'U.R.S.S., afin de relancer plus vigoureusement leur propagande pour la guerre contre-révolutionnaire qu'ils préparent. Derrière ces événements, ils ont voulu masquer leurs propres difficultés, leurs propres crimes et leurs plans de guerre contre-révolutionnaire, réactionnaire, qui n'ont rien à voir avec une réelle défense des intérêts matériels, culturels et politiques des masses travailleuses du monde entier. Les cris d'indignation des directions social-démocrates ne sonnent pas moins faux. Rangées presque inconditionnellement aux côtés des capitalistes dans toutes leurs sales entreprises de guerres coloniales ou de guerre antisoviétique sous direction américaine, en pratique défenseurs du statu quo capitaliste et diviseurs des actions ouvrières, elles n'ont pas de leçon à donner à leurs émules en bureaucratisme, les directions stalinienne.

D'autre part, la presse et les porte-parole du Kremlin, des gouvernements satellites des « démocraties populaires » européennes et des Partis communistes dans le monde, bouleversés, pris à l'improviste et saisis de peur par le gigantesque soulèvement des masses ouvrières en Allemagne orientale, se sont enfoncés dans une série d'affirmations contradictoires, embarrassées et mensongères, qui illustrent bien leur caractère bureaucratique.

Seul notre mouvement, la IV<sup>e</sup> Internationale, sous le drapeau de laquelle des milliers d'hommes ont lutté en U.R.S.S. et sur tous les continents pour éviter la

dégénérescence bureaucratique stalinienne de l'U.R.S.S. et du mouvement ouvrier influencé par la III<sup>e</sup> Internationale, peut comprendre la signification profonde des événements en cours et dire la vérité crue, toute la vérité aux travailleurs.

## **Ouvriers et paysans pauvres du monde entier,**

En Allemagne orientale — à Berlin, Magdebourg, Leipzig, Halle, Rostock, Wismar, Merseburg — vient de s'ébaucher la Révolution politique des masses travailleuses d'un pays économiquement et culturellement développé, l'Allemagne, contre le régime bureaucratique et policier, instauré au nom du socialisme sous les auspices de la bureaucratie soviétique, par ses émules indigènes.

Ce début de révolution politique des ouvriers allemands, les plus avancés, ainsi que de leurs frères tchèques, de tout l'univers contrôlé par la bureaucratie soviétique, n'a rien à voir avec une prétendue sympathie de ces ouvriers avec le régime capitaliste de Bonn ou des pays capitalistes « démocratiques » de l'Ouest ou de l'impérialisme américain, leur patron suprême. C'est un mouvement ouvrier révolutionnaire authentique, très conscient de sa voie et de ses moyens d'action.

Il s'est dressé résolument contre le capitalisme et, en même temps, contre l'expropriation politique de la classe ouvrière, contre un régime bureaucratique et policier qui prive les travailleurs du contrôle et de la gestion directe par eux-mêmes de l'Etat anticapitaliste.

Sa signification historique est immense et immensément progressive.

Les réactionnaires de Bonn, Londres, Paris et Washington n'ont rien à espérer d'un tel mouvement.

Il ne se dirige pas vers l'ornière du capitalisme historiquement abandonné de façon irrévocable, mais vers un épanouissement de la véritable démocratie prolétarienne et socialiste. Il est l'annonciateur d'une ère nouvelle, poststalinienne, antistalinienne, celle où les forces révolutionnaires mûries aussi bien dans le monde capitaliste qu'en U.R.S.S. même et dans les « démocraties populaires », feront une claire apparition à la surface, et vaincront. Il s'inscrit dans la montée révolutionnaire mondiale qui change constamment le rapport des forces entre le capitalisme et les masses en faveur de celles-ci, et le rapport entre les directions bureaucratiques et les masses également en faveur des masses.

Pour comprendre ce qui s'est passé et se passera en Allemagne orientale, ainsi qu'en Tchécoslovaquie, dans les « démocraties populaires » et en U.R.S.S. même, il faut tenir compte des données suivantes :

Dans tous ces pays, la bureaucratie soviétique avait instauré du vivant de Staline un régime bureaucratique et policier, contraire aux aspirations, intérêts et besoins des larges masses. Leur mécontentement était grand et allait croissant, stimulé par la montée révolutionnaire mondiale. La mort de Staline a précipité la crise en U.R.S.S. et dans les « démocraties populaires ». Ses successeurs, plus conscients que lui-même de cette extrême tension qui y régnait se sont engagés dans la voie de réformes, de concessions, afin de faire baisser la tension et de mieux asseoir leur régime, sur une base plus populaire. C'est aussi pour cette raison, pour mieux régler leur situation intérieure qu'ils se sont très probablement lancés dans une politique de concessions formelles à l'impérialisme, afin de diminuer aussi la tension avec lui et si possible de gagner du temps.

Mais leurs concessions ne viennent pas assez vite et ne se font pas de manière directe et franche. Les masses impatientes, exaspérées, passent à l'action.

Dans les pays où leur niveau culturel est le plus élevé et où les conditions générales étaient les plus favorables, la révolution politique des masses ouvrières contre le régime bureaucratique et policier d'inspiration et d'allure stalinienne a déjà commencé, comme EN TCHECOSLOVAQUIE ET SURTOUT EN ALLEMAGNE ORIENTALE.

Dans ces deux pays, les actions de masse qui ont eu lieu en mai et en juin, après la mort de Staline, sont l'aboutissement d'un long processus de prise de conscience, de réorganisation et même de regroupement organisationnel à la base, des éléments les plus avancés de la classe ouvrière.

Il est maintenant établi que, depuis 1949, dans ces deux pays il y a eu l'affirmation d'une résistance ouvrière organisée contre les méthodes bureaucratiques d'intensification du travail dans les usines, et de contrôle policier sur les ouvriers. Ceux-ci en sont arrivés à s'opposer à ces mesures, à former des groupes de résistance dans les usines et dans les syndicats, à rallier à leur cause les organismes inférieurs dirigés par la bureaucratie elle-même, par exemple des comités ou des sections d'entreprise. Toute la législation et les méthodes de travail promulguées par les directions bureaucratiques (conventions collectives défavorables aux ouvriers, élévation arbitraire des normes) sans compensation sur le plan des salaires, des logements, de la nourriture, des conditions de travail, ont rencontré une résistance farouche et de plus en plus organisée de la part des ouvriers.

Si cette résistance a pu éclater d'une manière plus ample et plus impressionnante en Allemagne orientale, ceci s'explique par les considérations suivantes :

- a) la classe ouvrière de ce pays est traditionnellement parmi les plus développées et les mieux organisées dans tout le glacis ;
- b) elle est la plus éloignée de l'U.R.S.S. et la plus proche de l'ouest ;
- c) elle fut la plus maltraitée au début par les armées d'occupation soviétiques parce qu'appartenant à une nation « ennemie » vaincue ;
- d) des conditions spéciales ont précipité les événements dans cette zone :
  - il y sévissait dernièrement une crise économique aiguë, la nourriture n'était ni abondante ni bon marché, les objets de consommation courante manquaient et étaient chers, le rythme de reconstruction des logements ouvriers n'était pas en accord avec les besoins ;
  - les concessions faites le 10 juin en Allemagne orientale s'adressaient aux classes moyennes et négligeaient complètement les ouvriers, qui devaient par contre « élever les normes du travail » ;
  - les mesures de détente prises par le Kremlin et les autorités soviétiques depuis la mort de Staline faisaient miroiter dans tout le « glacis » un relâchement du régime bureaucratique et policier ;
  - la reconnaissance par la direction du S.E.D. d'un cours antérieur « erroné », jointe à la considération précédente, agissait dans un sens d'encouragement des masses, catalysant leur énergie et précipitant leur action.

C'est l'ambiance créée par l'ensemble de ces considérations qui explique les événements d'Allemagne orientale. Ils ont éclaté en tant que mouvement purement ouvrier contre le régime politique bureaucratique et policier, dans le cadre strictement anticapitaliste du régime social. A Berlin, l'immixtion d'éléments douteux, troubles, franchement provocateurs ou réactionnaires à la jonction des manifestations de l'est et de l'ouest, à certains moments, perverti le caractère prolétarien antibureaucratique et anticapitaliste du mouvement des masses. La propagande de la presse et des politiciens bourgeois et de leurs agents réactionnaires a tenté ensuite de noyer l'essentiel dans l'épisodique et le secondaire. Mais ce sont les revendications clairement exprimées par les ouvriers aussi bien

comme motifs de leurs grèves, de leurs manifestations de rue, que dans leurs meetings, qui expriment et illustrent LE VRAI CARACTERE DE CLASSE DE LEURS MOUVEMENTS; CONTRE LA LEGISLATION ET LES METHODES BUREAUCRATIQUES DE TRAVAIL, POUR L'AMELIORATION DE LEURS CONDITIONS MATERIELLES DE VIE, POUR LA DEMOCRATISATION DU PARTI ET DES SYNDICATS, LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES, C'EST-A-DIRE DES OUVRIERS AYANT PRIS LA DEFENSE DES INTERETS DES TRAVAILLEURS, DANS CERTAINS ENDROITS, CERTAINS Y AJOUTAIENT DES ELECTIONS SECRETES, GENERALES ET LIBRES DANS TOUTE L'ALLEMAGNE POUR ASSURER UNE VICTOIRE OUVRIERE A CES ELECTIONS.

Si les capitalistes n'ont rien à espérer d'un tel mouvement et se sentiront en réalité, réflexion faite, énormément inquiets de cette prodigieuse montée des véritables forces révolutionnaires sur tous les plans, les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » et des Partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas risquer de s'aliéner à jamais le soutien des masses et de provoquer des explosions encore plus fortes.

Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin.

Ils s'efforceront de doser les concessions pour éviter des explosions plus graves dans l'immédiat et faire si possible une transition « à froid » de la situation actuelle à une situation plus supportable pour les masses. Mais celles-ci ne doivent avoir confiance qu'en elles-mêmes.

Seule leur action organisée et éclairée par un programme politique clair et précis peut venir à bout du régime bureaucratique sans nuire aux conquêtes sociales anticapitalistes ni faire le jeu de la réaction capitaliste préparant la guerre contre-révolutionnaire.

Voici le programme de la révolution politique qui est actuellement à l'ordre du jour aussi bien en U.R.S.S. que dans les « démocraties populaires » :

- véritables organes du pouvoir populaire, élus démocratiquement par les masses travailleuses, exerçant un contrôle effectif sur l'Etat, à tous les échelons, y compris le gouvernement;
- démocratisation réelle des Partis communistes;
- légalisation de tous les partis ouvriers;
- autonomie complète des syndicats par rapport à l'Etat, y compris l'Etat ouvrier;
- élaboration du plan économique par les ouvriers, pour les ouvriers.

C'est le programme que la IV<sup>e</sup> Internationale a toujours défendu et que les masses instruites par leur propre expérience reprennent spontanément aujourd'hui. Qu'elles persévèrent sur cette voie, et loin d'affaiblir le régime anticapitaliste de l'U.R.S.S. et des « démocraties populaires », elles le consolideront et le fortifieront. C'est ainsi seulement qu'elles le rendront invulnérable aux attaques des capitalistes et de leurs agents.

**A BAS LE CAPITALISME ET LA GUERRE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE QU'IL PREPARE !**

**VIVE LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE !**

**VIVE LA RENAISSANCE SOCIALISTE DE L'U.R.S.S., DES « DEMOCRATIES POPULAIRES » ET DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL.**

25 juin 1953.

Le Secrétariat International  
de la IV<sup>e</sup> Internationale

# Les hommes qui ont forgé notre Internationale



## A. LEON

A. LEON est né à Varsovie en 1918. Entré très jeune dans le mouvement ouvrier sioniste, il milita dans son aile extrême-gauche, socialiste-révolutionnaire, représentée dans les années 1930 par l'organisation de jeunesse Haschomer Hazair, alors affiliée au Bureau de Londres. Dirigeant la branche belge de cette organisation, il entreprit un travail de défrichage idéologique, critiquant les positions doctrinales pseudo-marxistes de Ber Borochov, le principal théoricien du sionisme socialiste. Ainsi, il rompit avec le sionisme et devint un internationaliste de l'espèce la plus pure. La phase d'auto-clarification qu'il avait traversée trouva son expression dans un livre : *La conception matérialiste de la question juive* (il en existe une édition française et une édition anglaise). C'est un ouvrage marxiste classique sur ce sujet.

Mais A. LEON n'était pas seulement devenu internationaliste en théorie. Il l'était aussi en pratique. Dès qu'il rompit avec le sionisme, il comprit la nécessité de s'intégrer dans le mouvement ouvrier du pays où il vivait, la Belgique. C'était au lendemain immédiat de l'occupation nazie, de l'effondrement du mouvement ouvrier légal d'avant-guerre. La panique et la désorientation s'étaient emparées de nombreux fonctionnaires officiels de ce mouvement. Mais LEON était de ceux qui, loin de reculer devant les difficultés majeures, se trempent à les surmonter. Ayant pris la décision d'adhérer à la IV<sup>e</sup> Internationale, il apprit la nouvelle terrible de l'assassinat de Léon Trotsky. Ce fut ce moment qu'il choisit pour rassembler les militants trotskystes belges prêts à entamer l'action clandestine sous l'occupation nazie. C'est grâce à son initiative que le trotskysme a été la tendance du mouvement ouvrier belge qui, la première, a redressé la tête devant la bête fasciste.

Principal animateur du Parti Communiste Révolutionnaire, nom que porta pendant la guerre la section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale, rédacteur en chef de son organe *La Voie de Lénine*, LEON, malgré sa jeunesse, montra de remarquables qualités d'organisateur et de dirigeant révolutionnaire doué d'un jugement infaillible et d'une grande maturité. Toute son activité était tournée vers le travail parmi les ouvriers révolutionnaires. Grâce à son initiative et à sa direction patiente, ce furent des militants ouvriers trotskystes qui réussirent à construire une organisation syndicale clandestine dans les charbonnages du pays de Charleroi, pour défendre les intérêts des mineurs à la fois contre l'occupant et contre le patronat belge rapace.

LEON fut également le premier militant trotskyste belge qui établit, sous l'occupation, le contact avec les trotskystes français. Ainsi naquit le premier organe central de la IV<sup>e</sup> Internationale en Europe occupée. Il fut de ceux qui préparèrent et participèrent le plus activement à la Conférence Européenne de la IV<sup>e</sup> Internationale en février 1944, à laquelle assistèrent des représentants d'organisations trotskystes française, belge, allemande et espagnole. Cette conférence le nomma membre du Secrétariat Européen de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Quelques mois plus tard, en organisant son transfert définitif à Charleroi afin d'épauler quotidiennement les militants ouvriers préparant les grandes luttes de la libération, LEON fut arrêté par la *feldgendarmérie* nazie dans des circonstances particulièrement tragiques. Torturé, envoyé au camp d'extermination d'Auschwitz, sa capacité de résistance physique fut brisée. En septembre 1944, il fit partie de la dernière sélection envoyée aux chambres à gaz.

Tous ceux qui ont connu LEON ont admiré l'équilibre exceptionnel de sa personnalité, ses grands talents de théoricien alliés à une fermeté et à une grandeur de caractère remarquables. Avec lui, la IV<sup>e</sup> Internationale perdit son cadre jeune le plus capable sur le continent d'Europe. Mais son œuvre reste dans un livre qui sera lu et étudié par les générations présentes et futures de marxistes, et dans les militants qu'il a formés à son tour et auxquels il a cherché à donner le meilleur de sa grande personnalité.

# LE SOULEVEMENT OUVRIER EN ALLEMAGNE ORIENTALE

Le soulèvement ouvrier des 16-19 juin 1953 est l'action révolutionnaire la plus importante du prolétariat allemand depuis 1923. C'est une action d'ampleur et de portée historique, une étape nouvelle dans l'essor et le renouveau du prolétariat allemand et une étape nouvelle dans le passage de la montée révolutionnaire

internationale vers les pays qui sont sous la domination stalinienne. Par ses origines, sa dynamique et les formes particulières qu'il a prises, ce soulèvement permet une analyse plus précise de l'opposition ouvrière qui renversera la bureaucratie stalinienne.

## LA PREHISTOIRE DU SOULEVEMENT

Eduqués depuis 75 ans par le mot d'ordre « Akkord ist Mord » (« le travail aux pièces, c'est l'assassinat »), les ouvriers d'Allemagne orientale ont dès le début résisté de toutes leurs forces à la politique stalinienne d'accroissement de la productivité du travail par intensification de la production, c'est-à-dire par exploitation physique accrue des travailleurs. Cette résistance a été à tel point efficace que les dirigeants staliens ont été obligés de modifier à plusieurs reprises leurs organisations d'entreprise pour éviter que celles-ci, si bureaucratisées soient-elles, ne reflètent les véritables aspirations ouvrières. On en arriva ainsi à dissoudre en fait les comités d'entreprise (*Betriebsräte*) et à les remplacer par les directions syndicales d'entreprise (*Betriebsgewerkschaftsleitung*) comme principal organisme de « représentation » ouvrière à l'entreprise. Mais ce changement ne suffit pas. On passa alors à la conclusion annuelle de conventions collectives, fixant les normes de production, « devoirs » des ouvriers en échange desquels ils recevaient les « droits » accordés par la direction : sommes à dépenser pour les crèches, les clubs, les réfectoires, etc. Ces conventions devaient être discutées publiquement et votées ouvertement. On espérait ainsi briser la résistance ouvrière silencieuse et en même temps découvrir quelques-uns des « mcneurs » qui avaient

« idéologiquement préparé » cette résistance. Mais l'esprit d'auto-défense et de solidarité des ouvriers eut raison de ces manœuvres. En 1950 et en 1951, lors des premières discussions de conventions collectives, les ouvriers refusèrent de voter les propositions gouvernementales dans de nombreuses grandes entreprises. Il fallut recommencer quatre, cinq fois des assemblées plénières dans des usines comme LEUNA (essence synthétique, à Mersebourg) et RIESA (hauts fourneaux et aciéries) avant qu'un projet d'ailleurs modifié put être adopté.

Les dirigeants du SED cherchèrent à obtenir un accroissement constant des normes en invoquant comme principal argument psychologique le fait qu'un tel accroissement était nécessaire pour améliorer le niveau de vie des travailleurs. Naturellement, une partie importante de l'accroissement de la production n'améliora pas les conditions de vie ouvrière. Elle servait à accroître le fonds d'accumulation, drainé presque exclusivement vers l'industrie lourde, et à créer un fonds de consommation improductive pour la nouvelle bureaucratie en voie de formation. Néanmoins, il n'y a pas de doute qu'à partir de 1947, avec les premiers succès de la reconstruction économique, la situation ouvrière s'améliora progressivement, fût-ce à un rythme plus lent qu'en Allemagne occidentale depuis 1949.

## LE TOURNANT DE 1952

Mais depuis la 2<sup>e</sup> Conférence du SED (mai 1952) qui proclama le cours vers la « construction du socialisme », la construction de forces armées de la Répu-

blique Démocratique Allemande, la collectivisation accélérée de l'agriculture et le développement encore plus accentué de l'industrie lourde, il y eut un four-

nant brusque dans la situation qui commença à empirer sans cesse, comme les dirigeants du SED l'admettent maintenant volontiers (Grotewohl, *Neues Deutschland*, organe central du SED, 17 juin 1953). Il y eut d'abord une pénurie de vivres croissante. Puis *Neues Deutschland* dut admettre le 31 janvier 1953 que « le ravitaillement de la population conforme au plan en textiles et autres biens industriels est en danger ! » Un décret gouvernemental du 2 février chercha à améliorer la situation en attaquant le commerce et l'industrie privés ; mais il en résulta une nouvelle diminution des produits de consommation circulant dans le pays. Le gouvernement aux abois prit alors des mesures extrêmes : il supprima les cartes de ravitaillement à plus de 2 millions de personnes, accroissant en même temps radicalement les prix sur le marché libre pour des produits de consommation massive (comme les sucreries, la charcuterie, etc.).

En même temps, une crise financière grave se développa en Allemagne orientale. Le réarmement accéléré engloutit beaucoup de fonds réservés aux investissements industriels. Afin de réaliser le plan malgré tout, il fallut trouver des fonds ailleurs. On puisa dans le fonds de sécurité sociale, en réduisant les paiements pour toutes sortes d'assurances sociales (maladie, vieillesse, invalidité de travail, vacances, etc.). On supprima les subsides d'Etat permettant le paiement des tickets de chemin de fer avec une réduction de 75 % pour les ouvriers voyageant vers ou de leurs lieux de travail.

Dans la tension énorme qui s'établit en Allemagne orientale dès le début de 1953, ce furent les classes moyennes qui commencèrent à agir d'une façon typique : elles s'enfuirent. En 1952, 50.000 personnes avaient quitté la D.D.R. ; pendant les quatre premiers mois de 1953,

leur nombre s'éleva à 150.000. 80 % des réfugiés étaient des paysans, des artisans, des commerçants ou de petits industriels avec leurs familles. Cet exode aggrava la crise économique ; dans de nombreux villages, les champs ne furent pas ensemencés au printemps de 1953. Les choses ne pouvaient continuer ainsi ; un tournant était nécessaire. Le 9 juin 1953, le Comité Central du SED proclama un « cours nouveau » et le mit tout de suite en pratique. Des concessions importantes et substantielles furent faites à la bourgeoisie et à la petite bourgeoisie. Un système de crédit pratiquement gratuit fut établi pour le commerce et l'industrie privés. La dénationalisation des entreprises d'industrie légère expropriées depuis un an fut promise. (Le 27 juin, les premières usines furent rendues à leurs anciens propriétaires à Francfort-sur-l'Oder). On permit aux paysans de quitter leurs coopératives ; on diminua fortement leurs taux de livraisons obligatoires à l'Etat. La lutte contre l'Eglise, principale force organisée des classes moyennes, fut arrêtée brusquement. L'organisation de jeunesse protestante *Junge Gemeinde*, la veille encore dénoncée comme une « organisation de camouflage d'espions, de saboteurs et de provocateurs » fut complètement légalisée et on lui promit le droit de fonctionner sans restrictions. D'importants dirigeants de partis bourgeois, comme l'ancien ministre du ravitaillement libéral Hamann, arrêté sous l'accusation de corruption, furent mis en liberté et traités avec le maximum d'égards.

Mais aucune concession ne fut faite aux ouvriers. Au contraire : au même moment où on améliorait les conditions de vie des autres classes sociales, on aggrava celles de la classe ouvrière. Voilà ce qui a conduit à l'explosion des 16-19 juin.

## L'ACCROISSEMENT DES NORMES

Le 28 mai 1953, le gouvernement publia un décret accroissant les normes de production d'une moyenne de 10 %. Dans une série d'industries comme l'industrie métallurgique et l'industrie du bâtiment, les nouvelles normes furent introduites à partir du 10 juin. Mais, dans certains cas, les feuilles de paye des 5, 7 et 10 juin étaient déjà calculées sur la base des nouvelles normes de production et impliquaient donc d'importantes réductions de salaires. Dans le bâtiment, cette réduction était particulièrement forte : 10 à 15 % pour les ouvriers non qualifiés ; 50 % et plus pour les qualifiés dont on modifia en même temps le système de calcul des primes (*L'Observateur*, 25 juin 1953).

Le décret du 28 mai avait été précédé d'une campagne systématique du SED en faveur de l'accroissement « volontaire » des normes. Cette campagne se

heurta à une résistance particulière des ouvriers, signe des événements à venir. Le journal du SED *Freiheit* de Halle rapporta dans son n° du 29 mai 1953 une véritable émeute aux usines Zeitz, lors de l'assemblée plénière du 16 avril. Un ouvrier du nom de Wilhelm déclara :

« Camarades, ce qui se passe actuellement chez nous est une honte pour un ouvrier. 70 ans après la mort de Karl Marx nous devons encore discuter des besoins de vie les plus élémentaires. Si Karl Marx pouvait sentir cela, il se retournerait dans sa tombe. »

Un autre ouvrier, du nom de Mai, demanda combien de primes avait reçu le fonctionnaire du parti Kahnt, et combien il avait produit pour obtenir tant de primes. Le journal stalinien parle

d'une « provocation ouverte contre le Parti », de « boue jetée sur le drapeau de Karl Marx » (!). Bientôt, il parlera un langage différent...

Le 2 juin, *Neues Deutschland* rapporte la résistance ouvrière à l'accroissement des normes dans l'usine de fonderie et de machines de Lichtenberg près de Berlin. Le 14 juin, le même journal rapporte que, le 28 mai, les activistes des entreprises de construction de logements à Berlin rejeteront à une grande majorité l'augmentation des normes de 10 % ; une grève partielle aurait même éclaté parmi les charpentiers d'un chantier de la Stalinallee, un des deux principaux centres de construction de Berlin-Est. Les 9, 10 et 11 juin, des discussions violentes eurent lieu dans de nombreuses entreprises de Berlin-Est sur la question de l'augmentation des normes, notamment à l'usine de lampes électriques OSRAM et à l'usine de textiles FORTSCHRITT ; dans cette dernière usine, le 12 juin, les ouvrières acceptent les augmentations de normes avec une déclaration « provocatrice » : cette acceptation n'est pas volontaire mais imposée par la force ! Provocateur était en tout cas l'article de fond de l'organe syndical « *Tribune* » du 14 juin, qui explique que le « cours nouveau » ne s'appliquera pas à la question des normes.

Mais c'est parmi les ouvriers du bâtiment que l'émotion fut à son comble. D'abord, parce que les réductions de salaires parmi les travailleurs qualifiés y étaient les plus considérables. Ensuite, parce que les ouvriers du bâtiment de Berlin possédaient une vieille tradition de syndicalisme révolutionnaire. En 1932, encore, 80 % des ouvriers du bâtiment syndiqués à Berlin n'étaient pas membres de la confédération syndicale réformiste mais d'un syndicat révolutionnaire du bâtiment, dirigé par des communistes oppositionnels. Enfin, parce que les gars du bâtiment, surtout sur les principaux chantiers de la Stalinallee et de Friedrichshain, étaient en grande majorité des membres actifs du SED, communistes très conscients et très confiants dans leurs propres forces. Finalement, parce que les ouvriers du bâtiment de Berlin, de même que les ouvriers des aciéries de Fürstenberge et que les mineurs de Zwickau, avaient mené une campagne de longue date — et sans succès ! — contre l'exécrable organisation du travail, le gaspillage et l'incompétence de la bureaucratie. En fait, malgré plusieurs accroissements volontaires des normes de la part des ouvriers, l'industrie du bâtiment ne remplit son plan du premier trimestre de 1953 qu'à 77 %. C'était une véritable provocation que d'exiger dans ces conditions un nouvel accroissement des normes de la part des travailleurs — sans changer les bureaucrates dirigeants incapables.

\*\*\*

Ce sont les ouvriers du block 40 de la Stalinallee, à 75 % membres du SED, qui prennent le 8 juin l'initiative de vo-

ter une résolution demandant le retrait de l'augmentation des normes. La résolution est rédigée sous forme de pétition « au chef de NOTRE gouvernement, le camarade Otto Grotewohl, et au secrétaire-général de NOTRE parti, le camarade Walter Ulbricht ». Ils ne reçoivent aucune réponse à cette pétition. Au contraire : le 10 juin, les nouvelles normes sont appliquées. Le 10 juin, les ouvriers des aciéries de Henningsdorf se joignent au mouvement de protestation publique et décident, après une réunion mouvementée, de commencer la grève perlée à partir du lendemain (*Observateur* 25 juin). Le 15 juin, les ouvriers du bâtiment de Friedrichshain entrent à leur tour en action et une grève partielle éclate sur ses chantiers. La campagne d'auto-critique menée par le gouvernement à partir de son acceptation, le 12 juin, des décisions de « cours nouveau » du C.C. du SED, donne un coup mortel à son prestige, étant donné la forme bureaucratique rigide dans laquelle les « graves erreurs » sont « avouées ». Le peuple a l'impression que de tels aveux ne peuvent signifier autre chose que l'U.R.S.S. « laisse tomber » le SED. Ainsi se créent toutes les préconditions pour l'explosion du 16 juin.

L'hebdomadaire *L'Observateur* a publié un récit détaillé des événements à Berlin du 16 et du 17 juin que nous résumerons ici. La grève partielle des gars du bâtiment des chantiers de Friedrichshain avait entraîné l'arrestation de deux « meneurs » par la VOPO (police populaire). Les ouvriers de Friedrichshain envoient une délégation aux chantiers de la Stalinallee pour les informer de l'événement. Le 16 au matin, on discute de cette grève sur tous les chantiers de la Stalinallee. Les ouvriers d'un bloc décident de chercher du travail ailleurs. Comme ils se préparent à partir, les autres ouvriers arrêtent également le travail. On décide alors de se rendre en masse au siège du gouvernement pour demander la réponse du gouvernement à la pétition du 8 juin. La manifestation traverse la ville en bon ordre ; la VOPO, pensant qu'il s'agit d'une manifestation officielle, laisse passer. Chemin faisant, les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee sont rejoints par plusieurs milliers de leurs camarades. Ils sont six mille quand ils arrivent devant le siège du gouvernement. Ils désirent parler à Grotewohl et Ulbricht ; mais ce sont Rau, ministre de l'Economie, et Selbmann, ministre des Mines, qui sortent et essayent de les calmer. Voyant ces bureaucrates débordés, un ouvrier les pousse de côté et harangue la foule, énumérant les revendications des ouvriers :

« Diminution immédiate des normes de 10 %.

Diminution immédiate de 40 % des prix des vivres et des objets de première nécessité vendus dans les H.O.

Ceux des dirigeants qui ont commis de graves erreurs doivent s'en aller.

*Il faut démocratiser le Parti et les Syndicats.*

*Il ne faut plus attendre que le gouvernement de Bonn prenne l'initiative pour la réunification réelle de l'Allemagne. Il faut que le gouvernement de la D.D.R. commence tout de suite à arracher les barrières séparant les deux Allemagnes. Il faut unifier le pays par des élections secrètes, générales et libres, et assurer une victoire ouvrière dans ces élections.»* (L'Observateur, 25 juin).

L'orateur conclut son discours en proclamant pour le lendemain la grève générale dans Berlin afin de réaliser ces revendications. La foule des grévistes avait déjà montré auparavant son haut niveau de conscience en criant au bureaucraté stalinien : « *Les vrais communistes, c'est nous, pas toi !* »

Le lendemain, 17 juin, l'appel à la grève générale qui s'était répandu dans tout le secteur Est, est suivi par les métallurgistes de Henningsdorf et les ouvriers de la Reichsbahn-Bau-Union de Velten qui, au nombre 30.000, traversent le secteur occidental pour aboutir au Walter Ulbricht Stadium où ils discutent du renversement du gouvernement et son remplacement par un « gouvernement de métallurgistes », c'est-à-dire un gouvernement de forme soviétique. Les ouvriers du bâtiment ont tous arrêté le travail et manifestent devant le siège du gouvernement. Les ouvriers de beaucoup d'usines importantes se joignent à eux, notamment des *Kabelwerke Köpenick*, d'*OSRAM*, des ateliers de réparation des chemins de fer, de la *PLANIA-SIEMENS* de Lichtenberg, des anciennes usines *A.E.G.* de Treptow, etc. Puis, l'ensemble des cheminots du métro, du métro aérien, des trams se joignent aux grévistes qui occupent les rues au nombre de 150.000. Le correspondant de

*l'Observateur* note que les ouvriers des transports apportent à la manifestation une note particulière d'ordre, de discipline et de conscience socialistes.

Le 17 juin, jusqu'à midi, la manifestation conserve un caractère nettement ouvrier et hautement conscient : peu ou pas d'actes de violence sont commis. Mais à partir de midi, une masse d'éléments venus de Berlin-Ouest commence à pénétrer dans le secteur oriental de Berlin, où la V.O.P.O. est complètement débordée. Parmi eux se trouvent des bandes réactionnaires bien organisées, notamment la bande des B.D.J., candidats-assassins fascistes financés par les Américains, dont les préparatifs d'assassinats des principaux leaders sociaux-démocrates furent dénoncés en 1952 par le président du Conseil du Land de Hesse, Zinn. Ce sont ces *lumpen* ainsi que de jeunes chômeurs démoralisés qui commettront les principaux actes de vandalisme, de pillage de magasins et d'incendie de grands bâtiments autour du Potsdamer Platz. Ces émeutes provoquent l'intervention du commandant soviétique qui proclame l'état de siège. Mais la foule ne reflue que lentement ; il faudra l'heure du couvre-feu pour que les rues soient désertes. Entre temps, la V.O.P.O. a tiré sur des groupes d'émeutiers et tué 16 personnes, dont 11 habitants de Berlin-Ouest et quelques jeunes de Berlin-Est. Un seul gréviste se trouve parmi les victimes.

D'après les rapports de presse et les nouvelles de nos amis de Berlin, la grève n'a pas pris fin le 17 ; le 18 encore, 50 % des grévistes de Berlin n'ont pas repris le travail. Les 19, 20, 21, la grève continue dans quelques bastions ouvriers, notamment aux *Kabelwerke* de Köpenick où, de l'aveu de la presse stalinienne, fonctionne un comité de grève, de même qu'au bloc 40 de la Stalinallee.

## LES EVENEMENTS DES 17-19 DANS LES VILLES DE PROVINCE

Entre temps, la nouvelle des événements de Berlin s'est répandue dans toute la zone orientale d'Allemagne. Des mouvements de solidarité, des grèves et des manifestations de rue éclatent dans tous les centres industriels. A Magdebourg, vieux centre social-démocrate, les ouvriers libèrent les prisonniers politiques et manifestent en exigeant la légalisation du parti social-démocrate. Les cheminots de Magdebourg font partir des locomotives dans tous les sens avec l'inscription : « *NOUS NE NEGOCIERONS NI AVEC ULBRICHT NI AVEC ADENAUER. NOUS NEGOCIERONS SEULEMENT AVEC OLLENHAUER* » (Ollenhauer, le chef du S.P.D. est originaire de Magdebourg). A Halle et Erfurt, la grève est générale et les manifestations de rues particulièrement tumultueuses : l'assaut est donné aux prisons. A Leipzig, deuxième ville d'Allemagne orientale, la plupart des usines sont en grève et la manifestation de rue très violente. De grandes usines comme le chantier naval

Neptun (à Rostock), les usines Zeiss (à Iéna), Lowa (à Görlitz), Olympia (à Erfurt), Buna (à Halle), les usines de locomotives de Babelsberg, les aciéries de Fürstenwalde et de Brandebourg, ont toutes arrêté le travail.

Mais le centre du mouvement gréviste, en province et dans un certain sens de toute l'Allemagne orientale, ce sont les célèbres usines Leuna à Mersebourg. Les travailleurs de Leuna ont une grandiose tradition héroïque : centre du mouvement spartakiste au cours de la première guerre mondiale, Leuna est la forteresse du jeune Parti communiste allemand et l'héroïque et soulèvement de ses ouvriers en mars 1921 représente un des points culminants de la lutte révolutionnaire dans ce pays. Sous Hitler, Leuna fut un des principaux centres de résistance ouvrière. Depuis 1950, Leuna est le principal centre de résistance contre l'accroissement des normes. Lorsque la grève y éclate le 17, les ouvriers saisissent

le micro et donnent les instructions d'organisation et de résistance par radio. Une délégation de 1.500 ouvriers de Leuna va apporter leur salut aux grévistes de Berlin. Le 18, la répression s'organise; des centaines d'ouvriers sont arrêtés. Mais la résistance, farouche, ne peut être brisée. Après avoir frappé, les bureaucrates staliniens cajolent. Ulbricht, le

secrétaire général en personne, se déplace à Leuna pour appeler les ouvriers à reprendre le travail. Mais les grévistes décident de saboter la réunion: sur 23.000 ouvriers, seuls 1.300 apparaissent au meeting. Le 23, la grève de Leuna dure toujours! C'est un exploit sans précédent dans l'histoire de la lutte ouvrière contre la bureaucratie soviétique.

## LES CONDITIONS DE LA VICTOIRE

Isolée à la seule zone orientale, la grève du 17 ne pouvait être victorieuse. Tôt ou tard, les forces d'occupation soviétiques allaient intervenir, et contre les tanks et les baïonnettes soviétiques, les ouvriers de Berlin-Est n'étaient pas prêts à se battre. La condition de la victoire de la grève, c'était son extension à Berlin-Ouest et à l'Allemagne occidentale. Les grévistes l'avaient compris instinctivement! D'après les rapports de nos amis de Berlin, l'ouvrier du bâtiment qui, devant le siège du bâtiment proclama la grève générale le 16 juin, la proclama non pour Berlin-Est seul, mais pour tout le Grand-Berlin! Les métallos de Henningsdorf qui traversèrent le secteur français de Berlin n'y allaient pas chercher les cigarettes et le chocolat qu'on leur jeta; ils y allaient chercher leurs camarades métallurgistes de Berlin-Ouest. Malheureusement, ceux-ci restèrent dans leurs usines. Au lieu de prolétaires socialistes, ce furent des *lumpen* de Berlin-Ouest qui se mêlèrent à la manifestation, dénaturant celle-ci et facilitant ainsi largement l'intervention soviétique. Imaginez un instant qu'au lieu de voir des jeunes réactionnaires brûler des drapeaux rouges, les soldats soviétiques aient vu s'approcher des masses compactes d'ouvriers socialistes de Berlin-Ouest en vêtements de travail, drapeaux rouges en tête et chantant *l'Internationale*! La répression aurait été très difficile et, si elle avait eu lieu malgré tout, aurait laissé des traces profondes chez les soldats de l'Armée soviétique! (Des rapports de province, où les manifestations tumultueuses eurent un caractère plus prolétarien que la manifestation de l'après-midi du 17 juin à Berlin, disent qu'à Halle les soldats soviétiques auraient tiré démonstrativement en l'air lorsque la foule s'approcha, et auraient reçu de frénétiques applaudissements de la part des ouvriers).

Ces conditions de la victoire du mouvement de Berlin-Est étaient tellement évidentes à Berlin que, même lors de la réunion de la direction du Parti social-démocrate à laquelle assistèrent plu-

sieurs dirigeants nationaux du Parti, quelques orateurs mirent sur le tapis la question de la grève de solidarité, pour la rejeter d'ailleurs sous le prétexte dorénavant classique que « les conditions objectives n'étaient pas mûres ». Malgré l'atmosphère incontestablement défavorable de Berlin, avec ses 300.000 chômeurs et sa social-démocratie la plus droitière de toute l'Allemagne, les ouvriers de Berlin-Ouest attendaient des directives d'action qui ne vinrent jamais. L'inaction du S.P.D. fut le complément naturel de l'action, soigneusement préparée et dirigée, des bandes réactionnaires. Les ouvriers de Berlin-Est ont donné une leçon aux ouvriers sociaux-démocrates des zones occidentales quant à leur capacité d'agir spontanément. Puissent leurs frères de l'Ouest imiter bientôt cet exemple!

Les autorités d'occupation et la bourgeoisie allemande étaient profondément effrayées par le mouvement gréviste. Elles en comprenaient d'avance le caractère explosif et le danger qu'il traverse la ligne de démarcation. Ce qu'elles cherchaient, c'étaient quelques incidents sanglants pour discréditer l'Armée soviétique, non une grève ouvrière victorieuse, renforçant la conviction de la classe ouvrière qu'elle représente la seule force active du pays! Aussi, eurent-elles tout intérêt à provoquer et à faciliter les incidents de l'après-midi du 17, qui entraînaient l'intervention soviétique. Leur peur avait été suffisamment grande, pour qu'elles interdisent tout de suite toute manifestation ou réunion publique à Berlin-Ouest s'il n'y avait pas de demande d'autorisation préalable, et refusent celle-ci à une demande des jeunesses socialistes disant qu'il fallait agir en « bloc des organisations démocratiques ». Fronde du sort: au moment où la propagande occidentale prétendait que les ouvriers faisaient grève à l'Est pour « la liberté démocratique », potentats militaires occidentaux commencèrent par juler cette même liberté à Berlin-Ouest. Est-ce vraiment un hasard, ou plutôt un symbole?

## LES OUVRIERS D'ALLEMAGNE ORIENTALE N'ONT PAS ETE ECRASES

Si, par la responsabilité et la coura-  
dise des dirigeants ouvriers occidentaux,  
la grève du 17 juin n'a pas été complè-  
tement victorieuse, il n'est pas question,  
pourtant, qu'elle ait été écrasée dans le

sang. La répression des troupes soviéti-  
ques, pour sévère qu'elle soit — on parle  
d'une trentaine de fusillés — n'en a pas  
moins gardé un caractère trop limité  
pour intimider effectivement les masses

énormes qui ont pris conscience de leur propre force. Devant les travailleurs qui continuent obstinément leur résistance, les chefs staliniens alternent promesses et menaces, puis annoncent la libération de la plupart des ouvriers arrêtés et se rabattent presque exclusivement sur les annonces d'une rapide amélioration des conditions de vie. « Donnez-nous 15 jours de temps », prie Grotewohl devant une assemblée ouvrière. « Nous sommes complètement responsables de ce qui vient d'arriver », déclare-t-il sous les applaudissements massifs de l'assistance. Gageons qu'il n'aimait pas beaucoup ce genre d'applaudissements... Dans ces conditions, il ne peut y avoir un sentiment de défaite dans la classe ouvrière.

Plus mêmes : les concessions substantielles que font et continuent à faire les dirigeants staliniens renforcent l'impression des travailleurs que leur mouvement a abouti à un succès important. A travers toutes les « critiques et autocritiques » dont les dirigeants staliniens ont l'habitude, on n'avait pourtant jamais vu quelque chose de pareil ! Dès le 16 juin, l'augmentation des normes de 10 % est rapportée ; on condamne la méthode administrative d'augmenter les normes. Le 21 juin, le Comité Central libère des sommes importantes du fonds d'investissement pour l'industrie lourde afin d'accroître la construction de logements et les assurances sociales, et d'augmenter les subsides de l'Etat permettant de rétablir les cartes de chemins de fer à tarifs réduits de 75 % pour les ouvriers. Le 26 juin, le Conseil des ministres annonce que 50 % des fonds d'investissement mis de côté pour l'industrie lourde seront accordés à l'industrie des biens

de consommation. Les matériaux de construction seront mis en vente libre pour permettre aux ouvriers de construire leurs propres maisons. L'approvisionnement en textiles serait réglé par les entreprises elles-mêmes sur la base de subsides d'Etat.

Au total 2 milliards de D-marks ont été transférés de l'industrie lourde et du réarmement à l'industrie légère et à la construction de logements.

Aussi le sentiment de force et de confiance des travailleurs éclate-t-il dans les réunions d'usines que rapporte la presse stalinienne elle-même. La critique la plus violente est adressée de toute part aux dirigeants du parti et des syndicats. Les ouvriers ne parlent pas seulement des normes, des salaires, des prix dans les H.O. Ils posent des questions hautement politiques. « Ne vaudrait-il pas mieux que vous démissionniez, demandent-ils encore à Grotewohl à l'usine de transformateurs d'Oberschöneweide (Neues Deutschland, 24 juin). Grotewohl se contorsionne, explique qu'il fera un rapport devant la « Chambre du Peuple » qui décidera alors souverainement, qu'entre temps, il est du devoir du gouvernement de réparer ses fautes... Aux usines de machines de Berlin-Weissensee, les ouvriers reprennent Ulbricht sur la demande de faire une critique franche et ouverte. « Encore, faut-il que nous ayons l'assurance qu'on ne nous fera rien ensuite... Que sont devenus les trois camarades disparus de la section du Transport depuis le 17 juin ? ». Jamais, depuis 1927, des dirigeants staliniens n'ont été placés dans une situation les obligeant à écouter et à répondre patiemment à un tel langage.

## L' « AUTOCRITIQUE » DES DIRIGEANTS DU S.E.D.

En fait, les dirigeants du S.E.D. ont été amenés, entre le 16 et le 26 juin, à faire une autocritique qui s'attaque aux racines mêmes de la politique économique et sociale stalinienne. Des thèses que le mouvement trotskyste avait défendues pendant vingt-cinq ans se trouvent d'un seul coup admises et reprises par les plus hauts dignitaires staliniens en Allemagne orientale :

1. - Ils admettent que le développement exagéré et disproportionné de l'industrie lourde a abouti à une réduction du niveau de vie des travailleurs et provoqué une crise économique, sociale et politique des pires dimensions :

« Le développement forcé de l'industrie lourde a abouti... à la restriction de l'industrie des moyens de consommation. Cela a empêché l'accroissement ultérieur du niveau de vie. » (Neues Deutschland, 17 juin 1953.)

2. - Ils admettent que l'augmentation constante des normes a été introduite de façon purement administrative et contre la volonté des travailleurs, provoquant le mécontentement des travailleurs.

« Les mesures erronées ont conduit à un emploi accru des mauvaises méthodes administratives (pour l'augmentation des normes) et même des mesures punitives accentuées (pour obtenir la même augmentation) ...ce qui a limité les forces créatrices du peuple (Grotewohl, Neues Deutschland, 17 juin 1953).

3. - Ils admettent que la prétendue augmentation « volontaire » des normes était en réalité une augmentation administrative, obtenue par des pressions, des menaces, ou même la violence :

« Le 1<sup>er</sup> mai, les dirigeants des entreprises de construction de logements (à Berlin) publiaient un communiqué de presse déclarant que la grande majorité des brigades de travail avait volontairement augmenté ses normes de 10 %. Mais lorsque les mêmes dirigeants organisèrent la réunion des activistes et brigadiers du 28 mai, la grande majorité refusa cette augmentation des normes » (Neues Deutschland, 14 juin 1953).

4. - Ils admettent que les syndicats ont jusqu'à maintenant fonctionné comme

le prolongement de la direction des entreprises nationalisées :

« Le syndicat Bâtiment-Bois du F. D.G.B. (confédération syndicale d'Allemagne orientale) ...ne doit plus agir comme le pendant des directions des entreprises ». (Neues Deutschland, 17 juin).

5. - Ils admettent maintenant l'idée « trotskyste » déjà reprise par le P.C. yougoslave et en partie par le P.C. chinois que c'est la tâche des syndicats de défendre les intérêts des ouvriers, au besoin contre la direction des entreprises nationalisées (idée provenant en réalité de Lénine et adoptée par le Parti bolchevik dans ses thèses sur les syndicats) :

« Il est nécessaire de surmonter la pratique fautive d'une série de directions syndicales qui oublient, dans leur désir d'accroître la productivité du travail dans les entreprises nationalisées, qu'il est en même temps nécessaire de défendre les intérêts des travailleurs contre toute forme de falsification bureaucratique... La tâche principale des syndicats, c'est actuellement de remplir leur fonction de représentants des intérêts des travailleurs dans la lutte pour l'amélioration

des conditions d'existence économiques et culturelles dans chaque usine, chaque village, chaque ville... de façon honnête et consciencieuse » (Neues Deutschland, 20 juin).

Les ouvriers, en réponse à la répression, commencèrent à revendiquer ouvertement le droit de grève. Ils demandèrent aux chefs du S.E.D. si le droit de grève existait dans la D.D.R. Encore le 24 juin, parlant aux usines Leuna, Walter Ulbricht déclara que « par principe il est intolérable de faire la grève dans la D.D.R., car en faisant la grève contre un Etat ouvrier, les travailleurs tailleraient dans leur propre chair ». Mais une semaine plus tard, un tournant devint nécessaire à ce sujet également, tant s'est accrue la pression ouvrière. Dans son numéro du 2 juillet, *Neues Deutschland*, publie un additif à une interview du ministre de la Justice de la D.D.R., Max Fechner, dans laquelle il est dit : « Le droit de grève est constitutionnellement garanti dans la D.D.R. Les membres de comités de grève ne seront pas punis pour leur activité dans ces comités ». Il s'agit là d'un tournant fondamental de la politique ouvrière du stalinisme, reconnaissant implicitement la justesse d'une des principales revendications du mouvement trotskyste, depuis vingt-cinq ans.

## LES REPERCUSSIONS DU SOULEVEMENT OUVRIER

Les événements du 16 au 19 juin auront des répercussions profondes sur la montée du mouvement ouvrier allemand dans son ensemble, c'est-à-dire en premier lieu sur les ouvriers d'Allemagne occidentale. Ceux-ci avaient jusqu'à maintenant l'initiative dans la reprise de la lutte ouvrière en Allemagne. L'initiative est passée maintenant à leurs frères de l'Est. Nul doute que l'exemple de Berlin stimulera la volonté de lutte et l'ampleur de vue des militants et des fonctionnaires d'avant-garde dans les organisations de masse de l'Allemagne occidentale. Les ouvriers de Berlin, de Leuna, de Magdebourg et de Leipzig ont montré qu'il est possible de tenir tête, par l'action de masse, aux forces de la V.O.P.O. et à la menace des forces d'occupation soviétiques. Les ouvriers d'Allemagne occidentale pourront en tirer la leçon qu'il sera encore beaucoup plus facile de briser les forces de police de la République de Bonn aussi longtemps que la nouvelle Wehrmacht n'est pas reconstruite. La perspective de l'unité allemande, de l'unification du mouvement ouvrier de toute l'Allemagne, devient de plus en plus une perspective révolutionnaire dans laquelle la classe ouvrière allemande apparaîtra à nouveau comme la principale force ouvrière d'Europe. Exiger le retrait immédiat des forces d'occupation d'Allemagne, c'est pour le mouvement ouvrier international exiger l'élimination du principal obstacle à la montée révolutionnaire en Allemagne.

L'écho des événements de Berlin, après les événements similaires de Pilsen et de Brno, lors de la dernière réforme monétaire tchécoslovaque, résonnera dans tous les centres industriels des pays de démocratie populaire et en U.R.S.S. même. Pour la première fois, les ouvriers ont, par l'action de masse, arraché de substantielles concessions à la bureaucratie stalinienne. Cet exemple sera étudié et imité ailleurs. Produits indirects de l'évolution récente en U.R.S.S. (c'est sur ordre de Moscou que Semionov obligea le S.E.D. à entamer son « cours nouveau ») les événements révolutionnaires de Berlin accéléreront cette évolution de la politique stalinienne en U.R.S.S. visible depuis la mort de Staline. Les dirigeants soviétiques chercheront, par des mesures préventives, à éviter qu'une même vague de grève ne se répète dans leur propre pays. Mais il est douteux que ce but soit atteint. Les rapports de force deviennent de plus en plus défavorables à la bureaucratie dans les pays de démocratie populaire industrialisés et en U.R.S.S. même. La confiance des travailleurs dans leurs propres forces et leur propre avenir fera un nouveau bond en avant. Les événements de Berlin représentent ainsi une étape décisive vers le renversement révolutionnaire de la bureaucratie par le prolétariat, vers la réurrection et le triomphe de la démocratie soviétique.

## LEÇONS DU SOULEVEMENT OUVRIER

Le tracé de cette lutte prolétarienne contre la bureaucratie, que nous étions forcés jadis de dessiner en pointillé peut maintenant s'esquisser en traits pleins. Contrairement à toutes les prédictions de sceptiques et de capitulards, ce ne sont pas des esclaves démoralisés, mais des ouvriers communistes conscients qui conduisent et conduiront cette lutte. Ils ne la conduisent pas sous le drapeau de la « liberté occidentale », mais sous celui du véritable communisme, de la démocratisation de l'Etat et des organisations ouvrières, du pouvoir direct des travailleurs, c'est-à-dire du pouvoir des soviets (1).

(1) Les capitalistes d'Allemagne occidentale savent très bien pourquoi ils représentent la lutte des travailleurs de la D.D.R. comme une lutte pour « la liberté » ; ils comptent sur la chute de la D.D.R. pour conquérir de nouveau la liberté pour la propriété privée et l'exploitation « libre » de la force de travail en Allemagne orientale. Quelques jours après la grève du 16 juin, M. Thièdeck, secrétaire d'Etat pour les questions panallemandes à Bonn, déclara à une séance de la Chambre de Commerce à Coblenche que la première tâche à résoudre sur la voie de la réunification allemande, c'est l'abolition de l'économie planifiée dans la zone d'occupation soviétique, et la réintégration de cette économie dans celle de l'Allemagne occidentale, basée sur le marché libre. L'ancien ministre Walter von Keudell, écrit dans le même sens dans le journal « Die Welt », du 1<sup>er</sup> juillet 1953. Le service de presse économique de la direction du parti social-démocrate allemand attaqua violemment ces projets dans son numéro du 25 juin 1953. Il révéla également qu'au ministère pour les questions pan-allemandes à Bonn fonctionne depuis quinze mois, un Institut de Recherches qui a préparé tous les détails de la reprivatization de l'économie de la D.D.R. pour le « jour J ». Malheureusement, le S.P.D. ne mène aucune campagne publique contre ces projets. Il n'écrit rien à ce sujet dans ses quotidiens. Et il participe activement au concert sur la prétendue « lutte pour la liberté » des ouvriers de la D.D.R., facilitant ainsi aux magnats de l'industrie l'élaboration de leurs projets de vol des entreprises socialisées.

Ce ne sont pas des « idées nouvelles », après la « faillite du bolchevisme et du marxisme », mais les vieilles traditions spartakistes, bolcheviques, communistes, qui gouvernent leurs actions. L'avenir n'est pas à la « synthèse » entre la démocratie bourgeoise et la dictature stalinienne. L'avenir est au triomphe de la démocratie soviétique sur la base sociale nouvelle établie par la Révolution d'Octobre, étendue aux pays de démocratie populaire. C'est le programme et les perspectives trotskystes que les grévistes de Berlin-Est ont confirmés de façon éclatante. C'est en trotskystes qu'ils ont agi et parlé, sans mêler leur drapeau à celui des croisés atlantiques, le 16 et le matin du 17 juin.

Il y a un an, rapportant les discussions que la révolution chinoise avait déclenchées au sein du Parti communiste de l'Union soviétique, nous avions noté que les progrès de la révolution internationale catapultèrent des idées révolutionnaires en U.R.S.S. même. Lors de la publication du dernier ouvrage de Staline, nous avons entendu une vague de critique révolutionnaire envers la bureaucratie accompagner les pénibles explications du Chef-Bien-Aimé. Staline mort, ses successeurs se sont précipités pour admettre, par l'ampleur de leurs concessions aux masses, l'existence d'un énorme mécontentement populaire contre la bureaucratie. Le 1<sup>er</sup> mai dernier, l'appel de la IV<sup>e</sup> Internationale annonça que la montée révolutionnaire internationale atteignait les pays sous domination stalinienne. Les ouvriers de Berlin-Est dont nous saluons le courage et la haute conscience communiste nous permettent aujourd'hui d'écrire sans exagération : *la montée révolutionnaire contre la bureaucratie stalinienne a commencé. Un nouveau chapitre s'ouvre dans l'histoire de la révolution mondiale à notre époque.*

26 juin 1953.

# Le "cours nouveau" des post-staliniens

L'ampleur du « cours nouveau » que les successeurs de Staline ont inauguré depuis la mort de celui-ci, est devenue telle en l'espace de quelques mois, que les plus incrédules Thomas sont obligés de reconnaître maintenant la réalité du « revirement » survenu dans la traditionnelle politique stalinienne. Ceci aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Une politique nouvelle s'esquisse à larges traits, progressivement plus précis, aussi bien en U.R.S.S. même que dans les pays satellites de l'Europe et dans les relations avec les pays capitalistes, comme avec la Yougoslavie.

Entre ces différents plans où se développe ce « cours nouveau » maintenant incontestable, il y a naturellement interdépendance et interaction. Si la surprise, causée par ces faits « nouveaux », est presque totale dans tous les milieux politiques pensants du camp ouvrier ou capitaliste, notre mouvement y trouve, au contraire, la confirmation éclatante de ses vues de toujours sur le stalinisme, et plus particulièrement des analyses faites depuis quelques années déjà sur les conséquences qu'auraient nécessairement sur le stalinisme, son « expansion », la montée révolutionnaire mondiale et les progrès économiques et culturels accomplis en U.R.S.S.

D'autre part, la signification de la mort de Staline comme événement pouvant précipiter les processus depuis longtemps entamés en U.R.S.S. même, fut immédiatement et profondément saisie par notre mouvement. Nous avions insisté sur le fait que Staline mourrait en réalité à un moment où les bases objectives du stalinisme étaient déjà irrémédiablement minées et son déclin commencé ; qu'il n'y aurait pas un deuxième Staline, c'est-à-dire un successeur de Staline pouvant jouer le même rôle historique ; que Malenkov risquait de ne rester qu'un candidat à la succession de Staline, rien de plus ; que la situation intérieure de l'U.R.S.S. et son évolution pouvaient s'avérer un facteur d'une grande importance pour l'évolution de la politique post-stalinienne.

Les événements ont confirmé nos pronostics et justifié notre optimisme.

Les Cassandre qui pleuraient sur le triste sort du mouvement ouvrier et du socialisme, assombris par la perspective d'un long règne mondial du stalinisme immuable, s'étendant sur toute une période historique, restent désarmés et troublés.

Certains n'avaient-ils pas déjà pris l'habitude de se consoler au service de la « démocratie bourgeoise » occidentale, et même de l'impérialisme américain, « moindres maux » que le « totalitarisme soviétique » ?

Mais venons-en plutôt aux faits du « cours nouveau » et établissons son ampleur réelle, son sens, ses perspectives.

\*\*

Dans la masse des actes politiques, des événements, des écrits, produits depuis la mort de Staline par ses successeurs, il est facile de discerner des lignes indicatrices du sens du « tournant ».

L'édifice politique stalinien avait accentué dans les dernières années la prépondérance de la bureaucratie privilégiée grand-russe au détriment des masses ouvrières soviétiques dans leur ensemble, au détriment des autres nationalités de l'U.R.S.S., et au détriment des pays satellites de l'Europe orientale.

Les domaines de haute tension qui constituaient aussi les points faibles du régime, où une rupture pouvait se produire, étaient ceux des rapports avec les masses ouvrières, avec les nationalités, et avec les pays du « glacis ». Les successeurs de Staline agissent maintenant de manière à faire croire qu'ils veulent baisser la tension dans ces trois domaines et, dans un certain sens, ils agissent effectivement ainsi.

Prenons la question des rapports avec les masses ouvrières.

Les masses travailleuses en U.R.S.S., étaient mécontentes de leurs conditions matérielles qui, tout en s'améliorant de manière absolue, conjointement avec les progrès économiques de l'U.R.S.S., restaient relativement médiocres aussi bien par rapport à leurs besoins que par rapport à la part qui revenait aux couches — surtout aux couches supérieures — de la bureaucratie ; elles étaient mécontentes de leurs conditions politiques aussi — malgré les affirmations officielles qu'elles constituaient la classe dirigeante de la nation — elles étaient soumises aux excès du bureaucratisme et du contrôle policier. Les conditions de travail dans les usines et les kolkhozes, la pression du stakhanovisme, du salaire aux pièces et des articles du code pénal, pesaient particulièrement sur elles.

La contradiction entre le caractère social, prolétarien et socialiste de l'U.R.S.S., ses fondements économiques et sociaux,

les progrès économiques et culturels réalisés sur cette base, et le régime politique bureaucratique et policier instauré par Staline, devenait de plus en plus flagrante et intolérable.

Une tension non moins importante régnait — et règne toujours — entre les différentes nationalités qui composent l'U.R.S.S. et la bureaucratie grand-russe que favorisait plus particulièrement le Kremlin.

Parmi ces nationalités, certaines comme l'Ukraine et les pays baltes conservent de longues et puissantes traditions culturelles et révolutionnaires. Elles ont de tout temps constitué des foyers actifs de propagande et d'agitation contre tout pouvoir central grand-russe qui a voulu les dominer, les dénationaliser, les russifier.

Après la dernière guerre, il y eut enfin un nouvel élément de désagrégation du régime stalinien : l'incorporation organique petit à petit du « glaciaire » dans l'orbite soviétique. Certains des pays qui le composent, comme la Tchécoslovaquie, certaines régions de la Hongrie, l'Allemagne orientale, possèdent un niveau de culture supérieur, et surtout un prolétariat technologiquement et politiquement très développé. D'autres comme la Pologne sont marqués par un nationalisme profond qui a mené de longues luttes révolutionnaires contre le pouvoir tsariste.

Les tentatives du Kremlin de piller au début purement et simplement ces pays afin de parer aux besoins urgents spécifiquement soviétiques, de leur imposer ensuite sur tous les plans ses propres méthodes de « socialisation », et de les russifier, ont rencontré une résistance de plus en plus accrue.

Pris dans le complexe de toutes ces difficultés, de ces forces centrifuges, de ces contradictions, de ces tensions, l'appareil du Kremlin, dirigé par Staline, voulait faire face jusqu'à sa mort essentiellement par la force, la rigidité et le monolithisme du système. Tout relâchement, toute faille risquait de faire sauter tout le système.

Mais en même temps le rapport des forces entre l'appareil régnant par la force stricte de la terreur, le monolithisme, et les masses devenait de plus en plus défavorable à l'appareil. Deux raisons essentielles conjointes y contribuaient : la montée révolutionnaire mondiale qui se poursuit depuis la deuxième guerre mondiale, les progrès économiques et culturels des masses soviétiques elle-mêmes.

Vouloir persister avec la même rigidité que par le passé dans le règne de terreur et de monolithisme qu'incarnait le pouvoir de Staline devenait extraordinairement risqué.

De son vivant déjà, comme il fut possible de le noter d'une manière plus précise au 19<sup>e</sup> Congrès du P.C. russe et à travers les préoccupations qui perçaient dans son dernier ouvrage « Les Questions du Socialisme », il y eut des tentatives de faire légèrement baisser la

tension et de faire miroiter des changements beaucoup plus importants pour un avenir proche.

Sa mort a précipité l'évolution. Ceux qui disent que tout ce qui se passe actuellement n'est en réalité que l'accomplissement du testament de Staline par ses successeurs se trompent visiblement. Car l'impression générale qui se dégage du « cours nouveau » est celle de la liquidation de la tradition stalinienne dans une série de domaines importants, y compris — comme nous le verrons — celui de son propre « culte » et même de son nom.

Il est par contre beaucoup plus vraisemblable que ses successeurs étaient conscients, longtemps avant sa mort, de la nécessité de toute une série de mesures nouvelles, qu'ils avaient exercé sur lui une certaine pression pour que lui-même initie certaines d'entre elles ; et que dès qu'il fut mort — normalement ou non — ils se sont précipités pour les déclencher. Ceci par peur d'être devancés par l'explosion des masses encouragées par la mort de celui qui incarnait pour elles le régime despotique et bureaucratique.

Afin d'améliorer les rapports entre les masses ouvrières soviétiques et le régime, les successeurs de Staline ont procédé jusqu'ici aux mesures suivantes : ils ont décrété une nouvelle baisse des prix portant sur les articles de consommation courante, la plus importante depuis 1947 ; ils ont complété cette baisse en livrant pour la première fois au marché les soldes des marchandises de première nécessité, et accéléré d'autre part la production des moyens de consommation ainsi que la reconstruction et la construction de logements.

Le thème du « bien-être » des masses soviétiques, souci permanent de l'Etat et du plan, a pris dans les feuillets des journaux soviétiques une place qu'il n'avait jamais tenue dans l'ancien régime stalinien. Les journaux soviétiques consacrent maintenant une place importante à décrire les difficultés des familles soviétiques pour se loger, meubler convenablement leurs appartements, se procurer des marchandises et des ustensiles bon marché et de bonne qualité. Ils fournissent abondamment des détails sur tous ces sujets et concluent que « cela ne peut pas durer ». (*Literatournaya Gazeta*, du 26 juin 1953).

Ce sont le ton et les motifs de ces feuillets qui tranchent avec ceux de l'ère stalinienne.

On a remarqué, d'autre part, que le nouvel emprunt de 15 milliards de roubles qui, dans les conditions du régime, ressemble à une taxation forcée, fut réduit cette année de moitié et doit contribuer avant tout au développement des industries des produits de consommation et à la construction des logements.

D'autres mesures concernant l'amélioration des conditions de travail, ainsi que les libertés démocratiques des masses ont

été prises. Aussi bien l'amnistie que la promesse d'adoucir le code pénal annoncée au moment de la réhabilitation sensationnelle des médecins, « assassins en blouse blanche », visent en réalité les victimes du régime de coercition qui règne dans les usines et kolkhozes, afin de « discipliner » la main-d'œuvre et lui extorquer le maximum de travail possible, c'est-à-dire une grande masse de simples ouvriers.

Le nombre exact des libérés des camps de concentration n'est pas connu, mais même un organe bourgeois conservateur, comme *The Economist* (13-6-1953) l'évalue à « plusieurs centaines de milliers ».

La première référence officielle aux prisonniers libérés a été faite par le ministre adjoint de la Justice qui demanda aux autorités locales et aux syndicats de trouver du travail pour les personnes ayant bénéficié de l'amnistie.

D'autre part, le thème des « droits constitutionnels du citoyen soviétique » remplace dans les feuillets des journaux soviétiques celui de l'ère stalinienne d'antan sur « la vigilance révolutionnaire ».

Auparavant l'auteur de ces feuillets servait en quelque sorte les organes de répression, juges et policiers, en attirant leur attention et souvent en accusant les fonctionnaires de l'Etat de manquer de « vigilance révolutionnaire ». Le changement consiste maintenant en ce que l'auteur devient l'avocat de la victime injustement accusée.

Le Parti et le gouvernement avaient ouvertement attaqué « les activités criminelles » de l'appareil judiciaire et policier lors de l'affaire des médecins et, peu après, celle des dirigeants géorgiens. Maintenant dans les feuillets des journaux les attaques contre des éléments subalternes de ces organismes sont fréquentes.

\*  
\*\*

Dans le domaine des rapports avec les nationalités, les successeurs de Staline, tout en se réclamant de la doctrine « léniniste-stalinienne » en cette matière, ont déjà pris une série de mesures allant carrément et d'une manière flagrante à l'encontre des méthodes appliquées du vivant de Staline. Une première indication du changement opéré dans ce domaine fut la vigoureuse dénonciation de toute propagande raciste, chauvine, lors de la réhabilitation des médecins israélites.

Cédant à la pression que les diverses nationalités composant l'U.R.S.S. exercent sur le pouvoir central grand-russe du Kremlin, afin de faire baisser dans ce domaine la tension et d'éviter de graves explosions dans l'avenir, la nouvelle équipe procède, dans les appareils du Parti et du gouvernement dans toute une série des Républiques fédérales, à l'épuration des fonctionnaires grand-russes mis en place par Staline lui-même, et à leur remplacement par des cadres indigènes. C'est le sens général des mesures prises

dans des points aussi sensibles que l'Ukraine, les pays baltes, les Républiques d'Extrême-Orient voisines de Chine, la Géorgie et la Russie blanche.

Les cas de l'Ukraine et de la Lituanie sont les plus significatifs. En Ukraine, il y a eu tout d'abord la réapparition subite, inattendue, sur la scène politique de I.-G. Petrovsky, vieux bolchevik, premier commissaire du peuple aux Affaires intérieures et ancien président de l'Ukraine, tombé en disgrâce lors de la grande purge de 1936-1938. Il avait échappé alors à la mort, mais il fut déchargé de toute fonction et probablement arrêté. Il a fallu que Staline meure pour que la *Pravda* mentionne de nouveau son nom en même temps que l'attribution de « l'Ordre du Drapeau rouge du Travail » pour son soixante-quatrième anniversaire !

Ce fait était déjà annonciateur d'autres changements dans les hautes sphères de l'appareil ukrainien. En effet, peu après fut mentionné le remplacement de G.-L. Melnikov, premier secrétaire du C.C. du Parti communiste ukrainien et son élimination du Bureau politique du Parti, principalement pour sa politique nationale erronée. Melnikov, très haut personnage dans toute la hiérarchie soviétique, fut accusé d'avoir voulu « russifier » l'Ukraine et plus particulièrement ses territoires de l'ouest (appartenant autrefois à la Pologne) entre autres par l'introduction obligatoire de la langue russe dans les écoles. Son zèle excessif pour imposer la collectivisation de l'agriculture dans ces territoires fut généralement blâmé (1).

Pour comprendre toute l'importance de cette mesure, il faut tenir compte à la fois du rang tenu par le personnage blâmé, mis en place par Staline lui-même, et de toute la politique suivie, en Ukraine, durant les dernières années, du vivant de Staline, avec l'accent mis sur les « déviations nationalistes » de l'intelligentsia ukrainienne qu'il fallait résolument combattre. Le tournant dans ce domaine est maintenant de 180°.

Même déroulement des événements en Lituanie où la politique du C.C. du Parti communiste lituanien fut critiquée pour des motifs identiques (excès de « russification ») et où plusieurs cadres grand-russes furent remplacés par des cadres autochtones.

D'autre part dans la presse soviétique paraissent de plus en plus fréquemment des articles centrés sur un thème tout autre que ceux utilisés dans ce domaine du vivant de Staline, la dénonciation du « nationalisme » et du « chauvinisme ».

(1) Il faut remarquer d'autre part que tous les personnages actuellement déchargés de leurs fonctions ou blâmés ne sont ni arrêtés ni traduits devant un tribunal, ni même caractérisés comme « agents impérialistes » ou « criminels ». Ils sont simplement remplacés par d'autres dans leurs fonctions antérieures et accusés « d'erreurs » plus ou moins « graves » ou « grossières ». [Cet article fut écrit avant la chute de Beria, qui fut — sur ce point — accompagnée d'un retour aux thèmes staliniens.]

La plus éclatante manifestation dans ce domaine est incontestablement l'article paru dans le numéro du 25 juin 1953 du *Communiste*, le principal organe théorique du P.C. russe, écrit par P.-N. Fedoseyev.

Ce dernier fut déchargé de sa fonction de rédacteur en chef du *Communiste* en décembre dernier après une critique acerbe de M. Souslov, poulain de Staline, qui l'accusa d'avoir propagé dans le passé les idées de N. Voznessensky (2).

Fedoseyev, maintenant réhabilité, écrit dans cet article qu'il est nécessaire de lutter actuellement en U.R.S.S. « contre les survivances du chauvinisme et du nationalisme » qui empoisonnent « l'amitié entre les peuples ». Fedoseyev dénonce les efforts effectués par quelques historiens soviétiques pour « regarder à travers des lunettes roses la politique réactionnaire du tsarisme ».

Plus loin, il s'élève contre toute mise en quarantaine de la culture de l'occident et ajoute que « les accomplissements culturels de tout peuple, grand ou petit, sont vus ici en tant que contribution à la culture mondiale ».

« Des aventuriers et des factionalistes, méprisés, avaient à plusieurs reprises essayé d'attiser les sentiments de haine nationale, qui sont profondément étrangers à l'idéologie socialiste ».

Et cependant, le temps où la « culture soviétique », avant tout « grand-russe » surclassait toute autre, et où toutes les inventions des temps modernes étaient attribuées au « génie russe », n'est pas si loin !

\*\*

Il y a enfin le domaine des rapports avec les pays satellites d'Europe orientale et centrale.

L'un après l'autre ces pays, avec un retard cependant incontestable par rapport au rythme des événements en U.R.S.S. même s'alignent sur le « cours nouveau ».

En Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Allemagne orientale, une « amnistie » à l'exemple russe vient d'être accordée. Dans la presse de tous ces pays, le nouvel accent de la presse soviétique, sur le « bien-être » du peuple, sur les « droits des citoyens », sur les mêmes « lois » et les mêmes « disciplines » pour les dirigeants et les masses, est peu à peu repris.

Les excès dans l'industrialisation et la collectivisation commencent à être reconnus, et le terme de « NEP » en tant que politique de retraite nécessaire dans

certains cas est en vogue, pas seulement dans la bouche de W. Ulbricht.

Il est maintenant tout à fait clair que les mesures de « NEP » prises en Allemagne orientale le 10 juin dernier, quelques jours avant le soulèvement, furent initiées par Semionov, sur instruction du Kremlin et à l'encontre de la politique suivie jusqu'alors par la direction du S.E.D. Il ne fait également pas de doute que les nouvelles concessions, cette fois très amples, accordées aux masses en Allemagne orientale après les événements du 17 juin, furent aussi initiées par les autorités soviétiques, cette fois en accord probable avec la direction du S.E.D.

L'idée de reviser les plans dans le sens d'un accroissement de la production des moyens de consommation, visible en U.R.S.S. même, gagne aussi les pays satellites.

L'heure est partout à la « reconsidération » de la politique suivie aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine politique et culturel.

\*\*

Des changements d'une telle ampleur ne peuvent pas naturellement rester limités et touchent en réalité la nature même du régime tel qu'il était modelé du vivant de Staline et incarné par ce dernier.

En s'engageant dans le « cours nouveau », ses successeurs ne pouvaient pas échapper à la nécessité de mettre en cause le caractère jusqu'alors personnel du régime, le culte et le nom même de son « Chef ». Et il en est en réalité ainsi.

Malenkov fut obligé d'abandonner le poste de secrétaire du Parti, de se contenter de celui de président du gouvernement, afin de ne pas accumuler les fonctions, et de souligner le caractère d'équipe impersonnelle de la nouvelle direction. Des articles répétés dans la *Pravda* et le *Communiste* ont attaqué le culte du « chef », l'impossibilité de l'infaillibilité, ses conséquences au point de vue « servilité » et « corruption », et loué le caractère collectif de la direction.

La manière d'enseigner l'histoire du Parti fut également mise en cause. Il ne fallait plus qu'elle commence ou se base sur la biographie des « grands hommes » mais sur la compréhension des conditions objectives et le rôle des masses. Ceux qui se réfèrent toujours à des « citations appropriées » et les utilisent n'importe où, même pour expliquer le plan quinquennal, deviennent les cibles de la satire.

Autant de domaines où les attaques sont à peine voilées contre le culte, les louanges extravagantes, et la manière de penser ossifiée, byzantine de Staline et de son ère. Mais son nom même est effectivement de moins en moins mentionné, aussi bien dans les manifestations publiques des nouveaux dirigeants que dans

(2) Voznessensky, cerveau économique du Politbureau jusqu'à 1949, fut disgracié à cette date. La réhabilitation de Fedoseyev pourrait signifier une prochaine réhabilitation de Voznessensky, lui-même.

la presse. On imputera difficilement au hasard une telle entrée dans l'oubli qui crie en réalité trop la répudiation, pour le moment il est vrai encore indirecte.

\*\*

Les changements intervenus dans la politique extérieure russe doivent être déterminés en grande partie par le revirement intérieur. Ceci dans un double sens : a) en tant que changements véritables qui prolongent sur le plan extérieur la manière nouvelle d'envisager les rapports avec les masses et les nationalités sur le plan intérieur ; b) en tant que moyen d'atténuer ne fût-ce que provisoirement la tension avec l'impérialisme, d'éviter la guerre dans l'immédiat, afin de normaliser la situation intérieure de l'U.R.S.S. et du glacis sur la base du « cours nouveau ».

Le premier sens est indiqué par la manière plus « démocratique » et plus « socialiste » d'envisager les rapports avec des pays comme la Turquie et la Yougoslavie, en abandonnant toute revendication de caractère nationaliste, annexionniste, en direction de la première, en normalisant les relations diplomatiques avec la seconde, et en levant la quarantaine qui pesait sur elle (3).

Le deuxième sens se manifeste dans les concessions faites en Corée, en Autriche, en Allemagne orientale, dans des gestes de courtoisie et d'apaisement multiples, le nouveau ton des notes diplomatiques adressées aux pays capitalistes, et les articles de la presse soviétique les concernant.

\*\*

Ainsi, même extrêmement résumées, ces manifestations diverses du tournant post-stalinien ne manquent pas d'être impressionnantes et d'indiquer clairement son sens.

Certes, il serait fondamentalement et dangereusement erroné d'en conclure que les nouveaux dirigeants se sont par eux-mêmes réformés, et qu'ils procèdent avec succès à une « démocratisation à froid » du régime bureaucratique et policier de Staline. C'est la pression des masses qui les contraint à agir ainsi, et c'est le rapport constamment changeant entre cette pression et leur propre pouvoir qui déterminera l'évolution ultérieure du « cours nouveau ».

Les successeurs de Staline n'ont le mérite que d'avoir mieux senti que celui-ci, par le fait de leur position parti-

culière en tant que subordonnés du despote, dégagés des responsabilités principales, la pression énorme, les forces explosives emmagasinées aussi bien dans la société soviétique que dans tout le glacis. Afin de se survivre en tant que direction bonapartiste de la bureaucratie soviétique privilégiée, ils essaient actuellement d'abaisser la tension et de consolider ainsi leur propre règne par une série de concessions importantes. Ils procèdent dans tout cela non pas d'une manière directe, franche, démocratique, mais bureaucratiquement. Leur but est d'éviter ainsi de graves explosions et de passer si possible « à froid » sur le palier d'un nouvel équilibre toujours favorable à la bureaucratie. Mais il leur est plus difficile que jamais, dans le rapport actuel global entre les forces révolutionnaires extérieures et intérieures à l'U.R.S.S. et au « glacis », et les forces conservatrices de la bureaucratie de contrôler tout le processus et de le dominer à chaque étape. La dynamique de leurs concessions est en réalité liquidatrice de tout l'héritage stalinien, aussi bien dans le domaine de l'U.R.S.S. que dans celui des rapports avec les pays satellites, avec la Chine et les partis communistes.

Faire marche arrière ne sera également pas facile. En réalité, les événements les obligeront, comme ceci vient de se démontrer en Allemagne orientale, et en partie en Tchécoslovaquie même, à se hâter d'amplifier les concessions pour éviter que les masses impatientes dans les autres pays du glacis et en U.R.S.S. même, ne passent à l'action. Mais une fois les concessions amplifiées, la marche en avant, vers une liquidation réelle du régime stalinien, risque de devenir irrésistible.

Quelle forme prendra-t-elle alors ? Celle d'une crise aiguë et de luttes violentes interbureaucratiques, entre les éléments qui lutteront pour l'immobilisme, sinon pour une marche arrière, et ceux de plus en plus nombreux attirés par la puissante pression des masses ?

Les délais de la guerre joueront un rôle important, peut-être décisif pour la toute première période, dans un sens ou dans l'autre. Ce qui en tout cas est dès maintenant clair, c'est que le déclin du stalinisme en tant qu'emprise stricte de la bureaucratie soviétique sur les masses soviétiques, les pays du glacis, les partis communistes, est désormais accéléré et que le renouveau de la démocratie socialiste dans tous ces pays ainsi qu'en Chine, et la renaissance du mouvement ouvrier international, sont à l'ordre du jour.

Dans la jonction à prévoir, pour les quelques années à venir, des idées et des forces de la IV<sup>e</sup> Internationale avec les éléments révolutionnaires jusqu'ici organisés ou influencés par le stalinisme, se réalisera, en partie, la première étape de ce renouveau, à laquelle nous devons œuvrer dès maintenant avec la plus grande détermination et le plus robuste optimisme.

1<sup>er</sup> juillet 1953.

(3) En ce qui concerne le revirement effectué par rapport à la Yougoslavie, il faut noter entre autre le fait que depuis le 1<sup>er</sup> mai 1953, l'organe du Kominform n'a plus publié d'article dirigé contre la Yougoslavie. Du vivant de Staline, il n'y avait presque pas un seul numéro de ce journal sans son article habituel féroce et antistaliste.

## Les élections italiennes aggravent la crise de la direction bourgeoise

Les résultats des élections italiennes du 7 juin sont généralement connus. Le parti gouvernemental de la démocratie chrétienne, qui a obtenu 10.859.554 voix, reste le parti le plus fort, mais il a perdu la majorité absolue qu'il détenait au parlement et enregistré un recul sérieux. Plus important encore est le fait que la coalition du soi-disant centre démocratique (démocratie chrétienne, libéraux, sociaux-démocrates, républicains) n'a pas réussi à atteindre le pourcentage nécessaire à l'application de la nouvelle loi électorale (1). En effet, si la démocratie chrétienne a quand même conservé de fortes positions, les autres partis du centre sont sortis littéralement anéantis de la lutte. Les républicains sont réduits désormais aux proportions d'un groupement de quelques centaines de milliers de voix. Les libéraux qui escomptaient une reprise par rapport aux élections de 1948, ont vu leur influence encore diminuer, et maintenant ne peuvent même pas compter sur une force d'un million de voix. Enfin, les sociaux-démocrates (Parti socialiste de Saragat) ont subi un échec encore plus remarquable, en perdant un tiers de leurs suffrages.

La défaite de la coalition centriste a été provoquée en partie par l'avance de la droite, en partie par le renforcement des partis ouvriers. Ces derniers ont augmenté le nombre de leurs voix et leur pourcentage par rapport aux élections précédentes (plus de 35 % contre 31 % en 1948). En particulier, le P.C. a enregistré un succès de taille avec plus de 6 millions de voix, tandis que le P.S.I. (socialistes de Nenni) en a obtenu environ trois millions et demi, ce qui représente une force importante surtout par rapport aux sociaux-démocrates.

En ce qui concerne la droite, son avance par rapport aux élections de 1948 était escomptée. Mais il est significatif que, par rapport aux élections municipales de 1951-1952, elle n'a pas progressé comme elle l'espérait. En particulier, si les monarchistes (P.N.M.) ont marqué

une nouvelle avance en doublant leurs voix (cependant ils sont restés au-dessous de deux millions), les néo-fascistes (M.S.I.) ont fait même des pas en arrière (ils avaient eu 1.680.199 voix aux élections municipales, ils en ont eu 1.580.395, le 7 juin pour un plus grand nombre d'électeurs).

L'un des buts que la bourgeoisie s'était fixée pour les élections du 7 juin, c'était la solution de sa crise de direction politique ouverte dès les élections de 1951-1952. Ce but a-t-il été atteint ?

La réponse est tout à fait claire : non. La crise n'est pas résolue, au contraire, elle est aggravée.

Il est vrai que la coalition centriste, grâce à une heureuse distribution des quorums a obtenu quand même la majorité des sièges aussi bien à la Chambre qu'au Sénat (2). Mais il s'agit d'une majorité très faible qui, en tout cas, n'est pas majorité dans le pays.

C'est surtout l'effritement des alliés centristes qui crée aux catholiques des difficultés supplémentaires. Il ne faut pas oublier que jusqu'à présent, seul le parti républicain était dans le gouvernement, tandis que libéraux et sociaux-démocrates étaient dans une opposition bienveillante. Maintenant, la continuation d'une expérience gouvernementale centriste serait nécessairement subordonnée à une collaboration directe et active de la part de ces deux derniers partis. Mais — même si on laisse de côté des questions mineures — est-il possible que les sociaux-démocrates confirment leur collaboration avec les catholiques, l'accroissent même, qu'ils collaborent avec les libéraux (qui, entre autre, sont contre toute réforme agraire), après l'échec retentissant de leur politique « centriste » ? Et s'ils le faisaient, est-ce qu'ils ne risqueraient de perdre le soutien même de ces couches, qui les suivent encore ? En outre : est-il possible que la D.C. (démocratie chrétienne) poursuive sa collaboration avec les républicains,

(1) D'après cette loi, le parti ou le groupe de partis apparentés, qui aurait obtenu 50 % + 1 des voix, aurait en 65 % des sièges au parlement.

(2) Dans le scrutin pour le Sénat, dans lequel les jeunes gens, âgés au moins de 25 ans, ne votent pas, le centre a eu une majorité de justesse.

dont l'influence dans le pays est désormais presque nulle ?

Nous pensons que tout cela est fort problématique (3). La continuation de l'expérience centriste telle qu'elle a été jusqu'à présent, nous paraît une éventualité peu probable. Il se peut, bien sûr, que pour une certaine période on traîne avec une solution provisoire, par exemple un gouvernement composé de catholiques et de « techniciens » ; mais de toute évidence cela ne pourrait pas durer longtemps.

Cela veut dire que le problème d'un élargissement de la base du gouvernement ou, autrement dit, d'un changement de politique de la part du parti de M. de Gasperi, est posé et devra trouver, d'une façon ou d'une autre, une certaine solution. Quelles sont, après les élections du 7 juin, les solutions possibles ?

On a beaucoup parlé pendant la campagne électorale d'une combinaison possible D.C.-P.S.I. (socialistes de Nenni) et Nenni lui-même n'a pas ménagé les avances dans ce sens. Du point de vue du rapport des forces, une telle solution serait possible, parce que la combinaison D.C.-P.S.I. disposerait au parlement d'une majorité confortable, qui serait le reflet d'une majorité dans le pays.

Mais une combinaison pareille, bien qu'elle soit souhaitée par Nenni et, peut-être, par certains membres du parti catholique, n'a pas beaucoup de chances de se réaliser. En ce qui concerne la politique intérieure il y aurait déjà de très grandes difficultés, qui seraient accrues par l'attitude droitiste d'une aile de la D.C. et surtout des forces de l'Action catholique, qui jouent un rôle très important dans le pays. Mais c'est sur le plan de la politique internationale que le mariage s'avère impossible. La D.C. pourrait-elle renoncer à sa ligne de stricte fidélité atlantique, à son orientation favorable à la communauté de défense européenne, à son alignement presque automatique sur les positions de l'impérialisme américain ? Elle pourrait tout au plus assouplir son attitude, mais sur le fond elle ne veut ni ne peut changer. En outre, semble-t-il possible que Washington accepte la formation d'un gouvernement italien avec la participation de Pietro Nenni, prix Staline, membre du présidium mondial du Mouvement des Partisans de la Paix ?

D'autre part, Nenni ne peut pas faire trop de concessions. Sur le fond, lui non plus ne peut pas changer. S'il le faisait, il ne serait pas suivi par son parti où, entre autre, les crypto-staliniens ne cessent de jouer un rôle de premier plan.

Par conséquent, si de Gasperi et son parti veulent élargir la base de leur gou-

vernement, ils doivent se tourner dans une autre direction. Cela revient à parler d'une collaboration éventuelle des catholiques et des monarchistes.

Du point de vue de sa force parlementaire, une telle combinaison serait viable, d'autant plus qu'elle pourrait entraîner une collaboration des libéraux (4). Ajoutons que les monarchistes ont tout mis en œuvre afin de rendre possible une telle solution. Ils ont commencé par rompre leur liaison avec les néo-fascistes, ils ont poursuivi en prenant des positions de « droite modérée » et en offrant ouvertement leur collaboration aux catholiques pendant la campagne électorale, ils ont accentué leur attitude « collaborationniste » après le 7 juin, en manifestant leur volonté de mettre de côté la question royale et en réaffirmant sans équivoque leur fidélité atlantique.

Tout le monde sait en Italie que la D.C. est partagée à ce sujet. L'aile droite est favorable à la collaboration avec les monarchistes, tandis que la gauche s'y oppose, et de Gasperi et ses amis du centre du parti ont des hésitations, parce qu'ils craignent surtout une réaction dans leurs propres masses en face d'un déplacement à droite de l'axe du gouvernement. Cependant, il nous paraît possible qu'on arrivera à une telle combinaison à une échéance plus ou moins proche. En dernière analyse c'est la seule solution possible dans le cadre de la situation parlementaire issue du scrutin du 7 juin.

Il est vrai qu'une telle solution signifierait un déplacement vers la droite. Mais il faut considérer attentivement dans quelles conditions ce déplacement s'opérerait pour en comprendre la réelle signification.

Avant tout, le P.N.M. — comme nous l'avons déjà remarqué — se trouve sur des positions de droite modérée. Deuxièmement, il ne s'agirait pas d'une véritable solution de la crise de la direction bourgeoise, surtout parce que les forces des monarchistes sont encore limitées, et par surcroît, fort instables, étant donnée leur composition sociale (lumpen-prolétariat, « lazzaroni » à Naples et à Palerme par exemple). En outre, cette formule D.C.-P.N.M. ne manquerait pas de diminuer encore le prestige du régime parmi les masses à cause d'une politique, qui en tout cas ne pourrait pas être moins réactionnaire que celle des gouvernements précédents : il est évident, par exemple, qu'un gouvernement D.C.-P.N.M. enterrerait définitivement la réforme agraire.

Le sort du mouvement néo-fasciste (M.S.I.) nous aide à mieux comprendre les difficultés de la bourgeoisie italienne. Le néo-fascisme ne représente pas une force sérieuse, bien qu'il soit relativement fort dans certaines villes (Rome) et dans certaines régions (Sicile). Ses partisans, qui escomptaient un succès retentissant

(3) Après les élections, Saragat a déclaré qu'il faut vérifier la « bonne foi », de Nenni ce qui signifie que son parti pourrait entrer au gouvernement, si le P.S.I. y allait aussi. Une collaboration du P.S.D.I. avec démocrates et les libéraux sans les nennistes apparaît jusqu'ici assez improbable.

(4) En effet **Le Tempo**, quotidien conservateur de Rome, a prôné trois jours après les élections une solution de ce genre.

(près de 4 millions de voix), n'ont pas caché leur déception. En réalité, le M.S.I., pour le moment, n'est pas dans le jeu. Il ne peut avoir de rôle important et n'a pas gagné la confiance de la partie la plus consciente et la plus nombreuse de la classe dominante. Il ne constitue pas, à l'étape actuelle, une solution sérieuse à l'expérience « démocratique ». Il faut ajouter que le néo-fascisme n'a pas eu de succès même sur un autre plan. Certains bourgeois, tout en misant sur la D.C., ne cachaient pas leur sympathie pour le M.S.I. auquel ils auraient voulu confier la tâche auxiliaire d'organisateur d'équipes de choc anti-ouvrières. Mais cette tâche n'a pas été accomplie et il n'y a pas beaucoup de probabilité qu'elle le soit dans le proche avenir (5).

Si on résume toutes les remarques que nous venons de faire, on peut arriver à certaines conclusions. La première, c'est que pour la bourgeoisie italienne, la période de stabilité politique relative vient de se terminer. La crise de sa direction politique est ouverte et les élections du 7 juin l'ont même accentuée.

En ce qui concerne les formes de cette crise, il s'agit jusqu'ici d'une crise graduelle, qui ne connaît pas de ruptures et de renversements brusques. Il est probable que cela sera vrai aussi pour l'étape prochaine.

Mais la remarque majeure qui s'impose est la suivante. Dans les conditions nouvelles, qui se sont déterminées après la fin de la deuxième guerre impérialiste, tout phénomène se présente sous des formes nouvelles et toute tentative de saisir la nouvelle réalité avec des schémas exclusivement déduits de l'expérience du passé est vouée à l'échec le plus pitoyable. Cela est vrai aussi en ce qui concerne la crise de la direction politique de la bourgeoisie. Il y a vingt ans, il y a trente ans, la crise de la « démocratie bourgeoise », la crise des partis « centristes » et de leurs gouvernements, ouvrait la perspective d'un développement des partis réactionnaires de droite, voire des partis fascistes. L'échec du « centre » marquait la montée de la droite, la défaite de la « démocratie » comportait la victoire du fascisme. Aujourd'hui, l'affaire n'est plus tellement simple. Dans les conditions de décadence avancée du capitalisme dans le monde, il se peut que le « centre » tombe en crise sans que la droite enregistre des succès réels. Il se peut qu'il y ait la faillite d'une expérience sans qu'une solution de rechange se dessine. La « démocratie bourgeoise » peut être aux abois sans qu'une solution fasciste soit réalisable. L'expérience française confirme cette appréciation d'une façon éclatante : mais il semble que l'Italie soit prête à suivre l'exemple de sa sœur latine.

Crise chronique de la direction bour-

geoise — déterminée, en dernière analyse, cela va de soi, par le fait que les problèmes fondamentaux sont en réalité insolubles dans le cadre de la société actuelle — voilà une perspective pour l'Italie, que le plus optimiste des bourgeois ne saurait écarter sans y réfléchir.

La crise de la direction bourgeoise et un éventuel déplacement du gouvernement vers la droite doivent être envisagés dans l'ensemble de la situation du pays, caractérisée par un renforcement des partis ouvriers. C'est à cause de ce renforcement que la crise est destinée à se poursuivre ou qu'un déplacement vers la droite aurait une portée limitée.

Les alchimistes des résultats électoraux ont fait toute sorte de comparaisons, afin de sous-estimer les gains de la gauche. Il n'y a pas besoin d'entrer dans les détails : les faits parlent. Après cinq années de réaction anti-ouvrière, d'anticommunisme violent, etc., près de 10 millions d'électeurs votent pour les partis ouvriers, soit un million et demi de plus qu'en 1948. Cela veut dire qu'en Italie 10 millions d'électeurs, qui échappent à l'emprise de l'Eglise et foulent aux pieds les chantages des prêtres, sont contre la politique du gouvernement bourgeois, contre le pacte atlantique, contre l'impérialisme américain. Y a-t-il quelqu'un qui veuille minimiser ce fait en soi si éloquent ?

Il faut ajouter que la majorité des voix de la gauche est allée au Parti communiste, la cible préférée des attaques réactionnaires. Ces voix représentent une force qui dépasse de loin son expression numérique. Les voix du P.C. représentent la majorité du prolétariat, à savoir les masses les plus politisées et les plus décidées à faire valoir leur poids. De ce point de vue, les voix du P.S.I., bien qu'importantes, n'ont pas la même valeur, du fait qu'elles représentent en partie des couches petites bourgeoises, en partie des secteurs ouvriers et paysans plus arriérés et moins dynamiques.

Cinq années de réaction n'ont pas réussi à briser les reins du mouvement prolétarien, ni à diminuer son influence dans les masses. Le contraire est vrai. La période de recul, dont on avait eu un reflet déjà aux élections de 1948, mais qui a atteint son maximum vraisemblablement en 1949, est terminée et il y a maintenant une reprise qu'aucune mesure réactionnaire n'a pu conjurer. Il faut préciser qu'après les élections du 7 juin, il y a même des couches petites bourgeoises qui subissent (dans certains cas qui continuent à subir) l'influence des partis prolétariens. Le succès du P.S.I. a été terminé en partie par ce fait : il y a des secteurs petits bourgeois qui, bien qu'en principe sociaux-démocrates, ont quitté la social-démocratie à cause de la politique d'asservissement au gouvernement et à l'impérialisme américain et suivi un parti, dont la politique d'unité avec le P.C. n'était un mystère pour personne.

A propos de la petite bourgeoisie, on se doit de souligner que le phénomène de son évolution vers la droite qui s'était

(5) Les actions de type fasciste classique ont été jusqu'ici très rares et la plupart se sont déroulées dans la clandestinité la plus stricte.

dessiné, n'a pas dépassé de modestes proportions. Certains épisodes des deux dernières années, en particulier la campagne électorale de 1952, dans certaines villes, avaient permis de braver que de larges masses petites bourgeoises s'orientent vers les monarchistes ou, plus encore, vers les néo-fascistes. Le 7 juin a indiqué que ce n'est pas le cas. Cela est soit lié au renforcement des partis ouvriers, soit ouvre des perspectives pour le proche avenir.

\*  
\*\*

Le 7 juin, d'une part, a affaibli politiquement la bourgeoisie dans la mesure où elle ne sera pas en état d'exprimer une direction stable. D'autre part, il a déterminé une situation plus favorable pour les partis ouvriers, soit à cause de la crise bourgeoise soit en vertu du gain de confiance dont ont bénéficié les masses prolétariennes.

Des perspectives meilleures que par le passé s'ouvrent aussi bien pour les luttes syndicales que pour les luttes politiques des mois prochains.

Il y a maintenant des possibilités plus larges pour une riposte plus énergique à tout développement de l'offensive capitaliste, pour tout commencement d'une contre-attaque ouvrière.

Bien sûr, tout cela dépend en fin de compte de la politique des directions ouvrières majoritaires.

Dans les derniers mois, et en particulier pendant la campagne électorale, cette politique n'a pas cessé d'être marquée par l'opportunisme le plus manifeste. Le P.C. italien n'a pas abandonné sa ligne droite et il a même ignoré les zig-zags gauchistes du P.C. français. Le P.S. nenniste s'est placé à la droite du P.C., en s'efforçant d'apparaître comme un parti plus modéré par rapport aux staliniens (6). L'un et l'autre ont sacrifié des actions revendicatives importantes sur l'autel de l'opportunisme électoral.

Il est évident que si une telle politique était poursuivie, on risquerait de perdre une bonne occasion pour une reprise ouvrière. Si on insistait sur des slogans anodins tels que « gouvernement de paix, d'unité nationale, etc. », si on misait sur des combinaisons parlementaires, d'ailleurs irréalisables, on piétinerait sur place et on faciliterait, une fois de plus, la tâche aux réactionnaires. En particulier, il serait désastreux que le P.S.I. accentue sa politique d'« autonomie » et arrive à une collaboration avec les catholiques, qui ne pourrait se faire, fondamentalement, que sur la base de sa capitulation. Un tel développement — heureusement, nous le répétons, improbable — entraînerait soit la rupture de l'unité des deux partis ouvriers, soit une plus ou moins

rapide dégénérescence « social-démocrate » du P.S.I. Cela serait inévitable, en dehors de toute intention subjective. Nenni pourrait bien vouloir rester fidèle à son programme, même aller au gouvernement avec le consentement des staliniens : la logique des choses serait fatalement plus forte et l'« opération » Nenni se solderait inévitablement par un échec du mouvement ouvrier.

À notre avis, trois préconditions importantes pour une politique ouvrière audacieuse et dynamique existent après le 7 juin.

1° La crise de la direction bourgeoise et l'instabilité accrue du régime.

2° L'état d'esprit des masses prolétariennes, qui sont restées fidèles à leurs partis et qui ont été galvanisées par le succès du 7 juin.

3° L'attitude de certaines couches petites bourgeoises, qui ont été impressionnées par le renforcement des partis ouvriers et se trouvent dans une situation où leur précipitation vers le pôle prolétarien est tout à fait possible.

En réalité, c'est une politique de front unique prolétarien qui s'impose aujourd'hui plus que jamais. Une telle politique aurait pour conséquence de renforcer l'unité des deux partis ouvriers, de rallier autour d'eux les ouvriers et les paysans sans parti, d'exercer une attraction très forte sur des secteurs petits bourgeois, jusqu'ici fidèles à la social-démocratie. Il existe même la possibilité sérieuse, dans la situation nouvelle qui s'est produite, de ronger la base petite bourgeoise du parti catholique.

Plus concrètement, c'est sur trois lignes principales que devrait s'axer la politique de front unique.

En premier lieu, la direction ouvrière du F.U. devrait exploiter la nouvelle situation en développant des luttes revendicatives importantes pour résoudre des questions qui concernent des catégories très larges et qui sont à l'ordre du jour depuis fort longtemps. Il est possible d'organiser même des luttes générales sur ce plan, dans le but d'améliorer le niveau de vie des masses et de donner un coup aux profits capitalistes. Si une première vague de luttes se concluait par un succès, il serait possible de déclencher des luttes politiques ; et l'occasion pourrait bien ne pas tarder.

C'est justement sur le plan politique que devrait se dessiner les deux autres lignes d'agitation et d'action du front unique. Avant tout, le front unique devrait se poser pour tâche d'empêcher avec fermeté de nouveaux progrès réactionnaires, notamment l'adoption des nouvelles lois anti-ouvrières, qui sont envisagées depuis longtemps, à savoir la loi antisindicale, la loi sur les fonctionnaires de l'Etat et la soi-disant loi « polyvalente » (qui en principe devrait défendre « la démocratie » contre les « totalitarismes de droite et de gauche », mais en réalité donnerait un coup aux libertés des travailleurs). Mais le front uni-

(6) La différenciation la plus importante concernait la politique internationale : le P.S.I. ayant développé sa campagne sur le thème de la neutralité.

que devrait aussi entamer une offensive sur ce plan, pour en finir avec des mesures réactionnaires, imposées depuis deux ou trois ans dans les usines, dans les bureaux, etc. (comme l'interdiction des réunions et des discussions politiques, les persécutions contre les militants syndicaux, la suppression de certains droits des membres des Commissions internes, etc.) Nous soulignons qu'une telle lutte, qui serait une lutte pour les droits et la liberté d'opinion des travailleurs contre l'arbitraire du patronat, pourrait obtenir le soutien de larges couches petites bourgeoises, de jour en jour plus hostiles à une pression qui les touche de près.

Enfin, le front unique devrait fixer un objectif majeur à toute son action avec le mot d'ordre : « Pour un gouvernement ouvrier et paysan ». Dans la situation actuelle, ce mot d'ordre serait particulièrement opportun. Aussi longtemps qu'il y aura un gouvernement bourgeois, aussi longtemps qu'on restera dans le cadre du régime capitaliste, on ne pourra pas résoudre les problèmes fondamentaux qui se posent, on ne pourra pas sortir d'une instabilité et d'une crise chronique. Voilà des considérations qui pourraient bien convaincre non seulement des ouvriers et des paysans pauvres, mais aussi des petits-bourgeois, qui commencent à s'apercevoir que la situation, sans un changement radical, est sans issue.

En conclusion, malgré l'action réactionnaire durant cinq années, malgré la pres-

sion ouverte de l'impérialisme américain (7), malgré l'opportuniste des partis ouvriers et en premier lieu des staliniens, en Italie les jeux ne sont pas faits. Au contraire, cinq années de gouvernement bourgeois relativement stable, cinq années de « reconstruction » et d'aide américaine ont donné ce résultat : le front bourgeois s'est affaibli et il n'est pas en condition de se donner une direction stable, le front ouvrier progresse sous l'impulsion des masses, qui gardent leur enthousiasme et leur dynamisme.

L'Italie ne sera pas de toute façon une base sûre pour la guerre impérialiste. L'Italie pourrait même réserver des surprises désagréables aux puissants de l'Occident si, à l'admirable esprit de combat des masses ouvrières et paysannes correspondait une direction prolétarienne audacieuse qui eût pour but non de manœuvrer dans le cadre de la diplomatie du Kremlin, mais de préparer un règlement de comptes avec la bourgeoisie italienne en décomposition et l'impérialisme miné dans tous les coins du globe par la montée révolutionnaire des masses.

19 juin 1953.

(7) Pendant la campagne électorale l'ambassadeur américain en Italie a pris parti ouvertement pour le Centre, en menaçant de suspendre l'aide économique dans le cas d'une défaite des partis pro-atlantiques.

# LE CHEMIN DE LA REVOLUTION PERMANENTE EN INDONÉSIE

La politique de la couche dominante en Indonésie est dominée principalement par trois facteurs. Le premier, c'est sa peur des masses populaires révolutionnaires qui ne considèrent nullement la révolution comme terminée. Le deuxième, c'est l'incapacité des gouvernants à rompre leurs liens avec l'impérialisme, en partie précisément à cause de cette pres-

sion des masses. Le troisième, c'est leur poussée pour participer à l'exploitation accrue des masses populaires et des ressources naturelles du pays.

Nous entamerons notre analyse de la situation présente en Indonésie par ce dernier facteur qui, actuellement, joue un rôle plus grand que jamais.

## LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA BOURGEOISIE INDONESIENNE

Afin de conquérir une position plus indépendante, la bourgeoisie indonésienne montante s'efforce de se libérer de l'emprise étouffante que Washington exerce sur elle, avec sa politique de prix trop bas à l'exportation et de prix trop élevés à l'importation. Cela se manifeste avant tout dans les discussions sur le *prix du caoutchouc*, lequel représente, en effet, la moitié en valeur des exportations indonésiennes. Les Etats-Unis sont le principal acheteur, et ont également dépassé les Pays-Bas en tant que premier fournisseur de marchandises.

En janvier dernier, le *New York Times*, examinant l'évolution des relations entre l'Indonésie et les Etats-Unis, écrivait : « Les difficultés avec l'Indonésie sont dues à la chute des exportations indonésiennes d'une part, et à la hausse constante du prix des importations indonésiennes des Etats-Unis de l'autre. Une telle situation a conduit à beaucoup de malentendus et de refroidissement entre l'Indonésie et les Etats-Unis ». Une des causes principales de ce « refroidissement », c'est le fait que Wall Street a lié le prix du caoutchouc naturel au prix du caoutchouc synthétique, fabriqué sous monopole d'Etat à des prix artificiellement bas aux U.S.A.

L'Indonésie a exporté en 1952 au total 715.130 tonnes de caoutchouc, dont 450.000 aux U.S.A. La réaction indonésienne à la tactique des Américains est tellement violente, parce que près des 2/3 du caoutchouc exporté en 1952 ne proviennent pas de grandes plantations capitalistes, mais de petites entreprises paysannes. Sur une population de 70 millions de personnes, l'Indonésie n'en compte pas moins de 9 millions directement impliqués dans l'exploitation du caoutchouc, à savoir : 4 millions de proprié-

taires de petits jardins de caoutchouc (avec leur famille) ; 2 millions d'ouvriers de plantation (avec leur famille) ; et 3 millions de fermiers travailleurs (avec leur famille).

Devant le refus des Américains de relever le prix du caoutchouc naturel, l'Indonésie est de plus en plus obligée de chercher d'autres clients ; déjà des milliers de petits paysans et ouvriers sont devenus chômeurs par la fermeture de jardins de caoutchouc ! Parmi les clients potentiels, il y a en premier lieu le Japon. Avant la guerre, c'était la Malaisie qui procurait au Japon 65 % de ses besoins en caoutchouc ; l'Indonésie n'entraîtrait que pour 35 % des importations de caoutchouc japonaises. Actuellement, l'Indonésie a déjà conquis la première place parmi les fournisseurs du Japon en caoutchouc ; pour les huit mois se terminant en février 1953, la Banque du Japon reçut des demandes de licences pour l'achat de 32 millions de dollars de caoutchouc, dont 19 millions en Indonésie et 13 millions en Malaisie.

Une conférence internationale sur le prix du caoutchouc, réunie récemment à Copenhague, a abouti à un échec, par suite du refus des Américains de relever le prix au-dessus de 25 cents. L'Indonésie semble maintenant sur le point d'entreprendre des pourparlers pour livrer du caoutchouc à l'Union soviétique. Le correspondant à Djakarta du *Algemeen Handelsblad*, d'Amsterdam écrit, le 18 mai dans ce journal :

« L'impression générale à Djakarta, c'est que l'échec des tentatives d'arriver à un règlement international aura des conséquences de grande portée, aussi bien dans le domaine économique que politique. D'après des dépêches provenant de sources bien infor-

mée, des pourparlers ont eu lieu à Londres entre des représentants de l'U.R.S.S. et d'Indonésie, concernant la possibilité de conclure un accord de troc entre ces deux pays. Ces représentants se sont rencontrés à l'Ambassade de l'Indonésie, et sont arrivés à un accord concernant la base d'un arrangement éventuel. Ces pourparlers étaient produits par la chute brutale des prix du caoutchouc. L'Indonésie désire exporter en U.R.S.S. du caoutchouc, de l'étain et d'autres matières premières en échange de machines. »

En ce qui concerne sa production d'étain, la deuxième du monde (— en 1952, la Malaisie produisit 56.838 tonnes d'étain ; l'Indonésie 35.003 tonnes et la Bolivie 33.700 tonnes —) l'Indonésie dépendait jusqu'à maintenant exclusivement des achats américains. L'année passée, à 2.000 tonnes près, toute la production indonésienne d'étain a été fournie aux Etats-Unis. Mais des changements en cours dans les rapports de propriété des mines d'étain auront leurs répercussions dans le domaine du commerce international. Les deux sociétés minières les plus importantes, la *Banka* et la *Billiton*, sont passées entre des mains indonésiennes depuis le 28 février dernier. Les actions de la *Banka* sont complètement entre les mains du gouvernement indonésien ; ceux de la *Billiton* le sont pour 5/8. Ce transfert de propriété renforcera la tendance du commerce indonésien à se détourner des pays occidentaux.

Si nous examinons l'évolution du commerce extérieur de l'Indonésie au cours des cinq dernières années, nous constatons déjà très nettement les deux tendances indiquées plus haut : d'une part, la part prépondérante qu'ont réussi à y occuper les Etats-Unis ; d'autre part, la tentative de la jeune bourgeoisie indonésienne de s'émanciper de cette mainmise yankee en développant son commerce avec d'autres pays asiatiques (et dernièrement aussi avec l'Allemagne, l'U.R.S.S. et les démocraties populaires).

Les exportations indonésiennes ont évolué régionalement de la façon suivante : (en millions de rупies).

Pays de destination	1948	1951	1951 en % de 48
Pays asiatiques.	269	1.857	690 %
Europe .....	467	1.680	360 %
Amériques ....	190	811	425 %
Plus particulièrement :			
Japon .....	25	152	600 %
Singapour ....	176	174	100 %
Pays-Bas ....	373	992	270 %
U.S.A. ....	182	783	430 %

Voici maintenant l'évolution des importations indonésiennes : (en millions de rупies)

Pays de provenance	1948	1951	1951 en % de 48
Pays asiatiques.	417	1.275	300 %
Europe .....	454	1.037	230 %
Amériques ....	309	634	200 %
Plus particulièrement :			
Japon .....	191	572	300 %
Pays-Bas ....	235	371	160 %
U.S.A. ....	286	611	210 %

Ces derniers chiffres sont remarquables, parce qu'ils indiquent que le Japon a déjà dépassé de loin les Pays-Bas sur le marché indonésien, et commence même à menacer la position dominante des U.S.A.

Le commerce avec la Chine, les Indes, l'Allemagne occidentale, la Pologne, qui occupait encore une place négligeable en 1948, prend actuellement un essor nouveau. Voici quelques dépêches de l'agence indonésienne ANTARA concernant les réactions indonésiennes à la politique américaine d'interdiction de fournitures de matériaux stratégiques à la Chine.

Le 11 mars 1953 : « Jusqu'à maintenant, on n'a demandé ni officiellement ni officieusement au gouvernement indonésien de supprimer les services portuaires aux navires qui transportent des matériaux stratégiques à la République populaire de Chine. On sait que le délégué indonésien s'est abstenu aux Nations Unies lors du vote sur le blocus de la Chine populaire en matières stratégiques ».

Même date : « D. Godokusumo, président de la Commission des affaires parlementaires du parlement indonésien déclara qu'il votera contre tout aide de la part de l'Indonésie aux mesures de blocus anglo-américaines contre la République populaire de Chine ».

Le 19 mars : « M. Tandioni Manu, ancien ministre de l'Agriculture, rapporta au journal *Harian Rakjat* que l'accord de troc caoutchouc contre riz conclu par la société anonyme Kentchana et des organismes commerciaux chinois, vient d'obtenir une garantie gouvernementale chinoise ».

Après ces dépêches vient la nouvelle que A. Mononutu, jusqu'à maintenant ministre de l'Information, vient d'être nommé ambassadeur indonésien à Pékin.

Avec les Indes, l'Indonésie vient de conclure un nouveau traité commercial, fournissant du caoutchouc, de l'étain, du bois et du coprah, en échange de jute, de textiles et de machines (en 1952, 5 % des importations totales indonésiennes représentaient des importations d'équipement industriel !). Nico Palar, jusqu'à maintenant délégué permanent de l'Indonésie aux Nations Unies, a été nommé ambassadeur indonésien aux Indes à partir du 1<sup>er</sup> mai 1953.

Le nouveau traité commercial entre l'Indonésie et l'Allemagne occidentale prévoit des échanges commerciaux sensiblement accrus, s'établissant maintenant à 250 millions de florins (65 millions de dollars) par an.

Le 17 mars dernier, une délégation commerciale *polonaise* dont le chef est M. Jurkiewicz, directeur au ministère du Commerce extérieur, arriva à Djakarta afin de conclure un nouveau traité commercial, selon les termes duquel l'Indonésie fournira à la Pologne du caoutchouc et de l'étain en échange de verre, de produits chimiques, d'émail, de papier, etc.

En ce qui concerne les relations entre l'Indonésie et l'U.R.S.S., il est important de noter que le membre du parlement Rondonuwu déposa une motion demandant l'ouverture d'une ambassade à Moscou et que, malgré la résistance du gouvernement, cette motion fut adoptée le 9 avril dernier par 82 voix contre 43. Le Parti national indonésien, parti du président Sukarno, vota pour la motion.

Toute cette évolution de la politique commerciale a été influencée par les événements qui se sont produits le 17 octobre 1952 et depuis lors. Ce jour-là, la partie pro-impérialiste de l'armée indonésienne organisa un putsch afin de chasser le parlement. On voulait, en même temps, « protéger » le président Sukarno, mais au cours de cette action, les canons des tanks « protecteurs » furent pointés sur le palais présidentiel. Cette action

était motivée par l'adoption par le parlement d'une résolution de M. Sophian, membre du parti de Sukarno, exigeant une épuration de l'armée et du ministère de la Défense nationale. Conjointement à cette action militaire, une démonstration populaire avait été convoquée par le Parti socialiste — pro-impérialiste — de Sutan Sjarir, également en faveur de la dissolution du parlement et de l'établissement d'une dictature militaire sous le ministre de la Défense nationale, le sultan Hamengku Buwono, « l'homme fort » du régime actuel. Or, contrairement aux prévisions, à côté des quelques milliers de manifestants « socialistes », 150.000 personnes se rassemblèrent, exigeant non la dictature militaire du sultan Hamengku Buwono, mais l'organisation d'élections générales. Ceci causa non seulement l'échec du putsch, mais provoqua même des effets opposés aux vœux des conspirateurs. H. Buwono fut démis de ses fonctions ; la direction de l'armée fut épurée, et au mois d'avril de cette année, en conséquence lointaine de l'affaire du 17 octobre, l'ambassadeur indonésien à Washington, Ali Sastroamidjojo, et, le secrétaire-général du ministère de la Défense, Ali Budiardio, furent révoqués (1).

## LES RELATIONS AVEC L'IMPERIALISME NÉERLANDAIS

Le deuxième facteur dans la politique de la bourgeoisie indonésienne, c'est la protection accordée aux entreprises étrangères et la construction de l'armée, de la police et du service de renseignement avec l'aide de spécialistes et d'équipement néerlandais et américain.

L'économie indonésienne est encore en majeure partie dominée par les porteurs de coupons néerlandais. Une des premières actions des dirigeants actuels de la République pendant la révolution, fut de rendre toutes les propriétés étrangères confisquées à leurs propriétaires, en novembre 1946, par l'accord de Linggadjati. Les entreprises étrangères nationalisées comme la *Banque de Java*, le furent en échange d'indemnités copieuses. Le point atteint par cette protection du gouvernement indonésien à la propriété des impérialistes étrangers, apparaît dans la dépêche suivante publiée par le *Algemeen Handelsblad*, d'Amsterdam (19 février 1953) :

« L'agence d'information indonésienne Antara mande de Djakarta que M. Kubarsih, membre de la Commission de nationalisation des entreprises de gaz et d'électricité, a déclaré que le programme total de nationalisation des entreprises de gaz et d'électricité exigera une somme de 96 millions de fl. (1 milliard de fr. français) comme indemnités. Nous insistons sur le fait qu'il s'agit de florins, car jusqu'à maintenant on ne cita des sommes de pareille grandeur qu'en rupies, ce qui fait toute une différence, puisqu'un change actuel 1 florin vaut 3 rupies ».

Ici se manifestent la joie et la surprise des entrepreneurs néerlandais devant le fait que le gouvernement indonésien se déclare prêt à payer en réalité trois fois la valeur des entreprises à nationaliser ! On peut difficilement imaginer une meilleure défense des intérêts impérialistes.

D'autre part, les dirigeants indonésiens ont l'illusion de pouvoir construire à côté des entreprises industrielles et agricoles existantes, qui sont aux mains des Hollandais, Américains, etc, une industrie et une agriculture indonésiennes, en partie avec du capital étranger et en partie par l'effort indonésien propre. Une nouvelle législation concernant le capital étranger vient d'être promulguée, selon laquelle il est interdit de faire sortir du pays des sommes supérieures à 15 % du capital originellement investi.

Mais la condition *sine qua non* pour attirer de tels capitaux étrangers, c'est la protection des entreprises étrangères existantes contre la pression des masses populaires qui désirent déchirer les accords avec les Hollandais. Aux yeux de la bourgeoisie indonésienne, une telle politique représente, en même temps, la

(1) Notons que le Bureau Politique du P.C. indonésien déclara le 17 octobre que des officiers réactionnaires, alliés aux socialistes de droite et aux trotskystes (!) avaient cherché à conquérir le pouvoir et que le P.C. se plaça entièrement derrière le gouvernement Wilopo. Ne perdons pas de temps sur la calomnie de l'alliance des trotskystes avec les réactionnaires ; mais peut-être, les 150.000 manifestants qui exigèrent des élections générales, sont-ils coupables de... trotskysme ?

meilleure protection contre le danger de sa propre expropriation par les mêmes masses.

Entre temps, il s'avère que les capitaux étrangers ne se précipitent pas en Indonésie. Le journal *Suara Merdeka*, de Semarang, écrit le 2 mars 1953 :

« Le capital étranger demande une sécurité physique, la paix sociale, et aussi, en premier lieu, l'assurance qu'on pourra également continuer à travailler à l'avenir. On ne cherche pas seulement du profit, mais encore, l'assurance de pouvoir travailler calmement et de conserver sa propriété. L'insécurité résultant de l'activité des bandes armées est un handicap sérieux quand on veut travailler en paix. La question de la paix sociale est également difficile à établir. Cela provient de la mentalité du peuple dans son ensemble et des ouvriers en particulier, qui voient dans tout capital étranger des instruments du capitalisme et de l'impérialisme. Le fantôme des grèves et de la résistance passive contre le capital étranger est un des facteurs permanents. » (souligné par nous).

Perspective peu alléchante pour les impérialistes ! Ce qui explique pourquoi les colonialistes néerlandais et américains préfèrent retirer leurs profits d'Indonésie pour les investir dans de nouvelles sociétés de plantation en Afrique et en Amérique latine (Brésil).

La Mission militaire néerlandaise (N.M.M.) chargée de la formation des ca-

dres de l'armée indonésienne continue à résider en Indonésie. En réalité, la N.M.M. constitue le point de cristallisation de tous les éléments réactionnaires, en premier lieu, d'une partie de l'ancienne armée des Indes néerlandaises passée à l'armée indonésienne. Les événements du 17 octobre 1952, au cours desquels la N.M.M. tira les ficelles des conspirateurs, provoquèrent des mouvements de protestation contre le séjour de la N.M.M., en Indonésie. Le 25 mars 1953, on entama des pourparlers pour le départ de la N.M.M. Mais MM. Sukarno et Cie qui, le 17 octobre 1952, ne furent sauvés que grâce à l'appui des masses populaires, ne savent quoi faire dans la position délicate dans laquelle ils se trouvent ainsi placés. On sait que la N.M.M. est détestée par les masses populaires ; mais on sait aussi que seule une armée de toute confiance et construite sur le modèle occidental est capable de protéger l'appareil d'Etat et de réprimer de nouvelles explosions révolutionnaires. On attendit cinq mois avant d'entamer les pourparlers pour le retrait de la N.M.M. Alors qu'il avait été établi en 1950 que la N.M.M. se retirerait dès 1952, l'accord conclu le 21 avril dernier prévoit le maintien de cette mission jusqu'à la fin de cette année. Bien qu'il ait été établi que la N.M.M. avait appuyé un putsch, repoussé par les ouvriers de Djakarta, la conscience de classe de la bourgeoisie indonésienne l'oblige à maintenir momentanément en place la N.M.M., plutôt que de s'appuyer sur les masses populaires qui, au cours des années passées, ont tant de fois sauvé la République et ses dirigeants.

## LA POSITION DES MASSES POPULAIRES

Le même jeu criminel que MM. Soukarno et Cie jouent en protégeant la propriété des impérialistes et en prolongeant le maintien en Indonésie de la N.M.M., ils le jouent également depuis des années dans la question des élections générales pour un nouveau parlement.

Au lendemain de l'éclatement de la révolution, on décida d'organiser des élections générales parlementaires, en janvier 1946. Ces élections furent remises non tant en raison des besoins de la lutte contre l'impérialisme que du fait que Tan Malakka était, à ce moment-là, la figure politique la plus importante de la République. Il avait constitué, en janvier 1946, le *Persatuan Perdjouangan* (Association d'organisations de combat et de partis politiques) dont il était également le principal dirigeant. Alors que Soukarno et Sjarir engageaient des pourparlers avec l'impérialisme néerlandais pour le partage du butin, Tan Malakka organisait la lutte armée. Depuis lors, à chaque reprise, on remit l'échéance des élections. Mais la manifestation monstre des masses de Djakarta, du 17 octobre 1952, exigeant des élections générales, remplit de terreur les gouvernants. Au cours des mois passés, une loi électorale fut fabriquée, puis adoptée au parlement

au début d'avril. Mais dès que le gouvernement se remit de sa peur, il annonça que les élections ne se tiendraient pas avant la fin de 1954. Il s'agit ici d'une escroquerie politique pure et simple. La peur de voir les masses modifier radicalement la constellation politique actuelle, unit le gouvernement et une masse de membres nommés du parlement. Il y a là, effectivement, des raisons d'inquiétude pour la bourgeoisie.

Ces derniers temps, il y a eu un recul visible du mouvement gréviste. Néanmoins, on ne peut parler de l'établissement d'une « paix sociale ». Voici la statistique des conflits sociaux pour la seule province de Java occidental, qui indique nettement ces deux aspects de la situation :

	juill.-déc.		
	1950	1951	1952
Nombre des conflits de travail.	—	2.270	3.543
Nombre de grèves .....	26	298	55
Ouvriers impliqués .....	69.229	92.617	31.684
Journées de grèves .....	221.107	79.224	54.075

Motifs des conflits : introduction des conventions collectives ; reconnaissance des organisations syndicales ; conditions de travail, etc.

Il y a deux causes au reflux du mouvement gréviste : le cours de droite des staliniens et l'intervention du gouvernement dans les conflits sociaux (arbitrage obligatoire du bureau P. 4 D., etc).

Les staliniens exercent une influence prépondérante sur les ouvriers syndiqués du fait qu'ils contrôlent la direction de la principale centrale syndicale, la S.O. B.S.I. Ils ont réussi, en outre, ces derniers temps, à prendre en main la direction d'une série de fédérations, notamment la Sarbupri, en utilisant leurs méthodes bien connues d'organisation de congrès et d'élections d'organismes dirigeants.

La Sarbupri est la fédération des ouvriers travaillant dans les entreprises et plantations agricoles. La direction fédérale, composée de 39 membres, pour la plupart non-adhérents au P.C., donnait une direction révolutionnaire à la lutte des ouvriers agricoles. Lors du dernier Congrès du Sarbupri, les staliniens réussirent à faire désigner une nouvelle direction fédérale composée de 30 membres du P.C. ! Il en résulta une scission syndicale, 12.000 ouvriers constituant leur propre syndicat.

Pour comprendre l'orientation actuelle de la direction de la Sobsi, il faut se rappeler que lors de son Congrès d'octobre 1952, on décida d'éliminer tous les termes comme « révolution », « dictature du prolétariat », etc., du programme confédéral. L'organe central du P.C. néerlandais *De Waarheid*, rapporta le 21 octobre 1952, les décisions du Congrès en ces termes :

« Deux figures dirigeantes de la Sobsi, A.-S. Dharia et Muni, développent les décisions de la conférence nationale. Avec un grand enthousiasme, ces décisions furent acclamées par des centaines de milliers d'ouvriers, de paysans, de jeunes, de femmes et de REPRESENTANTS DE LA BOURGEOISIE NATIONALE ». (souigné par nous).

Quant aux mesures gouvernementales, la plus lourde de conséquences est celle qui impose à tout syndicat d'annoncer une décision d'arrêt de travail trois semaines à l'avance, pour que le bureau d'arbitrage gouvernemental ait la possibilité d'intervenir, de négocier et, le cas échéant, de déclarer la grève non motivée. Si le syndicat ne se plie pas à ces dispositions, la grève est déclarée illégale, et des mesures sont prises pour en empêcher l'éclatement ou la briser. Ainsi dernièrement s'ouvrit à Sourabaja le procès de N. Hartono, dirigeant de la section « Action » du S.B.I.M., fédération des ouvriers métallurgistes d'Indonésie, accusé d'avoir organisé, en juillet 1952, une vague de grève dans douze usines de construction mécanique de la région de Sourabaja, sans accord préa-

lable du bureau P. 4 D. Pour caractériser l'atmosphère qui règne dans le pays, à l'ouverture de ce procès, le 29 avril 1953 l'accusé et son défenseur furent vigoureusement applaudis et fêtés par le public dans la salle du tribunal (on leur remit un collier de fleurs qu'ils portèrent durant le procès).

Mais lorsqu'on sait que les salaires permettent aux ouvriers de couvrir environ un quart de leurs besoins, et que les prix continuent à monter rapidement (2), on comprend que ni les manœuvres staliniennes, ni les mesures gouvernementales ne réussiront à la longue à empêcher l'éclatement de vigoureux conflits sociaux. Aussi, au début de cette année, une nouvelle vague de grève semble s'annoncer, indiquée par les nouvelles suivantes, couvrant seulement le mois de mars 1953 :

— 9 mars : grève à Sourabaja de 1.200 ouvriers de la British-American Tobacco Cy, à cause du licenciement d'un dirigeant syndical. Les grévistes obtiennent gain de cause.

— 9 mars : grève de 500 ouvriers de la S. A. « De Industrie », à cause du licenciement de 9 ouvriers. L'ordre de reprise de travail donné par les autorités ne fut pas suivi. Le travail ne fut repris qu'après que la direction accepta de prolonger de plusieurs semaines le délai légal de paiement de salaire en cas de licenciement par rupture de contrat.

— 14 mars : la fédération des cheminots annonce qu'elle proclamera la grève dans les régions de Sumatra-Est, le 24 mars, si la gratification spéciale exigée n'est pas payée.

— 15 mars : la direction fédérale du syndicat des P.T.T. envoie une lettre au ministre compétent pour exiger le remplacement du système de paiement des salaires à la fin du mois par le système de paiement d'avance au début de chaque mois.

— 18 mars : le syndicat des employés annonce que les employés de la Nationale Handelsbank, de « De Factorij », de la Escompto Bank, de la Chartered Bank of India et de la Australia and China Bank Ltd, arrêteront le travail à partir du 1<sup>er</sup> avril. Ils exigent : une participation aux bénéfices, une augmentation des salaires, des soins médicaux, des congés payés et l'application des tarifs d'heures supplémentaires.

(2) Voici quelques chiffres indiquant la hausse des vivres depuis un an :

	fév. 1952 (Rupies)	fév. 1953 (Rupies)
Riz, le kg. ....	1,10	2,40
V viande de bœuf ..	7,50	12
Poisson .....	6	10
Café .....	11	15
Pommes de terre.	0,80	2,30
Haricots .....	1	2,50
Lait, le litre ....	3	7
Œuf, pièce .....	0,40	0,75

— 18 mars : la grève de 665 ouvriers de l'entreprise de caoutchouc Redjosari, commencée le 27 février, continue tous les jours. Elle est due au renvoi d'un ouvrier.

— 19 mars : 12.000 ouvriers de pétrole des entreprises B.P.M. dans la région du Sud-Sumatra arrêteront le travail le 21 mars pour trois jours. Raison : revendications des travailleurs concernant la façon de calculer le prix des rations de

vivres qui leur sont dues. Ils exigent le paiement rétroactif de cette somme à partir de novembre 1950. C'est la troisième grève depuis un mois dans cette entreprise.

— 25 mars : grève des ouvriers du tabac de quatre entreprises dans la région de Binjé. Les syndicats n'acceptent pas l'offre patronale d'augmentation des salaires de 1 cent (1 fr. français) l'heure.

## CONCLUSIONS

L'évolution politique et sociale de l'Indonésie confirme complètement la justesse de la théorie trotskyste de la révolution permanente. La masse des ouvriers et des paysans pauvres n'a pas arrêté son combat avec la proclamation de l'indépendance formelle ; elle sait qu'il n'y a pas encore de Merdeka (l'indépendance complète) à 100 %. De son côté, la bourgeoisie indonésienne s'efforce d'arracher autant de concessions que possible de l'impérialisme, afin d'occuper une place plus autonome sur le marché mondial et d'obtenir une part plus grande de la plus-value, et précisément pour cette raison, elle ne peut pas appuyer la lutte des travailleurs contre l'exploitation des sociétés étrangères et indigènes, mais s'allie au contraire à l'impérialisme pour écraser les travailleurs quand ceux-ci se lèvent contre la « propriété privée ».

Mais les masses populaires ont prouvé pendant la révolution, qu'elles peuvent battre des armées impérialistes équipées jusqu'aux dents. Comparée à cette puissance des masses populaires, la force de l'appareil de répression de Soukarno, apparaît encore minime.

La stagnation de la révolution à l'étape présente découle non d'un rapport de forces sociales défavorable aux masses, mais de l'absence d'un parti bolchevik, c'est-à-dire trotskyste. Espérons que les marxistes indonésiens qui militent dans les différents partis et syndicats ouvriers, et ailleurs, prendront conscience de leur tâche commune, la constitution d'un parti bolchevik-léniniste, de LA SECTION INDONESIENNE DE LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE.

Mai 1953.

# POLITIQUE DU PARTI DANS L'ART

*Pour le 13<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de L. TROTSKY (20 août) nous publions ci-dessous des extraits de son œuvre inconnue en France « LITTÉRATURE ET REVOLUTION », parue en plein développement de la Révolution russe en 1923, en U.R.S.S., avant la mort de Lénine.*

*Cette œuvre illustre l'esprit large dans lequel les principaux dirigeants de la Révolution abordaient les questions de l'art et de la littérature, et combien ils étaient alors éloignés des conceptions mécaniques, rigides, reflétant l'esprit borné, néo-petit-bourgeois, du régime bureaucratique stalinien, du « réalisme socialiste ». (En train, paraît-il, de disparaître dans le « cours nouveau » des successeurs de Staline.)*

*La contribution de L. Trotsky à cette époque si vivante en productions artistiques et littéraires de toute sorte et en discussions théoriques passionnées sur ces sujets, fut alors capitale.*

*De tous les dirigeants bolcheviks de premier plan, L. Trotsky était incontestablement un des plus familiarisés avec les questions de la littérature en particulier.*

*Le chapitre que nous publions dans ce numéro de Quatrième Internationale éclaire l'esprit dans lequel Trotsky aborde cette question ainsi que certaines de ses idées directrices en ce qui concerne la production artistique et son avenir.*

*Nous nous proposons, en attendant d'éditer l'œuvre complète, de publier encore deux chapitres, l'un sur « la culture et l'art prolétariens », l'autre sur « l'art révolutionnaire et l'art socialiste ».*

*Trotsky ne reconnaît ni un « art » ni une « culture » prolétariens propres. Il distingue par contre un art révolutionnaire possible dans le présent, et un art socialiste qui s'épanouira dans la véritable société socialiste.*

*Le contenu et la forme de la production artistique sont conditionnés par l'ambiance sociale et le tempérament de l'artiste, non par des directives du Parti ou des catéchismes quelconques sur la manière de fabriquer des « chefs-d'œuvre ».*

*La liberté de la production artistique doit être complète pour que l'artiste puisse s'exprimer sans contrainte quelconque, éviter le formalisme, le conformisme, l'académisme, la flatterie et la servilité.*

*C'est l'opinion publique qui adoptera ou rejettera, qui encouragera ou découragera telle ou telle production artistique.*

*Dans une société libre, prospère, et de plus en plus cultivée, il n'est besoin d'aucune contrainte spéciale. C'est la critique d'art exercée aussi bien par des spécialistes que par tout individu cultivé, familiarisé avec l'art, qui peut à la fois aider à mieux former le goût public, orienter les artistes et leurs tentatives. Dans ce domaine spécifique, le parti aussi peut et doit exprimer son opinion, mais non pas donner des directives.*

*On ne peut pas tirer d'une société donnée une production artistique donnée. Celle-ci restera toujours en définitive déterminée par le niveau et le climat social. Laisser une pleine liberté aux recherches artistiques, aux courants, aux écoles, sans craindre ce qu'elles donnent dans le présent. Le souffle, l'âme, l'image de l'époque, ses besoins,*

*ses aspirations, traverseront de toute manière l'art et s'y manifesteront. Il ne faut pas chercher à embellir une époque, l'anoblir, la faire paraître autre qu'elle n'est à travers un art travesti.*

*L'art, dans ses courants dominants, essentiels, était toujours à sa manière, au niveau de son époque.*

*Il n'y aura d'art socialiste de formes et de contenu encore imprévus, que dans la véritable société socialiste. Contentons-nous pour le moment, non d'un art « prolétarien » impossible, mais simplement d'un art qui ne peut être sociologiquement parlant que décadent ou révolutionnaire.*

Certains écrivains marxistes se sont promis d'appliquer des méthodes de pogrome aux futuristes, aux frères Serapion, à tous les compagnons de route littéraires de la révolution en général, et à chacun en particulier. L'acharnement contre Pilniak devient particulièrement à la mode, et même les futuristes s'y exercent. Incontestablement certaines particularités de Pilniak sont propres à heurter le lecteur : il passe trop facilement à côté des grandes questions, arbore trop de coquetterie, trop de lyrisme de commande. Mais Pilniak a montré de façon excellente une épisode de la révolution paysanne à Brive-la-Gaillarde, il a décrit un convoi d'accapareurs, et grâce à Pilniak, nous voyons ces choses de manière incomparablement plus saisissante et plus palpable qu'auparavant. Et Vsevolod Ivanov ? A la suite de ses « Partisans », de son « Train blindé » et des « Sables bleus », avec tous leurs défauts de construction, leur style haché et même une certaine platitude, n'avons-nous pas mieux senti la Russie dans son immense étendue, son ethnographie bigarrée, sa nature ariérée et son élan ? Peut-être veut-on remplacer cette connaissance modelée par les outrances futuristes, le chant monotone de courroies de transmission, ou d'articles de journaux combinant différemment, jour après jour, les mêmes trois cents mots ? Rayons en pensée Pilniak et Vsevolod Ivanov de notre vie quotidienne, et nous nous trouverons plus pauvres...

Les initiateurs de la campagne contre les compagnons de route littéraires — campagne conduite sans souci des perspectives et des proportions — ont pris pour cible aussi le camarade Voronski, rédacteur de la publication Krasnaïa Novy et le directeur de l'édition Cercle. On veut le convaincre d'avoir été mis dans la confidence et d'être presque complice. A notre avis, le camarade Voronski fournit au nom du parti un travail culturel littéraire important, et il est vraiment plus facile de décréter dans un petit article un art communiste partant d'une perspective dans les nuages, que de participer à la préparation laborieuse d'un tel art.

Au point de vue formel, nos critiques reprennent la ligne suivie autrefois (en 1908) par la collection « Rospad ». On doit toutefois réaliser la différence dans la situation historique et apprécier la variation de rapport des forces qui s'est produite depuis lors. Nous étions à l'époque un parti illégal et battu. La révolution était en recul ; la contre-révolution, celle de Stolypine comme celle de la mystique anarchiste, progressait sur toute la ligne. Dans le parti même, les intellectuels jouaient encore un rôle hors de proportion, et les groupes d'intellectuels du parti de nuances diverses constituaient des vases communicants. Dans ces conditions l'auto-défense spirituelle exigeait un combat extravagant contre une atmosphère littéraire pleurnicharde.

A présent c'est un tout autre processus, de nature opposée au fond, qui se produit. La loi de la gravitation sociale (vers la classe dominante) qui détermine en fin de compte l'orientation de la création intellectuelle, agit présentement en notre faveur. Il faut savoir adopter une politique de l'art en conséquence.

Il n'est pas vrai que l'art révolutionnaire puisse être créé seulement par les travailleurs. Précisément parce que la révolution est une révolution des travailleurs, elle rend trop peu d'éléments ouvriers disponibles pour l'art. A l'époque de la Révolution française, les plus grandes œuvres reflétant directement ou indirectement la révolution ne furent pas créées par des artistes français, mais par leurs confrères allemands, anglais, etc. La bourgeoisie nationale occupée à procéder au renversement de l'ancien état de choses ne pouvait libérer suffisamment de forces pour reproduire et sceller le bouleversement. C'est, à plus forte raison, le cas du prolétariat qui, à côté de sa culture politique, ne dispose que d'une culture artistique minime. La couche des intellectuels dispose, en plus de tous les avantages de sa qualification formelle, du privilège odieux de sa position politique passive, laquelle se teinte de plus ou moins d'hostilité ou de sympathie pour le bouleversement d'Octobre. Quoi d'étonnant que cette intelligence contemplative ait pu produire et produise davantage dans le domaine de la reproduction artistique de la révolution — quoique avec une certaine distorsion — que le prolétariat qui a réalisé la révolution. Nous connaissons fort bien les limites politiques, l'attitude indécise et le caractère incertain des compagnons de route. Mais si nous biffons d'un trait de plume Pilniak avec son « Année vide », les frères Sérapion avec Vsevolod Ivanof, Tichosof, Poïonskaïa, Maïakovski et Essenine, que reste-t-il en dehors de traites non acquittées sur une littérature prolétarienne à venir ? D'autant plus que même Deman Biedny, qui ne peut être compté parmi les compagnons de route, ni classé dans la poésie révolutionnaire, ne peut trouver place dans la littérature prolétarienne si l'on se rapporte à l'esprit du manifeste de « La Forge ». Que restera-t-il alors ?...

Le parti adopte-t-il dans le domaine de l'art, en opposition à sa nature, une attitude purement éclectique ? Cet argument qui se veut probant, est en réalité extrêmement naïf. La méthode marxiste offre la possibilité d'apprécier les conditions de développement de l'art nouveau, de suivre tous ses changements et, par la critique des diverses voies empruntées, d'en encourager les plus progressives ; elle ne peut davantage. L'art doit parcourir son chemin sur ses propres jambes. Les méthodes du marxisme ne sont pas les méthodes de l'art. Le parti est le conducteur du prolétariat, mais non du processus historique. Il est des domaines où le parti dirige directement et impérieusement. Il en est d'autres où il contrôle et encourage, et certains où il ne fait qu'encourager. Il est enfin des sphères dans lesquelles il ne fait que s'orienter. L'art n'est pas le champ où le parti est appelé à commander. Il peut et doit protéger, susciter, et ne diriger qu'indirectement. Il peut et doit accorder, conditionnellement, le crédit de sa confiance aux divers groupements artistiques qui aspirent sincèrement à s'approcher de la révolution, afin d'encourager leurs productions littéraires. Le parti ne peut pas, en tout cas, occuper la place d'un cercle littéraire qui combat ou concurrence simplement d'autres cercles littéraires. Le parti ne peut pas faire cela et il ne le fera pas. Le parti monte la garde auprès des intérêts historiques de la classe dans sa totalité. En préparant consciemment et pas à pas les conditions d'une culture nouvelle et, par conséquent, aussi de l'art nouveau, il ne traite pas les compagnons de route et les suiveurs littéraires en concurrents des écrivains ouvriers, mais en aides de la classe ouvrière, en soutiens réels ou possibles dans l'œuvre constructive de la plus vaste dimension. Le parti comprend le caractère épisodique des groupes littéraires dans la période de transition et ne les apprécie pas en vertu de certificats de classe individuels de Messieurs les gens de lettres, mais en fonction de la place qu'occupent ou que peuvent occuper ces groupes dans la préparation à la culture socialiste. Si la place d'un groupe déterminé ne peut être définie momentanément, le parti, en tant que tel, peut attendre avec bienveillance et attention. Les divers critiques ou le simple lecteur peuvent accorder dès l'abord leur sympathie à tel ou tel groupe. Le parti dans son ensemble, qui préserve les intérêts historiques de la classe, doit être objectif et prudent. La prudence doit être double : si le parti n'applique pas le sceau de son programme à « La Forge » parce que des ouvriers y écrivent, il ne repousse dès l'abord aucun groupe littéraire, même composé d'intellectuels, du moment que celui-ci est désireux de venir au devant de la révolution et

d'œuvrer à la consolidation de ses liens (un lien étant par définition un point faible) : le lien entre la ville et la campagne, celui qui relie le parti aux sans-parti, ou les intellectuels aux travailleurs.

Une telle politique n'implique-t-elle pas qu'un des flancs du parti, celui faisant face à l'art, restera sans défense ? Une telle affirmation serait fort exagérée : le parti repousse les tendances empoisonnées de décomposition de l'art en se laissant guider par des critères politiques. Mais il est exact que le flanc de l'art est moins défendu que le front de la politique. Mais n'en est-il pas de même pour la science ? Que diront les métaphysiciens de la science prolétarienne pure au sujet de la théorie de la relativité ? Est-elle compatible avec le matérialisme ou non ? Cette question est-elle tranchée ? Où ? quand ? et par qui ? Que les travaux du physiologue de Petragrad Pavlov se meuvent entièrement sur le terrain du matérialisme, c'est clair, même aux yeux du profane. Mais que penser de la théorie de la psychanalyse de Freud ? Est-elle conciliable avec le matérialisme, comme le pense le camarade Radek par exemple (et moi-même), ou lui est-elle hostile ? La même question peut être posée en ce qui concerne la nouvelle théorie des atomes, etc. Il eut été excellent que se soit trouvé un savant capable de rassembler méthodologiquement toutes ces nouvelles généralisations et d'en établir la connexion avec la conception matérialiste-dialectique du monde ; il aurait fourni ainsi un critère réciproque aux nouvelles théories et aurait approfondi la méthode dialectique. Je crains fort que ce travail ne soit écrit ni aujourd'hui ni demain, non sous forme d'articles de journaux ou de revues, mais d'œuvre « standard » de philosophie scientifique, telle les « Origines de la famille... » ou « Le Capital ». Ou plus exactement : si cet ouvrage devait être écrit aujourd'hui, ses pages risqueraient d'attendre sans être coupées, jusqu'au jour où le prolétariat pourra poser les armes.

Mais même le « culturisme », c'est-à-dire l'assimilation des éléments fondamentaux de la culture pré-prolétarienne, suppose-t-il une critique, un choix, un critère de classe préalables ? Bien sûr ! Mais ce critère est de caractère politique, et non de nature culturelle abstraite. Le critère politique ne coïncide avec le critère culturel que dans le sens très général où la révolution prépare les conditions d'une culture nouvelle. Cela ne signifie aucunement qu'une telle concordance se trouve assurée dans tous les cas individuels. Si la révolution a le droit de détruire des ponts et des monuments artistiques quand besoin est, elle hésitera d'autant moins à s'attaquer à un quelconque courant artistique qui, en dehors de certaines réussites formelles, menace d'apporter des éléments de décomposition au sein du milieu révolutionnaire ou de dresser l'une contre l'autre les forces intérieures de la révolution : le prolétariat, la paysannerie, les intellectuels. Notre critère est un critère spécifiquement politique, impérieux et intolérant. Précisément pour cela, il doit dessiner clairement les limites de son champ d'action. J'ajouterai pour être plus clair encore : sous une censure révolutionnaire vigilante, on peut mener une politique artistique large, souple, étrangère aux crachements empoisonnés des cercles littéraires.

Il va absolument de soi que, même dans le domaine de l'art, le parti ne peut s'abandonner un seul jour au principe libéral du laisser faire, laisser aller.

Toute la question est de savoir où doit commencer l'ingérence et quelles en sont ses limites ; dans quels cas et en quoi le parti doit-il porter un choix. Et cette question n'est pas aussi simple que veulent bien le croire les théoriciens du « Lef », les protagonistes de la littérature prolétarienne et les compagnons de la calomnie.

Les buts, les tâches et les méthodes de la classe ouvrière dans l'économie sont incomparablement plus concrets, mieux définis et théoriquement plus approfondis qu'en art. Malgré cela, le parti s'est vu obligé, au terme d'une brève tentative de construction de l'économie à l'aide de méthodes centralistes, de permettre la coexistence de diverses formes d'économie, y compris de formes antagonistes : à côté de l'industrie d'Etat organisée en trusts, nous avons des

entreprises d'intérêt local, des entreprises à bail ou concessionnées, la propriété privée et des coopératives, la ferme individuelle du paysan, l'atelier du travailleur à domicile, des ateliers collectifs, etc. L'orientation fondamentale de l'Etat vise à l'instauration de l'économie socialiste centralisée. Mais cette tendance générale comporte, au cours d'une période donnée, un large soutien de la ferme paysanne et du travail à domicile. En passant ce fait sous silence, le cours vers une industrie lourde socialiste devient une pure abstraction.

La république soviétique est une alliance d'ouvriers, de paysans et d'intellectuels, petits bourgeois par leur origine, sous la direction du Parti communiste. De cette combinaison sociale doit surgir, par l'élévation de la technique et de la culture, au cours d'une série d'étapes, la société communiste. Il est clair que la paysannerie et les intellectuels parviendront au communisme par d'autres voies que les ouvriers. Leurs voies ne manqueront pas de se refléter dans la littérature. La partie des intellectuels qui n'a pas lié entièrement son sort au prolétariat, leur partie non communiste qui forme la majorité prédominante, recherche, à cause du manque ou plutôt de l'extraordinaire faiblesse de l'appui bourgeois, un point d'appui dans la paysannerie. Pour l'instant, ce phénomène revêt un caractère plutôt symbolique de préparation et s'exprime dans l'idéalisation (a posteriori) de l'esprit révolutionnaire du moujik. Cette curieuse tendance nouvelle de narodnikisme est caractéristique de tous les compagnons de route. Plus tard, avec l'accroissement des écoles et des lecteurs à la campagne, la liaison de cet art avec la paysannerie pourra devenir plus organique. Pendant ce temps, la paysannerie produira sa propre intelligentzia créatrice. La méthode paysanne est — en économie, en politique, en art — plus primitive, plus bornée, plus égoïste que celle du prolétariat. Mais cette méthode paysanne, cette façon différente de procéder existe, et c'est un fait. Si l'artiste qui aborde la vie d'un point de vue paysan, ou plus généralement d'un point de vue paysan-intellectuel, est pénétré par l'idée de la nécessité et de la viabilité de l'alliance des ouvriers et des paysans, son œuvre sera historiquement progressive. Par les méthodes de la création artistique, il consolidera la collaboration historique nécessaire de la campagne avec la ville. La progression de la paysannerie en direction du socialisme constitue un processus profond, substantiel, multiforme et coloré ; nous avons toute raison de croire que la production artistique engendrée directement par ce phénomène enrichira l'art de précieux chapitres. La méthode, par contre, qui consiste à opposer à la ville le village organique, uni, « national », porté aux nues des siècles durant, est historiquement réactionnaire. L'art qui en surgit est hostile au prolétariat, incompatible avec le progrès et voué à la dégénérescence. Il est à opposer que, même du point de vue formel, il n'apportera rien en dehors de répétitions et de réminiscences.

Le poète Kluyev, les imaginistes, les frères Sérapion, Pilniak, et même des futuristes tels Chlebnikov, Kroutchenyck, Kamenski, manifestent plus ou moins consciemment un relent de moujik ; chez les uns, c'est un phénomène organique, chez les autres, il s'agit au fond d'un relent bourgeois transposé en langage moujik. Les rapports avec le prolétariat sont les moins douteux chez les futuristes. Les frères Sérapion, les imaginistes et Pilniak laissent paraître de-ci de-là la tendance à l'opposition au prolétariat ; du moins le faisaient-ils il y a peu de temps. Tous ces groupes reflètent, sous une forme très fragmentaire, la mentalité du village à l'époque de la collecte forcée du blé. En ces années, les intellectuels se mirent, dans les villages, à l'abri de la famine, et y recueillirent leurs impressions. Ils en tirèrent un bilan assez équivoque dans leur production artistique. Mais ce bilan ne doit pas être considéré hors du cadre de la période qui se termina par l'insurrection de Cronstadt. Un revirement considérable se produit présentement au sein de la paysannerie. Il se répercute chez les intellectuels et peut, et doit même, s'exprimer dans l'œuvre des compagnons de route « de tendance moujik ». C'est déjà en partie le cas. Sous l'influence de secousses sociales, auront lieu dans ces groupes, des combats intérieurs, des scissions, de nouveaux reclassements. Tout cela doit être suivi avec attention, d'un œil critique. Le parti qui, nous l'espérons, ne revendique pas sans fondement son rôle de

direction spirituelle, n'a pas le droit de passer à côté de cette question, en se contentant de discours à bon marché.

Un art purement prolétarien de vaste envergure ne pourrait-il éclairer et stimuler également le mouvement de la paysannerie vers le socialisme ? Il le « peut » bien entendu, tout comme la station électrique de l'Etat « peut » éclairer et entretenir la lutte paysanne, l'étable, le moulin. Il suffit de posséder cette station électrique et la ligne qui la reliera au village. Alors disparaîtra aussi, soit dit en passant, le danger de l'antagonisme entre l'industrie et l'agriculture. Mais nous ne possédons pas encore cette ligne, la station électrique elle-même fait défaut, et l'art prolétarien de même. L'art inspiré par l'orientation prolétarienne, y inclus les groupements de poètes ouvriers et les futuristes communistes, n'a pas fait plus de progrès dans la reproduction artistique des problèmes de la ville et de la campagne que, disons, l'industrie soviétique pour maîtriser les tâches économiques universelles.

Mais même en laissant de côté la paysannerie — et comment la laisser de côté ? — il s'avérera bien vite que le problème du prolétariat lui-même, cette classe sur laquelle se fonde la société soviétique, ne se présente pas aussi simplement que veulent bien le faire apparaître les pages de la revue « Lef ». En préconisant que l'on jette par-dessus bord la vieille littérature individualiste, non seulement parce qu'elle est dépassée dans sa forme, mais aussi parce qu'elle est contraire à la nature collective du prolétariat, les futuristes étalent une compréhension très défectueuse de la nature dialectique de la contradiction entre individualisme et collectivisme. Il n'y a pas de vérité abstraite. Il y a individualisme et individualisme. A force d'individualisme, une partie des intellectuels pré-révolutionnaires s'était précipitée dans la mystique, une autre partie pataugeait dans le futurisme chaotique et s'approchait du prolétariat — ceci soit dit pour son honneur — lorsqu'elle fut saisie par la révolution. Quand les membres de ce dernier groupe veulent reporter sur le prolétariat l'arrière-goût amer de l'individualisme qui leur est resté, on ne peut les absoudre tout à fait d'égoïsme, c'est-à-dire d'un extrême individualisme. Le malheur c'est que le simple prolétaire se débarrasse tout à fait de cette sorte de propriété. L'individualité prolétarienne ne s'est pas suffisamment formée et différenciée dans la masse. La conquête la plus précieuse du développement culturel que nous allons aborder sous peu résidera notamment dans l'accroissement de la qualification objective et de l'auto-conscience subjective de la personnalité. Il serait naïf d'affirmer que la littérature artistique bourgeoise pourrait être capable d'ouvrir une brèche dans la solidarité de classe. Shakespeare, Goethe, Pouchkine ou Dostoïevsky fourniront, avant tout, au travailleur, une présentation compliquée de la personnalité humaine, de ses passions et de ses sentiments ; il réalisera par suite, avec plus de profondeur et de finesse, les forces physiques de l'homme, le rôle de l'inconscient, etc. Le résultat en sera un enrichissement intérieur. Gorki fut pénétré dans sa première période par un individualisme romantique de lumpen-prolétaire. Il alimenta cependant l'aube de l'esprit de la révolution prolétarienne avant 1905, en suscitant l'éveil de la personnalité dans une classe où la personnalité éveillée cherche à établir la liaison avec d'autres personnalités éveillées. Le prolétariat a besoin de nourriture et d'éducation artistique ; il serait toutefois erroné de croire que le prolétariat constitue une pâte que les artistes, morts ou vivants, peuvent pétrir et modeler à leur image.

Le prolétariat qui est très réceptif aux idées et par conséquent aussi aux arts, ne dispose pas encore d'une éducation esthétique. Il n'est guère probable qu'il puisse simplement débiter à l'endroit où l'intelligence bourgeoise s'est arrêtée avant le déclenchement de la catastrophe. Tout comme l'individu répète dans son développement depuis le germe, biologiquement et psychologiquement, l'histoire de son espèce et en partie de la vie animale, la nouvelle classe qui, dans sa grande majorité, ne vient que de quitter, il y a peu, l'existence quasi préhistorique, doit jusqu'à un certain point répéter pour elle-même toute l'histoire de la culture artistique. Elle ne peut s'attaquer à l'édification d'une culture

de style nouveau avant d'avoir recueilli et assimilé les cultures anciennes. Ce qui ne signifie nullement la nécessité de retraverser lentement, systématiquement, palier par palier, toute l'histoire de l'art. Le processus d'appropriation et d'assimilation, lorsqu'il ne s'agit pas de l'individu biologique mais, d'une classe sociale, prend un caractère infiniment plus libre et plus conscient. Mais il n'y a pas de marche en avant pour la nouvelle classe sans coup d'œil en arrière, vers les points de repère essentiels du passé.

L'aile gauche de l'ancien art, qui s'est vu privé par la révolution de son terrain de travail avec une détermination sans précédent dans l'histoire, se voit contrainte dans son combat pour la continuité de la culture artistique de rechercher un appui dans le prolétariat, ou du moins dans la nouvelle sphère sociale qui se forme autour du prolétariat. Par ailleurs, nous voyons le prolétariat qui jouit de la situation de classe dominante, aspirer à l'art de manière générale et commencer à y prendre part ; ce faisant, il engendre la base d'une puissance de l'art inconnue précédemment. Dans cet ordre d'idées, il est exact que les journaux muraux des entreprises représentent une étape hautement nécessaire quoique encore assez éloignée de la littérature nouvelle. Mais nul ne s'avisera de dire : nous renoncerons à tout autre moyen tant que le prolétariat, s'élançant du tremplin des journaux muraux n'aura pas atteint une science artistique indépendante. Le prolétariat a besoin lui aussi d'une continuité de la tradition créatrice. Pour l'instant, il la réalise moins directement qu'immédiatement, à travers la production d'intellectuels bourgeois qui sympathisent plus ou moins avec lui, ou viennent chercher refuge sous son aile. Le prolétariat en tolère une partie, en soutient une autre, en adopte à moitié une troisième et en assimile entièrement une quatrième.

C'est la complexité de ce processus, la diversité de ses formes intérieures qui détermineront précisément la politique artistique du Parti communiste. Cette politique ne peut se trouver résumée en une formule qui serait plus brève que le bec d'un moineau. Mais cela n'est point indispensable.

# Comment les staliniens honorent Rosa LUXEMBOURG

Nous sommes heureux de pouvoir offrir à nos lecteurs le dernier article important du grand communiste allemand Paul Frölich, dont nous avons dans notre numéro précédent annoncé, avec regret, la mort. Cet article parut dans le numéro de janvier-février 1953 du bulletin de l'école de cadre bavaroise du Part social-démocrate allemand « Der Kochel-Brief ».

Il y a quelque temps, Fred Oelsner publia, chez Dietz, maison d'édition du S.E.D. de Berlin, une biographie de Rosa Luxembourg; à la même époque y parurent également deux tomes de « *Discours et écrits choisis* », de Rosa Luxembourg. Ces publications constituent une surprise. Depuis 1924, c'est-à-dire, depuis l'éclatement de la grande lutte pour le pouvoir, dans le Parti communiste russe, après la mort de Lénine, une campagne systématique fut déclenchée dans le Parti communiste allemand contre l'héritage spirituel de Rosa Luxembourg. Cette campagne fut déclenchée par Zinoviev, lorsque celui-ci était encore président de l'Internationale communiste et combattait aux côtés de Staline contre Trotsky. A chaque nouveau tournant dans la lutte de fraction et à chaque nouvelle doctrine élevée au rang de dogme, ces attaques furent élargies et accentuées. En travestissant et en falsifiant la pensée de Rosa, en y joignant l'ignorance et l'incompréhension envers des phénomènes historiques, on fabriqua le « luxembourgeoisisme », prétendu système d'erreurs théoriques et de fautes tactiques qu'il fallait annihiler pour que le véritable esprit du bolchevisme dirige les partis communistes. Il est vrai qu'on célébrait également la grande révolutionnaire chaque année, au mois de janvier, lors de la commémoration des 3 L (Lénine, Liebknecht, Luxembourg); il est vrai qu'on citait la parole de Lénine selon laquelle elle avait été, malgré tout, « un aigle ». Mais pour prouver son orthodoxie, l'orateur d'occasion s'efforçait tout de suite après d'énumérer toute la liste des péchés de Rosa Luxembourg.

A-t-on opéré maintenant un tournant ? Prend-on une position plus objective envers Rosa Luxembourg, en lui permettant de prendre elle-même la parole ? On pourrait presque le supposer, car Oelsner affirme à trois endroits de sa biographie qu'il dira « la vérité », « la vérité objective », et « seulement la vérité ». Mais, si l'on y regarde de plus près, on constate que d'après lui, Rosa Luxembourg était bien une militante remplie des meilleures intentions, qui, de temps en temps, pensait et agissait même correctement, mais qui était absolument inapte à diriger la classe ouvrière en raison de son « luxembourgeoisisme ». On « prouve » ensuite cette thèse en mobilisant une grande masse de pédantisme. Si nous ouvrons les « *Discours et Ecrits choisis* », nous y trouvons d'abord une préface de Wilhelm Pieck, ensuite trois articles de Lénine, et finalement un article de Staline. Cela fait 153 pages imprimées avant que Rosa Luxembourg puisse prendre elle-même la parole dans ses propres Œuvres choisies ! Tout ce rassemblement d'autorités ne vise qu'un seul but (après les rituels coups de chapeau à « l'aigle ») : prouver que Rosa Luxembourg avait commis dans sa vie erreur sur erreur ; qu'elle ignorait les conditions les plus élémentaires de la lutte révolutionnaire ; qu'elle avait toujours été une pauvre menchevik et que — comme Oelsner le constate lapidairement — « ses conceptions ont été une des causes décisives des défaites du Parti communiste allemand après sa fondation ».

Mais regardons de plus près ces affirmations.

## LA QUESTION D'ORGANISATION

Le premier article de Lénine est sa réponse aux articles devenus célèbres que Rosa Luxembourg publia dans la *Neue Zeit* de 1904 : « *Questions d'organisation de la social-démocratie russe* ». Elle y défendait une forme d'organisation démocratique du Parti contre le centralisme exagéré de Lénine. Lénine venait de publier, dans son livre « *Un pas en*

*avant, deux pas en arrière* », une analyse du deuxième congrès de la social-démocratie russe (1903) et un exposé de sa propre attitude en la matière. Lors de ce congrès, il avait défendu la conception d'un parti rigoureusement centralisé de révolutionnaires professionnels, qui devait être entouré de divers cercles

liés au Parti. Cette conception fut soulignée par des phrases caractéristiques ainsi conçues :

« *Bureaucratisme contre démocratisme, c'est-à-dire, centralisme contre autonomisme, voilà le principe d'organisation de la social-démocratie révolutionnaire en face du principe d'organisation des opportunistes de la social-démocratie... Le premier principe tend à partir d'en haut et défend l'élargissement des droits et pleins pouvoirs de l'organisme central par rapport aux parties.* »

« *La pensée fondamentale du camarade Martov... c'est précisément un « démocratism » déplacé, l'idée de la construction du parti de bas en haut. Mon idée est au contraire « bureaucratique » dans ce sens que le parti est construit de haut en bas, du congrès du parti aux diverses organisations du parti.* »

« *Opportunisme et anarchisme, ou bureaucratisme et formalisme ! C'est ainsi que se présente actuellement la question... Nous devons justement considérer cette forme sous laquelle la question a été posée par les événements, si nous voulons peser objectivement les arguments pour et contre ma formule.* »

« *Dans la mesure où le parti constitue un tout homogène, le contrôle sur les comités locaux doit lui être assuré... Notre statut, c'est la méfiance organisée du parti contre ses parties, c'est-à-dire, le contrôle sur toutes les organisations locales, régionales, nationales ou quelles qu'elles soient.* »

Naturellement, Lénine avait repris le mot « bureaucratisme » de ses adversaires pour les provoquer ainsi fièrement. Mais l'ironie légère qu'il laissa transpirer dans l'usage de ce mot disparaît presque entièrement dans la défense de son système dans lequel — comme Rosa Luxembourg s'exprima — « le Comité Central apparaît comme le seul noyau du Parti, et toutes les autres organisations (apparaissent) seulement comme ses organes exécutifs ». Lénine avait repris certains traits fort essentiels du type d'organisation blanquiste, cette organisation de la « minorité capable d'initiative », une élite repliée sur elle-même soumise à une discipline presque militaire. Il correspondait, par conséquent, tout à fait à la conception de Lénine, que le Congrès donne au Comité Central le droit statutaire, d'organiser des comités locaux, d'influencer leur composition, de les dissoudre et de les reconstituer éventuellement, de sorte que le Comité Central pouvait, en définitive, influencer de façon décisive la composition du Congrès lui-même, auquel il était subordonné. C'est précisément ainsi que Lénine chercha à atteindre son but, à savoir empêcher la pénétration du réformisme dans le Parti, par des moyens organisationnels.

Dans ses articles, Rosa Luxembourg expose les différences entre la tactique blanquiste et la tactique de la social-démocratie moderne, de laquelle décou-

lerait une différence profonde de formes et de méthodes d'organisation. Elle admet elle-même que la lutte exige l'unité et la centralisation du Parti, mais de sorte à assurer aux organes inférieurs l'initiative nécessaire et une critique efficace. Elle indique que le grand renouveau dans la tactique de la social-démocratie russe, qui venait de se produire depuis une décennie avec l'apparition des démonstrations de rue, des grèves de masse, etc., n'avait pas été inventé par des organisations et par leurs dirigeants, mais avait été « *chaque fois le produit spontané du mouvement déclenché* ».

Un organisme central trop puissant aurait tendance à devenir une force conservatrice, freinant l'apparition de formes de lutte nouvelles, comme cela se manifestait déjà au sein de la social-démocratie allemande. Un tel danger serait encore davantage accentué avec une structure d'organisation telle que Lénine la proposait. D'après elle, l'hypercentralisme de Lénine serait, dans toute son essence, porté non par un esprit positif, créateur, mais par un esprit stérile de gardien de nuit. Ses pensées seraient concentrées sur le contrôle de l'activité du Parti et non sur sa fécondation, sur la limitation du Parti et non sur son développement, sur un corsetage rigide, et non sur un véritable rassemblement des forces. Elle conclut par l'idée suivante : « *Des erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement beaucoup plus fécondes et valables que l'infailibilité du meilleur des Comités Centraux.* »

La réponse de Lénine, reproduite dans les « *Discours et Ecrits choisis* » de Rosa Luxembourg, ne reprend pas les arguments de Rosa, esquissés très brièvement ici. Il nie seulement avoir défendu un hypercentralisme. Son argument principal, c'est que les larges pouvoirs du Comité Central n'ont pas été revendiqués par lui, mais ont été introduits dans les statuts par une Commission composée en majorité de ses adversaires — coup polémique qu'il porta certainement avec un large sourire, puisque ces statuts correspondaient bien à ses propres conceptions. Toute la réponse de Lénine apparaît comme un plaidoyer en faveur de circonstances atténuantes ; plus tard, Lénine admit d'ailleurs qu'il avait exagéré les choses à ce Congrès.

Mais il est caractéristique de la façon dont a été conçue l'édition des « *Discours et Ecrits choisis* » que si l'on reproduit l'article de Lénine, presque incompréhensible pour le lecteur actuel, non seulement pour abaisser Rosa Luxembourg en tant que théoricienne, mais encore, pour l'accuser de méthodes polémiques malhonnêtes, on ne reproduit pas l'article de Rosa Luxembourg contre lequel Lénine s'adresse.

Il nous faut ajouter deux remarques concernant ce débat de l'année 1904. Il ne se passa pas un an avant que le point de vue de Rosa Luxembourg se trouva complètement justifié. Elle avait indiqué le rôle créateur des mouvements de masse, et cela est encore cité aujourd'hui.

d'hui comme son péché mortel. Mais pendant la révolution de 1905, ce fut l'action spontanée des masses qui forgea l'arme révolutionnaire : les grèves géantes aux millions de participants, et la direction centrale de lutte : le soviet des députés ouvriers de Pétrograd. Et Lénine qui abandonna dans la lutte pratique toute l'arrogance qu'il manifestait quelquefois dans les discussions théoriques, se vit amené à imposer à ses propres « hommes de comités » précisément les prin-

cipes d'organisation que Rosa Luxembourgeois avait défendus.

N'oublions d'ailleurs pas que la reproduction de l'article de Lénine à cet endroit précis a d'autre part, pour but de justifier la déformation monstrueuse des idées d'organisation léninistes par Staline, d'après lequel le Comité Central possède le droit d'imposer à des fonctionnaires incommodes, la confession de « crimes » qui les amènent ensuite au gîbet.

## LA QUESTION NATIONALE

On reproduit ensuite un long article (75 pages) de Lénine, de 1914 sur la question du droit des peuples, à disposer d'eux-mêmes ; qui contient une polémique contre un écrit polonais de Rosa Luxembourgeois datant de 1908-1909 : « *La question nationale et l'autonomie* ». L'article de Lénine apporte des arguments convaincants contre certaines conceptions de Rosa. Mais les éditeurs passent sous silence le fait que Lénine reconnut dans un long débat avec Boukharine, Radek et les camarades hollandais, que le point de vue stratégique de Rosa Luxembourgeois avait été correct, de son point de vue, dans la question décisive, la question polonaise. Ajoutons d'ailleurs deux points caractéristiques : l'article de Lénine représente la condamnation la plus violente de la politique nationale stalinienne ; aucun des travaux de Rosa Luxembourgeois sur la question nationale n'a été reproduit.

Alors que le recueil contient une série d'articles de Rosa Luxembourgeois qu'on aurait bien pu laisser de côté, parce qu'ils furent écrits au jour le jour, et sont de-

venus en partie presque incompréhensibles sans commentaires, on n'apporte pas aux lecteurs des travaux d'une importance exceptionnelle. Indiquons seulement à ce sujet les travaux polonais inconnus en Allemagne, que Rosa Luxembourgeois consacra aux problèmes tactiques de la révolution russe de 1905. Il est compréhensible que les éditeurs ne mentionnent même pas l'existence de ces articles, bien qu'ils les aient à leur disposition, car ces travaux indiquent non seulement toute l'importance de Rosa Luxembourgeois en tant que dirigeante révolutionnaire, mais constituent, en outre, la réfutation la plus éclatante d'une demi-douzaine d'attaques les plus violentes dirigées contre elle. C'est la méthode préférée de ce genre d'éditions, de diminuer toute personnalité qui n'est pas *persona grata* des autorités préposées, à l'aide de déformations, de falsifications et d'inventions pures, et d'enlever en même temps au lecteur toute possibilité de contrôler lui-même, aux sources, ces accusations et reproches.

## LA QUESTION DE LA NECESSITE DE LA SCISSION AVANT 1914

Cette méthode atteint son sommet dans la reproduction d'une lettre que Staline adressa en 1931 à la revue *Proletarskaja Revolioutsia*, qui clôt cette étrange ouverture aux discours et écrits de Rosa Luxembourgeois. Cette lettre inaugure, en quelque sorte la grande action de falsification systématique de l'histoire entreprise en Russie. Voici ce qui motiva sa rédaction. En 1930, l'historien du parti Sloutzki avait publié une étude dans laquelle il constata que Lénine n'avait jamais cherché avant 1914 à scinder la II<sup>e</sup> Internationale ou un des partis sociaux-démocrates européens, et qu'il n'avait même pas appuyé la lutte de la gauche allemande contre le « centre » marxiste autour de Kautsky. Sloutzki n'avait pas pu trouver un seul document prouvant le contraire. Cette constatation est absolument correcte. Lénine pouvait être enclin à désirer le départ de l'Internationale de certains courants, mais il était suffisamment réaliste pour comprendre que la scission d'un parti de masse est autre chose que la scission d'un parti illégal de cadre, qu'une telle scission aurait constitué une idiotie dans les circonstances données. Et Lénine

considéra Kautsky jusqu'à l'éclatement de la guerre, comme le théoricien dirigeant de l'Internationale et un de ses maîtres ; c'est un fait qu'il a repris de Kautsky une série d'idées qui ont été ces derniers temps attaquées ou défendues comme spécifiquement léninistes. Dans la discussion entre la tendance de Rosa Luxembourgeois et celle de Kautsky, Lénine ne voyait qu'un de ces conflits qui peuvent éclater occasionnellement entre penseurs d'un même courant, non une lutte entre des conceptions différentes. Qu'il en fut ainsi, est indiqué non seulement par le fait qu'il s'abstint d'intervenir dans toutes ces questions, mais encore par toute la fureur, propre à quelqu'un qui s'est trompé, avec laquelle il s'attaqua à Kautsky dès l'éclatement de la guerre, lorsque Kautsky déclara qu'il ne peut y avoir de lutte de classe, de véritable lutte contre la guerre pendant celle-ci. Lénine écrivit alors : Rosa Luxembourgeois a eu raison dans son jugement sur Kautsky.

Comment Staline réagit-il à l'étude de Sloutzki ? Il commença par décréter : Qui a besoin de documents et de preuves ? N'est-ce pas un axiome que Lénine

a toujours recherché la scission avec les opportunistes de la social-démocratie allemande (Kautsky) et avec les opportunistes de la II<sup>e</sup> Internationale dans la période d'avant-guerre ! Sinon, Lénine n'eut pas été un bolchevik ! Et comme la revue *Proletarskaja Revolioutsia*, en publiant l'article de Sloutzki, s'était bien délimitée de celui-ci mais avait ajouté qu'il était d'actualité et de grande importance d'analyser plus profondément le problème des rapports des bolcheviks avec la II<sup>e</sup> Internationale, Staline se déchaîna :

« Cela signifie que vous avez l'intention d'impliquer les gens à nouveau dans une discussion concernant des questions qui représentent des axiomes du bolchevisme. Cela signifie que vous avez à nouveau l'intention de transformer la question du bolchevisme de Lénine d'un axiome en un problème qui a besoin d'une « analyse plus approfondie ». Vous essayez de nous faire faire de la marche arrière quand vous essayez de transformer un axiome en un problème qui exige une « analyse plus approfondie ». Pourquoi?... Peut-être par libéralisme pourri, pour que Sloutzki et d'autres disciples de Trotsky ne puissent dire qu'on leur ferme la bouche ? Libéralisme bien étrange que celui-là... »

Il s'agit donc d'*axiome*, de fait n'exigeant aucune preuve ! Cela signifie : voilà un fer par trop chaud pour que quelqu'un puisse y toucher impunément ! Et Staline continue : Lénine n'a pas eu de succès dans sa lutte contre les kautskystes de la II<sup>e</sup> Internationale par suite des fautes de la gauche allemande, c'est-à-dire de Rosa Luxembourg. Il énumère alors tous les reproches qu'on n'avait jamais avancés contre Rosa Luxembourg, de façon grossière et plate. Finalement se déclenche contre le pauvre Sloutzki, une tempête où nous ne voulons citer que quelques injures : « émetteur de platitudes ; rat d'archives dégénéré ; calomniateur de l'histoire ; reproches bruyants ; manœuvre de fausserie ; contrebandier trotskyste ; trotskyste camouflé », etc. Il faut lire cette lettre pour comprendre le but de cet exercice de style. La main qui écrivait de telles injures cherchait déjà à se saisir du cou. Sloutzki devint la victime de ceux qui firent l'assassinat en masse de 1936-38. Et de même que Zinoviev, Boukharine, Smirnov, etc., furent forcés de travestir leur propre physiologie politique en une grimace repoussante, pour que Trotsky soit mûr pour la hache qui devait lui enfoncer le crâne, de même la campagne déjà menée depuis des années et maintenant reprise une fois de plus contre Rosa Luxembourg a pour but de déformer et de détruire le caractère politique de la grande révolutionnaire.

Il est tout à fait impossible de démasquer toutes les déformations et tous les faux, de même que toutes les bêtises, qui devaient être utilisées pour attaquer la théoricienne et la militante politique

Rosa Luxembourg. Il faudrait écrire un livre pour les réfuter. J'ai indiqué, dans un article publié dans le n° 2 (2<sup>e</sup> année) de la revue *Aufklärung* ce qui subsiste après un tel déblaiement de la prétendue « théorie de la spontanéité » de Rosa Luxembourg. Avant de passer à un problème plus spécial, donnons un exemple de la façon dont ces accusations se fabriquent. Dans les thèses pour sa « brochure *Junius* », Rosa Luxembourg avait écrit qu'à l'époque de l'impérialisme, il ne pouvait plus y avoir de guerres nationales. Lénine répondit que cela était erroné. Il énuméra une série de guerres nationales de défense possibles, même à notre époque, entre autres les guerres nationales de pays coloniaux et semi-coloniaux contre l'impérialisme, qui n'étaient pas seulement vraisemblables, mais même inévitables. En cela, il avait naturellement raison. Mais Lénine ajouta tout de suite :

« Il est possible qu'en niant la possibilité de guerres nationales, il ne s'agisse que d'un malentendu, d'une exagération occasionnelle en insistant sur l'idée parfaitement exacte que la guerre présente n'est pas une guerre nationale, mais une guerre impérialiste. »

En cela, il touchait juste. Chaque écrivain sait comment, pris dans l'étroit filet de ses propres pensées, on donne facilement une forme beaucoup trop générale à une pensée déterminée. Comme tout le passage d'où l'affirmation précitée est tirée l'indique clairement, Rosa Luxembourg n'y pensait qu'aux conflits entre des puissances impérialistes, chez lesquelles « les intérêts nationaux ne servent que de moyens pour tromper et pour asservir les masses populaires à leur ennemi mortel, l'impérialisme ».

Quiconque connaît les travaux de Rosa Luxembourg dans lesquels elle traite de la question coloniale, notamment son « Introduction à l'Economie politique », son « Accumulation du capital », sa « Brochure *Junius* », ne peut avoir le moindre doute qu'elle aurait appuyé avec un enthousiasme prononcé les guerres de défense des peuples coloniaux contre l'impérialisme. Mais on utilisa la remarque de Lénine ; d'abord, pour démontrer l'incapacité de Rosa Luxembourg à penser de façon théorique. Ensuite, on grossit le reproche d'étape en étape, jusqu'à ce qu'il devienne un véritable mensonge dans l'article précité de Staline :

« La gauche allemande... repoussa (!) la thèse de la grande importance révolutionnaire des mouvements (!) de libération des colonies et des pays opprimés. »

Ainsi le grand homme s'étant prononcé, l'esprit contre-révolutionnaire de Rosa Luxembourg devient « notoire ». Du moins cela suffit pour Oelssner, qui « constate » que « l'erreur de Rosa Luxembourg » ainsi découverte découle directement... de sa théorie de l'accumulation !

## LES « ERREURS » DE ROSA LUXEMBOURG EN MATIÈRE D'ÉCONOMIE POLITIQUE

Il faut nous occuper maintenant de ce Fred Oelssner. Jusqu'à présent, on avait l'habitude de reprocher à Rosa Luxembour certaines erreurs théoriques et des fautes tactiques isolées, qu'on relia ensuite les unes aux autres sous la marque déposée du « luxembourgeois ». Oelssner se charge par contre de liquider complètement la théoricienne Rosa Luxembour. Il a analysé à fond son œuvre et « constaté » : Elle ne comprenait rien à la philosophie, elle occupa « d'une part la position d'un matérialisme mécaniste, non-dialectique, d'autre part la position d'un idéalisme honteux ». Du matérialisme dialectique elle ignora le premier mot, enfin elle ignora tout de cette base philosophique de toute la science marxiste que le camarade Staline définit de façon classique. Le matérialisme historique « se modifia chez elle en un déterminisme économique simple ou, si l'on veut, en fatalisme historique ». Et finalement toute son œuvre économique est basée sur une incompréhension des fondements de l'économie politique marxiste. Elle n'a « pas compris complètement la loi de la valeur, la loi de développement fondamentale de la production de marchandises basées sur la propriété privée ». On voit : quelle ignorance ! Rosa Luxembour devient une naine devant ce géant de Fred Oelssner.

Il est vrai que ce Fred Oelssner est un homme si haut-gradé que Rosa ne parvient même pas à ses genoux ! Il est membre du bureau politique du S.E.D., chef de l'Institut Marx-Engels-Lénine, auprès du Comité Central du S.E.D., lauréat d'un prix d'Etat et régulateur stalinien de toute la science dans la zone orientale d'Allemagne. A Moscou, la faux de la mort du G.P.U. l'avait frôlé de près pendant les années 1930 et ainsi, il sait exactement ce qui convient en toute circonstance. Il chante les hymnes les plus émouvants sur son maître ; les œuvres de Staline lui apparaissent « les sommets de la connaissance humaine ». Il sait distribuer les platitudes de Staline avec les mêmes gestes magistraux que si c'étaient des ducats d'or. Voilà l'homme révé pour remettre une Rosa Luxembour à sa place.

Nous ne pouvons malheureusement pas analyser en détail ce qu'il écrit dans 40 pages de son livre au sujet de « L'Introduction à l'économie politique » de Rosa Luxembour. Il faut lui abandonner ses petits trucs et son pédantisme mesquin ; et, même parmi les questions sérieuses, nous ne pouvons choisir ici, que les plus importantes. Mais il suffit d'autre part d'examiner la critique d'Oelssner des conceptions économiques de Rosa Luxembour, puisqu'il dit lui-même que toutes ses « erreurs » partent de ces conceptions, qu'elle a « construit son système erroné pierre par pierre... sur sa conception économique fondamentale qui est erronée ». La critique d'en-

semble d'Oelssner vaut donc exactement ce que vaut sa propre conception économique.

D'après Oelssner, Rosa Luxembour ne sait même pas ce qu'est l'économie politique en tant que science. D'après elle, la science économique ne commence qu'avec le capitalisme. Elle continue :

*« L'économie politique en tant que science a fini son rôle dès que l'économie anarchique du capitalisme a été remplacée par un système économique planifié, organisé et dirigé consciemment par toute la société laborieuse. La victoire de la classe ouvrière moderne et la réalisation du socialisme signifient ainsi la fin de l'économie politique en tant que science. Voici où se noue l'interrelation particulière entre l'économie politique et la lutte de classe du prolétariat moderne... L'économie politique aboutit à la théorie de Marx, mais elle y trouve à la fois sa perfection et sa fin. Ce qui peut suivre c'est — outre le perfectionnement de la doctrine marxiste pour des cas spéciaux — seulement sa traduction en actes, c'est-à-dire la lutte du prolétariat international pour la réalisation de l'ordre économique socialiste. »*

Voici ce qui provoque le courroux de Fred Oelssner. Rosa Luxembour « cherche à réduire l'économie politique à la seule époque du mode de production capitaliste, alors que la production de marchandises existe comme on sait depuis bien 7.000 ans déjà ». Marx n'a-t-il pas reconnu l'économie politique d'Aristote, ne place-t-il pas le début de l'économie politique classique avec William Petty qui vécut au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle ? Cette science existe donc déjà depuis plus de 2.000 ans.

Oelssner ne nous répète cependant pas ce que Marx écrit au sujet d'Aristote. Celui-ci découvrit en effet que dans l'échange de marchandises contre argent il faut qu'il y ait quelque chose de commun entre les deux, mais quelque chose d'étranger à leur nature comme chose, à leur valeur d'usage. Mais son analyse échoua dans le manque de découverte du principe de la valeur :

*« Le secret de l'expression de la valeur... ne peut être déchiffré... que dans une société dans laquelle la marchandise est devenue la forme générale du produit du travail, dans laquelle donc également les rapports réciproques entre les hommes en tant que propriétaires de marchandises sont devenus le rapport social prédominant. Le génie d'Aristote brilla en ceci qu'il découvrit une relation d'identité dans l'expression en valeur des marchandises. Seule la barrière historique de la société dans laquelle il vécut l'empêcha de découvrir en quoi consiste en vérité ce rapport d'identité. »*

(Le Capital, tome I, ch. I.)

Dans le monde commercial grec encore modestement développé, un génie pouvait bien découvrir un problème économique, mais une science économique n'était pas encore possible.

Puisque Marx place le début de l'économie politique à Petty, nous ne voulons pas lésiner et admettons que Rosa Luxembourgeois a subtilisé 100 années au développement de cette science. Entre Aristote et Petty, il y a encore nombre de savants qui se sont occupés de problèmes économiques : les Italiens, Saint-Thomas d'Aquin, etc. On pourrait caractériser ces 2.000 ans comme la période *alchimique de l'économie politique*, la période dans laquelle, sur la base de l'esclavage ou de la société féodale, la production de marchandises simples et le commerce commencent à s'imposer par ci par là, puis à se généraliser. A cette époque, tous les phénomènes économiques sont encore transparents. On vécut au jour le jour, on donna et reçut, et tout était compréhensible à l'exception de quelques questions de détail qui créèrent des difficultés. Mais des centaines de phénomènes contradictoires et à cause de cela d'abord incompréhensibles, phénomènes qui culminèrent en ce que des centaines de milliers d'hommes devaient avoir faim parce qu'il y avait trop de vivres, ces phénomènes n'apparurent que plus tard, qu'avec « une société dans laquelle la marchandise devient la forme générale du produit du travail », c'est-à-dire la société capitaliste. C'est seulement dans cette société qu'on ressentit le besoin de l'économie politique en tant que science.

Que dire au sujet de cette science dans le socialisme ? Oelssner dit : « Nous savons aujourd'hui qu'avec le développement du mode de production socialiste s'est également ouverte une nouvelle étape dans l'économie politique, l'économie politique du socialisme, dont le représentant le plus remarquable est le cama-

rade Staline ». Oui, si on appelle « socialiste » une société pleine de contradictions éclatantes, avec le maintien du salariat et même l'apparition du travail d'esclave. Rosa Luxembourgeois, il est vrai, avait d'autres conceptions du socialisme. Dans une économie planifiée vraiment socialiste, pensait-elle, il faudrait sans doute employer encore nombre de sciences tributaires ; les mathématiques joueraient sans doute un rôle beaucoup plus grand qu'aujourd'hui ; des questions nouvelles feraient leur apparition qui se laisseraient résoudre facilement sous le capitalisme, grâce à la « demande effective », comme la question d'harmoniser les aspirations et désirs particuliers de tous les hommes avec l'efficacité productive calculée, ou la question importante de savoir combien de papier la société mettrait à la disposition d'un futur Fred Oelssner pour l'impression d'infamies stupides. La solution de toutes ces questions ne sera certes pas facile. Mais il n'y aura plus de phénomènes économiques mystérieux nécessitant une analyse scientifique. La nature posera encore des barrières à l'homme, mais il n'y aura plus de processus économiques qui se dérouleraient dans son dos et en dehors de sa volonté. Voilà comment on peut s'imaginer les choses pour une véritable société socialiste ayant atteint son plein développement.

Oelssner a donc tort quand il écrit : « L'erreur de Rosa Luxembourgeois provient de ce qu'elle prend comme objet des recherches (de l'économie politique) non les lois des rapports de production, mais les rapports d'échange, les lois anarchiques du marché, qui disparaissent naturellement sous le socialisme ». Il n'indique pas d'un trait mot quels « rapports de production » nécessiteraient une analyse scientifique dans une société où il n'y aurait plus ni anarchie ni exploitation.

## LA « CONCEPTION ECONOMIQUE BASEE SUR L'ECHANGE » DE ROSA LUXEMBOURG

Son principal reproche, c'est que Rosa Luxembourgeois aurait une « conception d'échange », qu'elle partirait dans son analyse de l'échange et non de la production. Quelquefois on a l'impression que quand Oelssner écrit « partir de », il veuille dire « commencer par ». On pourrait alors remarquer :

1) que « L'introduction à l'économie politique » ne traite en effet que de la circulation des marchandises et de la vente de la force de travail, parce que le reste du manuscrit, traitant du processus de production, a été perdu ;

2) que Marx, dans les 140 premières pages du *Capital* qui traitent des mêmes problèmes, ne se maintient également que dans la sphère de l'échange.

Ainsi Oelssner aurait prouvé — de mieux en mieux ! — que Marx n'avait pas compris sa propre théorie avant que lui, Oelssner, puisse la lui expliquer.

Mais il faut préciser ce reproche de la

« conception d'échange ». Ce sont les économistes primitifs qui partirent de l'échange, qui considèrent la plus-value comme une simple addition aux prix des marchandises lors de leur vente. De l'échange partaient également les premiers socialistes utopiques qui le considéraient comme une simple tromperie, puisque les ouvriers ne reçoivent pas la « pleine valeur de leur travail ». De l'échange partent aussi tous les économistes vulgaires qui regardent les problèmes économiques du point de vue d'un petit mercanti. Et c'est un tel point de vue de petit mercanti qu'on reproche à Rosa Luxembourgeois ! Comment ? Voici l'argument principal de Fred Oelssner :

« D'après les conceptions de l'auteur ( Rosa Luxembourgeois ), l'échange ne réalise pas le rapport entre des producteurs, reliés entre eux par le travail et séparés mutuellement par la propriété privée, mais l'échange crée

*cette interrelation et représente d'après elle le seul lien véritable entre les membres de la société. »*

De quoi s'agit-il ? Rosa Luxembourg oppose une société produisant des marchandises à une économie naturelle, plus exactement à une société communiste (primitive), dans laquelle les producteurs sont directement liés les uns aux autres dans la communauté, dans laquelle production et consommation forment encore un processus fermé. Afin de marquer de façon aussi frappante que possible les différences, elle suppose un saut brusque d'une société à l'autre. Elle prend un cordonnier qui auparavant couvrait les besoins de la communauté et qui, en échange, était entretenu par la société. Qu'arrive-t-il de ce cordonnier transporté dans une société produisant des marchandises ?

*« ...Personne ne dit à notre cordonnier qu'il doit produire, ce qu'il doit produire, combien il doit produire. Personne ne lui demande d'autre part s'il a besoin de vivres, lesquels, et combien. Personne ne s'occupe de lui; il n'existe pas pour la société. Il n'annonce son existence à la société qu'en apparaissant sur le marché avec les produits de son travail. On accepte son existence quand on accepte ses marchandises. Son travail devient du travail socialement nécessaire, c'est-à-dire, qu'il est reconnu comme un membre produisant de la société, dans la mesure où on accepte ses souliers en échange... En tant qu'homme privé, il n'est donc pas membre de la société; son travail privé n'est pas encore travail social... C'est chaque paire de souliers qu'il arrive à échanger qui fait de lui un membre de la société; comme chaque paire de souliers vendue l'exclut pour ainsi dire de la société... Ses souliers lui permettent de s'intégrer dans la société et ce, seulement dans la mesure où ils ont de la valeur d'échange, où ils sont vendables en tant que marchandises. »*

Tout cela est quand même tout à fait clair. Oelssner semble se heurter à la formule de Rosa Luxembourg concernant les liens sociaux qu'établit l'échange; c'est pourquoi pour lui Rosa devient une économiste vulgaire. Mais regardons ce que Marx lui-même écrit dans son passage célèbre sur le fétichisme de la marchandise (*Capital*, tome I, ch. I).

*« Comme les producteurs n'entrent en contact social les uns avec les autres qu'à travers l'échange des produits de leur travail, le caractère spécifiquement social de leur travail n'apparaît, lui aussi, que dans l'échange. Autrement dit : les travaux privés ne deviennent, en effet, des parties du travail social total que par les relations qu'établit l'échange entre les produits de leur travail, et à travers eux, entre les producteurs... C'est seulement dans cet échange que les produits du travail acquièrent une objectivité sociale égale en tant que va-*

*leurs, séparée de leur objectivité d'usage sensoriellement différente. »*

Qu'on compare les deux citations, et on constatera que les pensées concordent complètement dans les deux passages, bien que Marx, poursuivant un raisonnement différent, parte de la marchandise et non de l'homme. C'est l'échange qui donne une existence sociale aux marchandises et aux hommes. Et ainsi Marx lui-même devient pour le grand marxiste et lauréat du prix d'Etat qu'est Fred Oelssner, un misérable économiste vulgaire ! Et ce remplaçant du plus génial de tous les savants ne peut quand même commettre une erreur en la matière.

Suivons-le encore un pas. Il choisit un passage de « *L'Introduction à l'Economie politique* » de Rosa Luxembourg, qui dans son ensemble est ainsi conçu :

*« Nous avons fait réapparaître progressivement une certaine interrelation de façon tout à fait mécanique au sein de notre communauté qui, après l'effondrement du régime communiste et de la propriété commune, après la disparition de toute autorité dans la vie économique, de toute organisation et planification dans le travail, de tout lien entre les membres individuels, au lendemain de cette catastrophe, paraissait désespérée. Sans aucun accord entre les membres individuels, sans intervention d'aucune puissance supérieure, les tronçons différents se réunissent tant bien que mal en un tout nouveau. L'échange lui-même régularise de façon mécanique, pareil à une pompe, toute l'économie; il crée un lien entre les différents producteurs, il les oblige à travailler, il règle leur division de travail, il détermine leur richesse et le partage de cette richesse. L'échange gouverne la société. »*

Les phrases que nous avons soulignées, Oelssner les tire hors de leur contexte et trouble ainsi la compréhension de leur signification. Cela ne lui suffit même pas; il introduit cette « citation » de la façon suivante :

*« D'après Marx, c'est la loi de la valeur, résultant de rapports de production sociaux déterminés, qui régularise la production anarchique de marchandises. Pas pour Rosa Luxembourg. Pour elle, ce n'est pas la production qui est la base du développement social, mais l'échange. »*

Cela n'est, ni plus ni moins, qu'une falsification. En introduisant en contrebande dans le texte le mot « base » et en mélangeant « base » et « régularisation » il falsifie complètement le sens du passage de Rosa Luxembourg. On ne peut citer à sa décharge qu'un seul fait. Dans tout ce qu'il écrit, l'échange lui paraît quelque chose de tellement secondaire, accessoire, de moindre valeur, un facteur dont il ne faut tenir compte qu'en dernière analyse, lorsqu'on dresse le bilan de l'économie dans son ensemble. Ainsi il obtient un véritable complexe « anti-échangiste », et dès qu'il lit ce mot, son cerveau se vide de sang.

Dans l'économie de marchandises, production et échange constituent une unité indissoluble qui est justement l'économie dans son ensemble. Cela va tellement de soi qu'on ne peut supposer que Marx ne l'ait pas vu ainsi. Oeissner lui-même cite immédiatement avant sa falsification la phrase de Marx : « Ce que j'ai à examiner dans cet ouvrage (le *Capital*), c'est le mode de production capitaliste et les rapports de production et de circulation correspondants » (circulation signifie ici échange). La base du mode de production, ce sont les rapports de production. Leur caractéristique, sous le capitalisme, c'est le rapport entre ouvrier et capitaliste. Au cours de la production se réalise l'exploitation et se produit la plus-value. Dans l'échange on constate si la production anarchique, sans plan, correspond aux besoins sociaux (aux besoins capables de payer leur satisfaction !), si les marchandises peuvent être vendues et si, de ce fait, la plus-value contenue dans les marchandises peut être empochée, réalisée. L'échange régularise dans ce sens également, à travers des hauts et des bas, la production elle-même ; il détermine le niveau de la technique productrice et tout le reste, que Rosa Luxembourgeois indique dans le passage cité. Production et échange réagissent constamment l'un sur l'autre, se déterminent l'un l'autre. On n'a qu'à se représenter tout le mécanisme économique pour comprendre com-

bien tout cela va de soi. Mais comme certaines gens ont absolument besoin du témoignage d'une autorité pour faire confiance à leurs propres sens, nous leur offrons ici une formule particulièrement frappante de Marx dans la « *Critique de l'Economie politique* » :

« *L'échange des marchandises, c'est le processus dans lequel le métabolisme social, c'est-à-dire l'échange des produits particuliers d'individus privés, constitue en même temps la création de rapports de production sociaux déterminés, que les individus engagent mutuellement dans ce métabolisme.* »

Si Staline avait déjà démis Marx de ses fonctions, avec quelle violence Oeissner ne se serait-il pas attaché à cette citation !

D'après Oeissner, la conception de Rosa Luxembourgeois devient un « système erroné » de par son attitude envers l'échange et envers le problème de la réalisation de la plus-value. Ce « système » se manifeste ensuite dans son incompréhension envers une douzaine de problèmes fondamentaux de la théorie et de la tactique, sinon plus. Cela se manifeste notamment avec l'argent, dont elle énumère les fonctions « dans une succession (!) erronée », ce qui représente une erreur « décisive ». Cela se manifesterait également dans la façon dont elle traite la question des crises.

## L'ACCUMULATION DU CAPITAL

Oeissner cite ici un passage de Rosa Luxembourgeois concernant les effets du crédit, où elle dit que celui-ci accentue « la contradiction entre le mode de production et le mode de répartition, en accentuant à l'extrême la production tout en paralysant à la moindre occasion l'échange ». Cela n'est naturellement pas tout ce qu'elle a à dire sur les crises, mais cela suffit pour que Oeissner lui apprenne que, pour Marx, la contradiction fondamentale n'est pas entre la production et l'échange, mais entre le caractère social de la production et la forme privée de l'appropriation. Demandez à Marx lui-même son avis. Il écrit (*Capital*, tome III) :

« *Ainsi que sont les choses, le remplacement du capital investi dans la production dépend en grande partie de la capacité de consommation des classes non productives, alors que la capacité de consommation des travailleurs est partiellement limitée par le fait qu'on ne les utilise que dans la mesure où on peut les utiliser avec profit pour la classe capitaliste. La cause dernière de toutes les crises reste ainsi toujours la pauvreté et la limitation de consommation des masses face à la tendance des capitalistes de développer les forces productives de telle façon comme si la capacité consommatrice absolue de la société constituait sa limite.* »

Cela signifie que c'est par manque

d'une demande effective, empêchant l'échange de tous les produits, que les crises éclatent. C'est tout ce que Rosa Luxembourgeois avait affirmé. Cela nous amène à l'accumulation du capital. Heureusement, dans cette question fort compliquée, nous pouvons être fort brefs, puisque Oeissner lui-même ramène tout à un seul point décisif. On sait que Rosa Luxembourgeois était d'avis que les capitalistes assoiffés de profit étaient obligés par la concurrence d'étendre de plus en plus leur appareil de production et d'améliorer toujours de plus en plus leurs méthodes de production, accroissant ainsi la productivité. Mais cette masse toujours croissante de produits ne pouvait être pleinement distribuée dans les conditions capitalistes que si le capitalisme pénétrait toujours plus profondément dans des régions à modes de production arriérés, et détruisait ainsi ces modes de production. C'est un processus qui se serait manifesté dès l'origine du capitalisme et qui se déroulerait de façon de plus en plus accélérée. Si le capitalisme a pénétré dans le monde entier et s'est fait le seul mode de production, il se heurte à une barrière qui ne rend plus possible un développement capitaliste ultérieur, et il est condamné à s'effondrer. D'après Oeissner, toute cette théorie d'effondrement du capitalisme serait complètement non marxiste ; il n'existerait aucune barrière de la sorte ; cette conception découlerait de l'idée er-

ronée que Rosa Luxembourg se faisait de l'échange et de la réalisation de la plus-value ; elle démontrerait de cette façon son matérialisme mécaniste, son objectivisme, son fatalisme, et Dieu sait quels autres péchés contre le Saint-Esprit. Cependant nous lisons chez Marx (*Capital*, tome III) :

« Voici maintenant le deuxième acte du processus. Toute la masse de marchandises... doit être vendue. Si cela ne se fait point ou seulement en partie, l'ouvrier reste bien exploité, mais son exploitation ne se réalise pas comme telle pour le capitaliste, elle peut être combinée avec pas de réalisation, ou une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ; elle peut même être accompagnée d'une perte partielle ou totale du capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et de sa réalisation ne sont pas identiques... Les premières sont seulement limitées par la force productive de la société, les autres (celles de la réalisation dans l'échange, P.F.) par la proportionnalité des différentes branches productrices et par la capacité de consommation de la société. Cette dernière est cependant à son tour déterminée... par la capacité de consommation basée sur des rapports de distribution antagonistes, qui réduisent la consommation de la grande masse de la société à un minimum changeant seulement dans des limites plus ou moins étroites. Elle est, en outre, limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à l'accroissement du capital et à la production de plus-value sur une échelle élargie. VOILA LA LOI DE LA PRODUCTION CAPITALISTE, RESULTANT DES REVOLUTIONS CONSTANTES DES METHODES DE PRODUCTION, DE LA DEVALORISATION CONSTANTE DU CAPITAL EXISTANT CONSTAMMENT LIEE A ELLES, DE LA LUTTE DE CONCURRENCE GENERALE ET DE LA NECESSITE D'AMELIORER LA PRODUCTION ET D'ELARGIR SON ECHELLE SEULEMENT POUR SE MAINTENIR ET SOUS PEINE DE DISPARAITRE ; IL FAUT DONC CONSTAMMENT ELARGIR LE MARCHÉ. »

Ce passage contient tous les éléments essentiels de la conception de Rosa Luxembourg. Et si la disparition du capitalisme ne peut être empêchée que par l'extension constante du marché, ce n'est que mettre les points sur les i de constater que la disparition devient inévitable, lorsque cette extension du marché devient impossible. Il se comprend que longtemps avant que le capitalisme ait atteint ce point, l'espace devient trop étroit et la catastrophe s'ensuit ; Rosa Luxembourg l'avait d'ailleurs explicitement indiqué. Nous vivons justement

aujourd'hui une époque dans laquelle, devant un besoin d'expansion énormément accru du capitalisme, d'immenses territoires ont été arrachés au capitalisme et des révolutions coloniales éclatent. Si Oeissner écarte d'un geste de la main l'annonce de telles catastrophes par Rosa Luxembourg, il prouve seulement qu'il n'a aucune idée de la dialectique des événements mondiaux contemporains. La base de la construction de son accusation vient donc de s'effondrer.

Il reste à poser une dernière question : comment se fait-il qu'on honore ouvertement Rosa Luxembourg dans le monde stalinien en publiant ses ouvrages, alors qu'on cherche à réduire son importance par une mobilisation considérable de stupidité et d'infamie, et qu'on la présente comme une théoricienne qui a induit en erreur le mouvement ouvrier, parce qu'elle manquait de compréhension pour les problèmes fondamentaux de l'époque ? Ce régime utilise, à ses propres fins, toute tradition et tout préjugé, et enchaîne à son char une foule de personnalités historiques : Ivan le Terrible et Pierre le Grand, Souvorov et Koutousov, Goethe et Gerhard Hauptmann, Scharnhorst et Gneisenau et, si cela lui est utile, même Bismarck. Pourquoi ne pas y ajouter également Rosa Luxembourg ? Sa tradition vit peut-être encore chez beaucoup d'ouvriers, et beaucoup se rappellent leur passé socialiste en lisant son nom. Alors il faut créer l'impression que le présent est la continuation et l'accomplissement de ces vieilles idées et de ces anciens espoirs. Et à cette fin on se réclame de Rosa Luxembourg. MAIS ROSA LUXEMBOURG EST DANGEREUSE. ELLE A INDIQUE PROPHETIQUEMENT DES DANGERS DANS L'EVOLUTION RUSSE QUI SONT DEVENUS REALITE SOUS UNE FORME QU'ELLE N'AURAIT JAMAIS PU PRESENTIR SI TERRIBLE. ELLE S'EST DONNEE PASSIONNEMENT A UN SOCIALISME QUI NE SERAIT QUE REALISATION DE LA DEMOCRATIE A UNE ECHELLE PLUS ELEVEE, ET ELLE S'EST TOUJOURS OPPOSEE A TOUTE FORME DE PATRONAGE ET DE BRUTALISATION DU PROLETARIAT. ELLE EN A TOUJOURS APPELE A L'INTELLIGENCE CRITIQUE, AU COURAGE DES CONVICTIONS ET A L'ACTIVITE CONSCIENTE DES MASSES, BASEE SUR LA COMPREHENSION. Chacune de ses pensées est portée par le souffle de l'esprit de rébellion. Voilà ce qui est intolérable pour un régime qui a pour précondition l'obéissance aveugle, la soumission servile et l'absence de toute critique des masses. Voilà pourquoi il faut à la fois prononcer des louanges sans obligation à l'adresse de Rosa Luxembourg et l'abaisser systématiquement de façon confuse sous un masque de critique scientifique. Il faut arracher ce masque.

# Vingt ans après

Le 30 janvier 1933, Adolph Hitler était nommé chancelier du Reich allemand. Dans la nuit du 27 au 28 février, le Reichstag brûle à Berlin (1) ; le Parti communiste est mis hors la loi. Le 5 mars, aux élections parlementaires organisées sous la terreur des nazis au pouvoir, le bloc des nationaux-socialistes et du Parti national allemand obtient largement la majorité absolue des mandats. Le 24 mars, le Reichstag vote contre la seule opposition de la social-démocratie — les mandats communistes ayant été annulés — le *Ermächtigungsgesetz*, la loi sur les pleins pouvoirs qui met hors fonction la démocratie bour-

geoise. Successivement les partis politiques et, le 2 mai, les syndicats sont « mis au pas », c'est-à-dire soumis à la direction nazie. Le 16 mai, le droit de grève est officiellement aboli. Finalement, le 23 juin, le Parti social-démocrate est interdit. La dictature nazie, ainsi consolidée, allait subsister pendant douze ans, tuant des millions d'hommes en Allemagne et dans toute l'Europe, accumulant les souffrances et les ruines dans sa marche sanglante à travers notre continent, précipitant finalement sa propre patrie dans un « crépuscule des Dieux » sans précédent dans l'histoire moderne.

## SIGNIFICATION HISTORIQUE DU FASCISME

Le fascisme représente le lieu de rencontre entre deux forces sociales : la petite bourgeoisie paupérisée, désespérée par une crise économique prolongée qui ne lui ouvre plus aucune issue d'existence « digne », déçue par l'incapacité du mouvement ouvrier à résoudre radicalement à sa façon la crise de la société ; et le capital monopoleur, surtout l'industrie lourde, pour lequel, dans les mêmes conditions de crise économique et sociale prolongée, la démocratie bourgeoise (avant tout les libertés et les organisations ouvrières) devient un luxe insupportable menaçant directement le profit capitaliste. Des organisations fascistes petites bourgeoises, caractérisées par l'idéologie typique des classes moyennes désespérées — nationalisme exacerbé ; mystique du « chef » ; démagogie « sociale » ; attaques contre le mouvement ouvrier et le « parlementarisme pourri », etc. — existent depuis la première guerre mondiale dans presque tous les pays d'Europe. Recevant des subsides périodiques du capital mo-

nopoleur, elles sont utilisées comme menaces, moyens de pression ou moyens d'action plus directe contre le mouvement ouvrier. Mais il faut le concours de nombreuses circonstances, avant tout la conviction de couches importantes du capital monopoleur que la démocratie bourgeoise est arrivée à bout de souffle et que le mouvement ouvrier est trop passif ou affaibli pour riposter avec des chances de succès, pour que se créent les conditions nécessaires à la marche au pouvoir des organisations fascistes.

Le fascisme représente également une tentative désespérée de la part du capital monopoleur pour donner à la crise, économique et sociale, de structure du capitalisme décadent une solution temporaire : en comprimant par la violence les contradictions de classe à l'intérieur du pays, il cherche à créer les conditions économiques (diminution de la part du prolétariat dans le revenu national), politiques (concentration des pouvoirs) et militaires (réarmement accéléré sans égard aux conséquences sociales, le prolétariat étant paralysé dans sa capacité de résistance) pour la conquête de nouveaux marchés et champs d'investissement de capitaux, pour la conquête d'un espace vital agrandi. Le fascisme est donc en quelque sorte la compression temporaire des contradictions sociales, produites par la crise de déclin du capitalisme, et leur transformation en contradictions *internationales* exacerbées.

Historiquement, le fascisme apparaît ainsi comme la *contre-révolution triomphante*, balayant le mouvement ouvrier

(1) Un haut fonctionnaire de la police allemande, Gisevius, confirma dans ses mémoires, publiés sous le titre *Bis zum bitteren Ende* l'hypothèse formulée par tout le mouvement ouvrier international : ce furent les nazis eux-mêmes qui avaient incendié le Reichstag. L'idée venait de Goebbels, et avait été exécutée par un groupe de 10 S.A., pour la plupart assassinés le 30 juin 1934. L'un des incendiaires, criminel de droit commun, exclu des S.A., avait révélé tous les détails de l'entreprise à la police régulière.

organisé sur son chemin, écrasant, massacrant ou enfermant ses cadres, terrorisant et atomisant le prolétariat, se lançant finalement dans une guerre monstrueuse contre le premier Etat ouvrier. A l'époque de déclin capitaliste, la contre-révolution triomphante signifie que la bourgeoisie jette par-dessus bord toutes les « valeurs » auxquelles elle se vouait pendant sa période ascendante (rationalisme, souveraineté populaire, démocratie, libre développement de la personnalité, etc.). Mais cette contre-révolution ne peut modifier les fondements de la société : elle est au contraire une contre-révolution exécutée, réalisée, au profit des maîtres de la société. Si l'imixtion de l'Etat dans l'économie s'accroît, si même le droit de propriété est violé dans des cas particuliers (pour les Juifs et pour quelques magnats brouillés avec Hitler), il s'agit, en définitive, d'une intervention tendant à sauvegarder et à

garantir le droit de propriété et le profit des couches monopoleuses décisives de la bourgeoisie. Il s'agit donc d'une contre-révolution politique, en partie préventive, en partie tendant à éliminer les germes de démocratie ouvrière, révolutionnaire, qui existent au sein de la démocratie bourgeoise. Pareille œuvre de conservation sociale ne peut réussir que dans sa partie négative, destructrice, à l'époque du déclin capitaliste. Comme Mussolini avant lui, Hitler a pu effectivement dissoudre les partis et les syndicats ouvriers, tuer ou briser des centaines de milliers de cadres ouvriers à travers l'Europe. La révolution prolétarienne fut rejetée vingt ans en arrière dans ces deux pays. Mais il n'a pu éliminer aucun des facteurs de déséquilibre et de crise structurelle de l'économie capitaliste. Ces facteurs ont joué pendant son règne. Ils sont apparus avec un relief beaucoup plus fort après sa chute.

## POURQUOI LES NAZIS ONT-ILS PU CONQUÉRIR LE POUVOIR ?

Pour que le fascisme puisse prendre le pouvoir, il ne suffit pas qu'il y ait des organisations de petits bourgeois désespérés, attirant un courant de masse, et que des milieux déterminés du capital monopoleur soient prêts à les appuyer. Il faut encore que le mouvement ouvrier organisé s'avère incapable de faire face au danger qui le menace. Cette incapacité a une double origine : l'incompréhension de la nature particulière du fascisme d'une part ; la faiblesse de la riposte d'autre part.

L'incompréhension de la nature véritable du fascisme caractérisa aussi bien la direction social-démocrate que la direction stalinienne, en Allemagne et à l'échelle internationale. Pour les sociaux-démocrates, les fascistes apparaissaient comme des possédés frénétiques, regroupant les « extrémistes de droite pathologiques », incapables de diriger un Etat moderne. A plusieurs reprises ils prononcèrent l'idée qu'il fallait laisser Hitler s'user au pouvoir. Après la première grande victoire électorale des nazis, le 14 septembre 1930, lorsque le nombre des voix nazies passa de 800.000 à 6,5 millions, la presse social-démocrate expliqua que c'était la suprême victoire de Hitler. Après elle, il n'y en aurait plus d'autres ! Au lendemain du 6 novembre 1932, lorsque les nazis subirent un certain recul électoral, l'organe central de la social-démocratie allemande, le *Vorwärts* s'écria : « Voilà dix ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme ; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal ». Un autre journal social-démocrate, le *Leipziger Volkszeitung* écrivait le 21 janvier 1933, neuf jours avant la prise du pouvoir par Hitler : « Nous ne percevons plus que l'odeur de cadavre pourri : le fascisme est définitivement abattu ; il ne se relèvera plus ».

Le 25 avril 1932, le *Vorwärts*, de Berlin, écrivait : « Sans considérer les points de vue de la politique de l'Etat,

ça peut être un devoir politique que de leur permettre (aux nazis) de prendre le pouvoir ».

Non moins frappante était l'incompréhension des dirigeants du P.C. allemand et des dirigeants de l'Internationale communiste stalinisée. Le 16 novembre 1930, la *Rote Fahne*, organe central du P.C.A., écrit : « Le 14 septembre a été le point culminant du mouvement national-socialiste en Allemagne. Ce qui vient ensuite, ça ne peut (!) être que recul et déclin ». Et Thälmann renchérit dans son rapport devant le 11<sup>e</sup> Plénum du Comité Exécutif de l'Internationale communiste : « Nous avions constaté froidement (!) et sérieusement (?) que le 14 septembre avait été dans une certaine mesure le meilleur jour de Hitler, qui ne sera pas suivi de jours meilleurs, mais de journées pires pour lui. La caractéristique que nous avions donnée sur le développement futur de ce parti s'est déjà vérifiée... Aujourd'hui, les fascistes n'ont plus aucune raison de se réjouir » (*Internationale communiste* 1931, n° 17-18, p. 799 de l'édition allemande).

Qu'on oppose à ces manifestations d'inconscience, les durs rappels à l'ordre de Léon Trotsky : « Le fascisme est devenu un véritable danger en Allemagne... Celui qui veut le nier est un aveugle ou un bavard » (*Le tournant du Komintern et la situation en Allemagne*, septembre 1930).

D'ailleurs, dans la littérature stalinienne de l'époque foisonnent les définitions fausses et ridicules sur la nature du fascisme. La prime à ce sujet revient à Staline qui s'exprimait ainsi :

*Le fascisme, c'est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif (!) de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme. Il n'y a pas de raison de supposer que ces formations de combat de la bourgeoisie puissent obtenir des*

*succès décisifs dans des luttes où dans le gouvernement du pays sans le soutien actif (!) de la social-démocratie... Ces organisations ne s'excluent pas mutuellement (!) mais se complètent. Le fascisme est un bloc informe (!) de ces deux organisations... La bourgeoisie ne peut se maintenir au pouvoir sans ce bloc (!) » (cité dans l'organe théorique du P.C. allemand, Die Internationale, février 1932, p. 68).*

Non moins brillante est cependant la perle suivante de Thälmann : « Une estimation correcte du fascisme hitlérien en Allemagne nous garantit contre l'erreur (!) d'identifier purement et simplement un gouvernement de Hitler avec une dictature fasciste ouverte (!) » (discours : « L'issue révolutionnaire... », du 19 février 1932, p. 26). Dans la même veine, Thälmann endormit la vigilance des travailleurs en répétant à de nombreuses reprises que le fascisme ne pouvait pas arriver au pouvoir avec Hitler, puisque... il était déjà au pouvoir depuis longtemps ! Face à ces élucubrations criminelles, Trotsky lança, en novembre 1931 (*Le fascisme doit-il vraiment vaincre ?*) l'avertissement suivant :

« Si les nazis allemands arrivaient au pouvoir, ils détruiraient avant tout la fine fleur du prolétariat allemand, ils écraseraient ses organisations, ils annihileraient sa foi en lui-même et dans son avenir. »

Un ennemi qu'on n'estime pas à sa juste mesure ne peut être efficacement combattu. Aussi n'est-il pas étonnant que les deux grandes organisations ouvrières commirent les erreurs les plus grossières dans leur façon de combattre le nazisme.

Les sociaux-démocrates se contentèrent d'en appeler à... l'Etat bourgeois, à sa police, à la cour de justice de Leipzig contre la violence fasciste. Systématiquement ils endormaient la vigilance des travailleurs avec le mot d'ordre : « Ne vous laissez pas provoquer ». Lorsque le principal bastion social-démocrate, le gouvernement social-démocrate de Prusse, fut dissous purement et simplement par von Papen, les dirigeants sociaux-démocrates reculèrent sans combat. Lorsque Hitler était déjà au pouvoir, mais que les organisations ouvrières étaient encore debout, et que les masses réclamaient désespérément une action d'ensemble, les chefs responsables des principales villes d'Allemagne, du Reichsbanner, l'organisation de combat social-démocrate, se rendirent en motocyclettes à Berlin, suppliant qu'on leur donne enfin l'ordre d'engager la lutte. On leur répondit : « Du calme ! Surtout pas de sang versé ». (*D. Guérin, « Fascisme et Grand Capital », p. 138*). En pratique, cela n'empêcha guère Hitler de verser le sang des ouvriers communistes et sociaux-démocrates. Seul le sang nazi se trouva ainsi épargné !

Tout aussi criminelle fut la politique stalinienne. Celle-ci avait pour thème central : le coup principal doit être porté

contre la social-démocratie. On ne peut proposer à la direction social-démocrate de front unique contre le fascisme. Il faut d'abord détacher les ouvriers sociaux-démocrates de leurs chefs, avant de pouvoir battre les nazis.

« Le problème central de la politique communiste en Allemagne se trouve dans la question de diriger le coup principal contre le S.P.D. » (Thälmann : « Quelques erreurs », Die Internationale, novembre-décembre 1931, p. 491).

« Le S.P.D., lui-même, est devenu aujourd'hui une force fasciste active. » (Die Internationale, mai 1931, p. 197.)

« Dans tous nos discours, nous avons parlé du front unique par en bas, et nous refusons tout remplacement de ce front unique par en bas par une politique de bloc avec la social-démocratie ». (Gottwald, discours final au 12<sup>e</sup> Plénum du C.E. de l'Internationale communiste, septembre 1932, l'Internationale Communiste, n° 17, 1932, p. 1296, éd. allemande.)

« Sur la question posée dans sa brochure « Comment battre le national-socialisme ? », Trotsky ne donne toujours qu'une seule réponse : « Le K.P.D. doit constituer un bloc avec le S.P.D. »... Dans la constitution de ce bloc, Trotsky voit la panacée de la classe ouvrière allemande contre le fascisme : ou bien le P.C. constituera un bloc avec la social-démocratie, ou bien la classe ouvrière allemande sera perdue pour dix à vingt ans (!)... Voilà la théorie d'un fasciste (!) complètement perdu et contre-révolutionnaire. Cette théorie est la plus grave, la plus dangereuse et la plus criminelle des théories avancées par Trotsky au cours des années de sa propagande contre-révolutionnaire ». (*Der Rote Aufbau, 15 février 1932.*)

Il n'est que juste d'ajouter que, quand il était trop tard, le 5 mars 1933, l'Internationale communiste annula d'un trait de plume toutes ses théories des années passées et rejoignit la position de Trotsky pour passer tout de suite à l'autre extrême opportuniste, en écrivant :

« Le Comité exécutif de l'Internationale communiste invite tous les Partis communistes à faire encore une tentative de réaliser le front unique avec les masses ouvrières sociales-démocrates par l'intermédiaire des partis sociaux-démocrates... En adoptant et en réalisant en pratique (pareille politique de front unique)... le C.E. de l'Internationale communiste considère comme possible d'inviter les P.C. de s'abstenir de toute attaque contre les organisations sociales-démocrates (!) pendant la période de la lutte commune contre le capital et le fascisme. »

Le retard de trois ans dans l'adoption de la politique de front unique par en haut et par en bas a été chèrement payé par les travailleurs allemands et par l'Union soviétique...

## LE MYTHE DE LA CULPABILITE COLLECTIVE DU PEUPLE ALLEMAND

On a cherché *a posteriori* à trouver dans la « nature » du peuple allemand ou de la « race germanique militariste » les raisons de la victoire de Hitler. On a avancé le mensonge impudent que le peuple allemand aurait participé sans opposition, et même avec enthousiasme, aux entreprises barbares de Hitler en Europe et en U.R.S.S. Ces affirmations sont d'autant plus cyniques qu'elles sortent de la bouche de ceux qui, comme nous venons de le voir, portent eux-mêmes les plus lourdes responsabilités dans l'arrivée au pouvoir de Hitler. Le problème de ces responsabilités mérite cependant une analyse plus approfondie.

La victoire de Hitler apparaît tout d'abord comme l'*aboutissement* d'un long processus contre-révolutionnaire qui a commencé en 1918, dans lequel les forces réactionnaires que le prolétariat allemand avait été sur le point d'écraser en novembre 1918 furent systématiquement restaurées : reconstruction de la Reichswehr, des formations des *Freikorps*, ces noyaux autour desquels se constitueront les S.A. et les S.S., de la puissance du capital monopoleur, baillleur de fonds des nazis. La responsabilité première de cette restauration incombe à la social-démocratie allemande qui étouffa, à l'aide de ces forces, la révolution allemande, et fut balayée par elles dès qu'elles n'eurent plus besoin de sa couverture. Personne d'autre que Léon Blum lui-même a prononcé un verdict à ce sujet :

« La plus grave erreur de la social-démocratie, à mon sens, est de n'avoir pas profité de sa toute-puissance temporaire, au lendemain de la guerre et de la révolution politique, pour exercer une véritable dictature prolétarienne (!) ; si les formes et les cadres de l'Allemagne impériale peuvent se reconstituer aujourd'hui, c'est qu'en fait ils n'avaient jamais été rompus, et la dictature du prolétariat, prolongée pendant le temps nécessaire, pouvait seule les rompre. » (Le Populaire, 8 août 1932.)

Il est vrai qu'un dirigeant de la social-démocratie allemande pourrait rétorquer à feu Léon Blum (et aussi à Maurice Thorez) : « Si les formes et les cadres de la dictature vichyste, de la synarchie, peuvent se reconstituer aujourd'hui, autour de Pinay-Flandin et de de Gaulle, c'est que vous n'avez pas tiré profit de votre toute-puissance temporaire en juin 1936 puis en septembre 1944, pour les briser à tout jamais, au besoin en restaurant la dictature ouvrière... »

La victoire de Hitler fut une conséquence directe de l'exacerbation des sentiments chauvins des classes moyennes allemandes par suite de la politique de rapine de l'impérialisme français. Le Traité de Versailles, l'occupation de la Ruhr par Poincaré et le slogan : « Le Boche payera ! » se trouvent au moins autant à la base de la victoire nazie

que les crimes de Noske et d'Ebert, et que l'imbécile théorie du « social-fascisme » de Staline.

A ce sujet aussi nous pouvons citer des témoins bien vus de la meilleure société, notamment feu Louis Lévy, qui écrivit dans le même numéro du *Populaire*, du 8 août 1932 :

« Si l'Allemagne tourne aujourd'hui le dos à la démocratie, la faute en est avant tout à la politique de nos gouvernants, aux Poincaré, aux Tardieu, aux Laval... »

La principale responsabilité dans l'arrivée au pouvoir de Hitler incombe cependant aux magnats de l'industrie lourde et de la grosse finance allemande eux-mêmes. Au moment où l'on vient de libérer un Krupp ; au moment où les mêmes forces disposent de nouveau d'un pouvoir économique et politique complet en Allemagne occidentale, il n'est pas inutile de rappeler les étapes précises par lesquelles le capital monopoleur a conduit son *Führer* au pouvoir.

Deux dirigeants de l'industrie d'acier allemande ont joué un rôle prépondérant dans la préparation de la prise du pouvoir nazie : Fritz Thyssen, le principal actionnaire du trust d'acier *Vereinigte Stahlwerke*, et Emil Kirdorf, traditionnel « patron de combat », dont les multiples intérêts se trouvaient autant dans le domaine de l'acier que dans celui du charbon et de la métallurgie. Thyssen, qui, plus tard rompit avec Hitler, décrit en détails l'aide financière qu'il accorda aux nazis, ainsi que les manœuvres qu'il entreprit pour obtenir l'appui de l'industrie lourde en leur faveur, dans son livre « *I paid Hitler* », publié par Emery Reves (Farrar et Rinehart, New-York 1942). Quant à Kirdorf, il déclara le 1<sup>er</sup> mai 1936 :

« Lorsque je repense à ma vie, je ne saurais assez rendre grâce à Dieu qu'il m'avait donné une longue vie... et m'ait permis ainsi de venir en aide au moment opportun à notre *Führer* bien-aimé. » (Guérin : *Fascisme et Grand Capital*, p. 48.)

L'aide que ce pieux patriote accorda à son *Führer* ne consistait pas seulement en prières, mais aussi en pièces sonnantes, environ un demi-million de reichsmarks par an à un moment où la plupart des autres magnats se montraient encore assez réticents.

Le grand moment pour Hitler vint le 26 janvier, lorsque Thyssen organisa pour lui une réunion d'industriels et banquiers au *Industrieklub* à Düsseldorf. Son discours « fit une profonde impression sur les industriels rassemblés, et par la suite un nombre de grandes contributions financières commençaient à affluer des ressources de l'industrie lourde » (« *I paid Hitler* », p. 101). Le lendemain de cette réunion, trois magnats de l'acier, Fritz Thyssen, Ernst Pönsgen et Albert Vögler (président de l'association des

hauts-fourneaux allemands ; directeur de la *Vereinigte Stahlwerke* ; président du Conseil d'administration de la *Gelsenkirchener Bergwerks A.G.*) eurent une rencontre privée avec Hitler, Goering et Röhm (chef des S.A.), à l'occasion de laquelle on discuta notamment de la politique à suivre en matière ouvrière, au cas où Hitler prendrait le pouvoir.

Mais la transmission directe du pouvoir à Hitler eut des causes encore plus directement, « mesquinement » matérielles. Frappés durement par la crise économique, les cercles supérieurs des classes dominantes allemandes eurent recours à un véritable pillage de l'Etat pour renflouer leurs affaires. Deux scandales surtout furent connus : le scandale de la *Osthilfe*, et celui de la *Gelsenkirchener Bergwerks A.G.* Dans le premier cas, sous prétexte de venir à l'aide de la paysannerie ruinée par la baisse des prix agricoles, l'Etat accorda d'énormes crédits sans gages ni garanties aux gros propriétaires fonciers, les *Junkers*, de l'Allemagne orientale ; des personnes dans l'entourage immédiat du président de la République, le maréchal von Hindenburg, étaient impliquées dans ce scandale, notamment son propre fils. Dans le second cas, le magnat de l'acier Flick, proche de la banqueroute, se sauva en vendant à l'Etat son paquet d'actions de la *Gelsenkirchener Bergwerks A.G.* à 90 % de leur valeur nominale, alors que leur cours en Bourse ne s'élevait qu'à 22 % de cette même valeur ! Les deux scandales eurent un retentissement énorme ; et une Commission d'enquête parlementaire fut instaurée pour établir les responsabilités. Il s'agissait d'empêcher à tout prix les conclusions de ces travaux ; dans une réunion organisée par Thyssen entre les magnats de l'acier et Hitler, celui-ci promit de couvrir les scandales. La voie était libre pour la prise du pouvoir. Cependant, aux élections de novembre 1932, le Parti nazi avait subi un grave recul ; une forte crise financière secoua l'organisation ; Goebbels écrit dans son *journal* que la situation paraissait désespérée. C'est alors qu'un autre magnat capitaliste, le

baron von Schroeder, intervint pour sauver la situation ; le 4 janvier 1933, il organisa la rencontre décisive entre Hitler et von Papen qui amena les *Junkers* à faire pression sur Hindenburg pour nommer Hitler chancelier du Reich ; immédiatement après cette rencontre, une série de magnats industriels paya 1 million de RM pour le soutien particulier des S.S.

A peine Hitler était-il arrivé au pouvoir qu'il organisa de nouvelles élections. C'étaient les semaines décisives pendant lesquelles le mouvement ouvrier fonctionnait encore en semi-légalité, sa force non brisée. Hitler et Goering rassemblèrent le 20 février 1933 la plupart des magnats industriels. Hitler déclara :

« L'entreprise privée ne peut être maintenue à l'époque de la démocratie ; elle n'est concevable que si le peuple a une idée juste de l'autorité et de la personnalité. » (Trials of War Criminals before the Nürnberg Military Tribunals, Volume VI, *The Flick Case*, p. 43-44 ; Washington 1952, Government Printing Office.)

A l'appel de Goering, les industriels présents versèrent 3 millions de RM au fonds électoral des nazis...

Ajoutons que les procès de Nürenberg révélèrent le rôle particulièrement odieux des grands capitalistes dans l'organisation d'un appui particulier à *Himmler* et aux S.S. Des représentants des trusts *Vereinigte Stahlwerke*, *I.-G. Farben*, *Siemens-Schuckert*, *Rheinmetall Borsig*, *Braunkohle, Benzin A.G.*, etc. et des banques *Deutsche Bank*, *Dresdner Bank*, *Commerz et Privatbank* constituèrent un « *Freundeskreis des Reichsführer S.S.* » (Cercle d'Amis du Chef des S.S.). Le rôle principal de ce Cercle fut de verser annuellement environ 1 million de RM sur un compte spécial « S » à la banque *J.-H. Stein*, de Cologne (la banque du baron von Schroeder) « pour être utilisé pour certaines tâches en dehors du budget » ! (*The Flick Cas*, pp. 270-271). Quelques-uns des pires crimes contre l'humanité ont été préparés avec les fonds de ce « compte spécial »...

## COMMENT FUT BRISEE LA RESISTANCE OUVRIERE ALLEMANDE

Lorsque le drapeau à croix gammée flotta sur l'Allemagne, la première résistance et, pendant des années, la seule qui s'opposa à la dictature nazie, fut celle des *militants ouvriers allemands*. Pendant cinq ans, les seuls à remplir les camps de concentration nazis, à part les Juifs, furent les communistes et socialistes allemands. Alors que généraux, politiciens et industriels occidentaux, sans parler des bureaucrates soviétiques, mirent à de nombreuses reprises leurs mains dans les mains sanglantes des bourreaux nazis, le terreur régna en Allemagne. La résistance ouvrière fut réprimée dans des flots de sang, mais de nouvelles équipes de résistants se levèrent chaque fois à nouveau. EN MARS

1933, LORSQUE HITLER EUT DEJA CONQUIS LE POUVOIR, IL N'OBTINT QUE 3 % DES VOIX AUX ELECTIONS DES COMITES D'ENTREPRISE ! C'est la mesure exacte de « l'appui » que lui accorda le prolétariat allemand, et la limite à laquelle se restreint sa « culpabilité ».

Malgré la terreur, malgré la démoralisation terrible causée par la collaboration de tous les puissants du monde avec le dictateur nazi, la résistance ouvrière ne fut jamais éteinte. En janvier 1940, à Berlin seul, la Gestapo arrêta 47 personnes pour menées subversives de gauche (marxistes). En 1941, au moment des victoires nazies les plus éclatantes, plus de 11.000 personnes furent

arrêtées en Allemagne par la Gestapo pour activité subversive marxiste et plus de 26.000 journaux et publications clandestines saisies. (Günther Weisenborn : « Der lautlose Aufstand », Rowohlt Verlag Hamburg 1953).

Si la résistance ouvrière finit par s'épuiser finalement en Allemagne — sans d'ailleurs jamais s'arrêter complètement — cela est dû à deux facteurs : les succès internationaux de Hitler d'une part, la politique des directions ouvrières de l'autre.

Jusqu'à l'éclatement de la deuxième guerre mondiale, les dirigeants de la bourgeoisie internationale ont tout entrepris pour maintenir des relations amicales avec Hitler. Les concessions qu'ils n'avaient jamais voulu faire à des gouvernements sociaux-démocrates, ils les firent sans hésitation au gouvernement nazi. Chaque « coup » de Hitler réussit ; bien plus, après sa victoire la plus retentissante, l'accord de Munich, la Fédération des industriels britanniques conclut un accord de collaboration intime avec la Fédération patronale allemande. Rien d'étonnant à ce que la classe ouvrière allemande, épuisée et terrorisée après tant de pertes, finisse par se sentir impuissante contre un régime qui obtenait des succès face au monde entier !

Encore à la veille de la deuxième guerre mondiale, lors de la crise des Sudètes, l'opposition à la guerre était puissante en Allemagne ; l'état-major en était tellement conscient qu'il prépara même un coup d'Etat :

*« Le 27 septembre 1938, Hitler de retour à Berlin ordonna que les troupes du général von Witzleben défilent avec armes et bagages de guerre à travers les rues de la capitale en une marche de propagande afin de relever le moral de la population. Mais les masses qui pensaient que les régiments et les batteries qu'elles voyaient passer se rendaient à la gare pour être transportées (aux frontières) parce qu'on était à la veille de la guerre, reçurent les soldats avec un silence lourd et inquiet. Hitler vit les soldats passer par la Wilhelmsstrasse où il y avait à peine quelques applaudissements. Il était furieux. Il était impossible de mener la guerre*

*avec pareil peuple, dit-il à Goebbels... »* (Walter Görnitz, Der deutsche Generalstab, p. 480, éditions Frankfurter Hefte 1950.)

Mais l'accord de Munich fut le coup mortel pour toute résistance intérieure au nazisme en Allemagne.

Il ne faut pas non plus sous-estimer le coup terrible porté à cette résistance, dans les milieux communistes plus restreints, par l'accord Hitler-Staline, et les appels d'Ulbricht au prolétariat allemand « de défendre l'alliance avec l'Union soviétique contre les milieux réactionnaires (!) ».

La série ininterrompue des défaites internationales du mouvement ouvrier (Autriche et Espagne, 1934 ; Espagne et France, 1938) renforça le sentiment d'impuissance des masses allemandes sur lesquelles pesait le poids principal de la dictature nazie. En ce sens, la responsabilité des dirigeants sociaux-démocrates et stalinien internationaux est très lourde. Sous prétexte d'« unir les forces démocratiques contre le fascisme » ils subordonnèrent le mouvement ouvrier à la bourgeoisie impérialiste occidentale qui ne voulait pas combattre réellement les nazis et provoquer ainsi la victoire facile de Hitler sur toute l'Europe « démocratique ». Pour engager une véritable lutte contre le fascisme, il eût été nécessaire, comme le démontre le seul exemple victorieux, celui de la Yougoslavie, de liquider l'armature verrouillée de l'Etat bourgeois, et de créer un nouveau pouvoir vraiment populaire, l'ossature d'un Etat ouvrier basé sur les comités. Les germes d'une telle évolution étaient présents en Espagne, en France et en Belgique, en 1936. Pour ne pas « effrayer » la Cité de Londres, on les étouffa. La note de ce crime fut présentée le 10 mai 1940.

Ajoutons finalement que la façon dont la social-démocratie internationale et le stalinisme intervinrent dans la deuxième guerre mondiale, se plaçant sans réserve sur le terrain de la politique de « reddition inconditionnelle », appuyant et élaborant même des projets d'occupation, de démembrement et de réparation aux frais de l'Allemagne, n'était pas propre à permettre au mouvement ouvrier allemand de reprendre le chemin de la lutte active... (2).

## DU FASCISME A L'ETAT FORT

Dans le cauchemar du nazisme, il y a des traits fondamentaux de notre époque qui apparaissent à côté de traits occasionnels.

Ce qui est fondamental, c'est l'incompatibilité croissante entre un capitalisme dénué de réserves, menacé dans ses profits, exposé à des contradictions de plus en plus aiguës, et un mouvement ouvrier puissamment charpenté qui peut organiser une résistance farouche contre l'offensive du patronat.

Ce qui est occasionnel, c'est la personnalité, de maniaque de Hitler, son pro-

gramme raciste, la persécution des Juifs, la « percée » d'une bande de condot-

(2) Au procès de Nuremberg il fut révélé que le 7 novembre 1943 se tint à Munich une réunion des chefs de province et de district du Parti (en même temps principaux fonctionnaires d'Etat dans ces circonscriptions), dans laquelle le chef d'état-major général de l'Armée, Jodl, prononça un discours qui débuta ainsi : « Le défaitisme et les fausses nouvelles se répandent parmi les habitants de vos circonscriptions. Le trouble apparaît d'un bout à l'autre du pays. Tous les pleutres cherchent une issue... ».

tière plébéiens se mélangeant à la fine fleur de la société bourgeoise.

Ce qui est à la fois fondamental et occasionnel, c'est la forme particulière qu'a prise la dictature nazie : dictature d'un parti unique expropriant politiquement toutes les classes de la nation, y compris la bourgeoisie et ses partis, pour permettre l'exercice du pouvoir indirect (mais non moins efficace) des grands monopoleurs. C'était fondamental, parce que cela correspondait aux besoins particuliers de l'impérialisme allemand aux forces productives étouffant dans les frontières de Versailles, lancé dans une dernière tentative désespérée pour conquérir *seul* la domination sur une grande partie du globe. C'était occasionnel, parce que des formes déterminées de dictature sanglante deviennent de plus en plus indispensables à l'impérialisme, même si celui-ci n'agit plus indépendamment mais en bloc avec ses partenaires-concurrents, face à la menace des pays et des forces anticapitalistes.

C'est en ce sens qu'il n'existe aujourd'hui aucune menace fasciste directe en Europe. Aucune des bourgeoisies européennes — ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie allemande, sans parler de la bourgeoisie italienne ou de celle de pays plus petits — n'a les moyens d'une politique impérialiste indépendante sur l'échiquier mondial. Leurs appétits se résument, en réalité, dans le partage des miettes et des dons de l'Oncle Sam, et dans l'espoir d'une bonne part des dépouilles d'une Russie et d'une révolution coloniale défaite (pour le cas très improbable d'une telle défaite). Parce que la stratégie bourgeoise dans tous ces pays est une stratégie dans le cadre de l'alliance atlantique, il est inconcevable que le capital monopoleur puisse porter au pouvoir des forces ouvertement fascistes dans un avenir proche. Comme d'autre part, la situation économique ne pouvant se détériorer au point des années 1929-1933 — c'est précisément pour éviter une telle crise que l'impérialisme américain s'apprête à déclencher la guerre — les préconditions objectives pour une exacerbation du désespoir de classes moyennes à si grande échelle ne seront également pas données.

Par contre, les mêmes raisons qui impliquent cette absence d'un danger fasciste proprement dit dans l'immédiat en Europe impliquent l'existence du danger croissant de l'Etat fort pour la classe ouvrière. La préparation à la guerre, le fardeau croissant imposé au prolétariat, la résistance croissante de la classe ouvrière contre toute la politique impérialiste imposeront à la bourgeoisie, patronée par l'impérialisme yankee, de multiples tentatives pour mutiler ou éliminer pratiquement le mouvement ouvrier, pour diminuer sa capacité de réaction et paralyser la capacité de résistance de la classe ouvrière.

Dans l'impasse où a abouti le parlementarisme bourgeois du point de vue de la bourgeoisie, et devant l'impossibilité de recourir tout de suite à la dic-

tature fasciste, la bourgeoisie a cherché à maintenir la forme parlementaire en la vidant de son contenu dangereux : la puissance parlementaire du mouvement ouvrier. Par différents subterfuges (systèmes de listes combinées, élections à plusieurs tours, apparentements, systèmes où chaque électeur dispose de plusieurs voix, fixation arbitraire du nombre des députés accordés à un pourcentage déterminé de voix) le suffrage universel plus ou moins équitable a été, en fait, aboli en Grèce, en Italie, en France et est en train de l'être en Allemagne. Une partie importante des électeurs se trouve dorénavant privée de représentation parlementaire. En Italie, une première réforme électorale injuste, instaurant un système d'apparementement, s'étant avéré insuffisante, on a élaboré une deuxième « réforme ». En France, également, la bourgeoisie cherche à préparer pareille deuxième « réforme ».

Pendant la période précédente, le personnel dirigeant bourgeois en Europe était axé sur les partis du « centre ». Les partis sociaux-chrétiens apparaissaient comme les principales formations politiques de toute une série de pays (Allemagne, Autriche, Italie, Belgique, Hollande, partiellement aussi la France). Ces partis étaient capables d'opérer des renversements d'alliance, s'alliant tantôt avec la social-démocratie, tantôt avec la droite traditionnelle.

Plus les contradictions de classe s'accroissent et poussent l'ensemble du mouvement ouvrier dans l'opposition, et plus la direction bourgeoise doit se reconstituer. Le sens de cette reconstitution est un déplacement vers la droite ; l'alliance avec la social-démocratie commence à être définitivement éliminée ; et à côté de la droite classique apparaît en puissance l'extrême-droite participant à la coalition gouvernementale.

L'opération est conduite sous différentes formes en différents pays. En Allemagne, l'affaire Naumann a prouvé que de véritables forces nazies ont profondément pénétré dans deux des partis de la coalition de Bonn, la F.D.P. et la Deutsche Partei, dominant des parties entières de ces organisations. En Belgique, le Parti social-chrétien n'a obtenu et ne maintient une difficile majorité au parlement que grâce à l'appui critique que lui accordent les nazis flamands. En France, le gouvernement Mayer a été le premier cabinet de la Quatrième République arrivé au pouvoir grâce aux députés du R.P.F. En Autriche, le président du parti populiste, Raab, qui est en même temps le président de la Chambre des industriels et commerçants, a cherché à remplacer la coalition avec la social-démocratie par la coalition avec les indépendants néo-fascistes, après les dernières élections. En Italie, la nouvelle loi électorale prépare la coalition des sociaux-chrétiens avec les monarchistes d'extrême-droite.

Ce changement n'est nullement symbolique. Il a pour but de mettre au point une législation antisyndicale et antigré-

viste qui, le cas échéant, pourrait se heurter à la résistance non seulement du P.C. et du P.S., mais même de certains milieux syndicalistes chrétiens, et contre lesquels des appuis plus énergiques doivent être trouvés. Où donc les trouver sinon dans les milieux néo-fascistes et semi-fascistes qui, sans pouvoir accéder au pouvoir joueront ainsi le rôle d'aile marchante du bloc réactionnaire ?

Mais les projets bourgeois ne suffisent pas en eux-mêmes pour décider de l'évolution politique.

Contrairement à la conjoncture d'il y a vingt ans, nous ne vivons pas dans une époque de recul, mais de montée de la révolution mondiale. Contrairement à la conjoncture d'il y a vingt ans, la classe ouvrière n'a rien perdu de sa capacité de riposte aux attaques de la réaction. La classe ouvrière trouve et trouvera des ressources multiples pour réaliser

cette riposte au besoin en passant outre au conservatisme inné de ses directions traditionnelles.

Préparer, organiser, faciliter une telle riposte, c'est aujourd'hui une tâche de tous les militants révolutionnaires. C'est appliquer les leçons tragiques de l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

Comme le fascisme, l'Etat fort menace le mouvement ouvrier dans son existence même. Comme le fascisme, l'Etat fort ne peut être arrêté sans une politique de front unique, sans l'abandon de tout crétinisme parlementaire, sans l'élargissement et la généralisation des luttes ouvrières défensives en un assaut général contre le capital.

Plus que jamais, le dilemme devant lequel est placé le prolétariat européen n'est pas : démocratie ou dictature. Il est : dictature de la bourgeoisie ou conquête du pouvoir par le prolétariat.

# L'accusé

par **Alexandre WEISSBERG** (1)

Voici un témoignage de premier ordre sur la grande purge, des années 1936-1938, en U.R.S.S. Il est écrit par Alexandre Weissberg, physicien, spécialiste des basses températures, d'origine autrichienne, membre du P.C. autrichien, en 1927, qui se rendit en U.R.S.S. en 1931, appelé par l'Institut technique ukrainien de physique. Il fonda le *Journal de Physique* soviétique ; en 1933, il est chargé par le gouvernement soviétique de construire un vaste établissement expérimental à Kharkov dont il aurait dû devenir le directeur.

Au cours de 1937 il fut arrêté. Il demeura trois ans dans différentes prisons soviétiques, dans lesquelles ont déferlé les vagues successives de la « Grande purge », avant d'être remis en 1940 à la Gestapo avec plusieurs autres communistes et techniciens allemands.

De formation intellectuelle, scientifique, ayant nourri autrefois une incontestable sympathie pour le communisme et l'U.R.S.S. en particulier, doué d'un don remarquable d'observation minutieuse, objective des choses, et lui-même passionné de comprendre, malgré ses souffrances, le « pourquoi » de cette gigantesque « Purge », il a pu fournir dans son ouvrage touffu de 600 pages environ une fresque d'une puissance parfois extraordinaire de cette période inoubliable dans l'histoire de la Révolution russe et de l'U.R.S.S.

Les principaux renseignements que Weissberg apporte à l'étude de cette période sont les suivants :

a) il établit sur la base de calculs raisonnables à 7 à 8 millions le nombre d'individus arrêtés entre 1936-1938. (5,5 à 6 % de la population de l'U.R.S.S.) ;

b) il démontre que ceux-ci englobaient tous les éléments qui étaient effectivement contre le régime de Staline ou simplement susceptibles, par leur passé, leur formation, leur position, leur nationalité, de l'être ;

c) le mécanisme des « aveux » n'avait rien de spécifiquement « diabolique » ou secret. On les obtenait soit (jusqu'à l'automne 1937, environ) par « l'interrogatoire ininterrompu » de l'accusé jusqu'à ce qu'il « avoue », soit par la combinaison de ce moyen avec des tortures physiques et morales (surtout à partir de l'automne 1937) dans les cachots du Guépéou ;

d) la technique des « aveux » aussi stupide, invraisemblable et extravagant, que puisse apparaître leur contenu, était en réalité la seule possible pour le Guépéou afin de détecter à partir d'un accusé tout le réseau de ses connaissances, faire ainsi tache d'huile, dépister et arrêter en définitive toute l'élite pensante, effectivement ou seulement potentiellement contre le régime.

Un autre mérite de ce livre, plus passionnant par endroit que le plus attrayant roman d'aventures et de caractères, est qu'il illustre à l'aide de larges traits inoubliables, la véritable épopée des hommes qui ont lutté contre Staline, et qu'il a campé, d'une manière souvent fortement heureuse, la silhouette de véritables héros de certains d'entre eux, de certains des grands pionniers de la révolution et de la construction socialiste en U.R.S.S. Par contre, les conclusions et sa manière exclusivement « psychologique » et du reste contradictoire avec d'autres passages de son livre, d'expliquer le régime de Staline et la « Grande Purge », sont médiocres.

Alexandre Weissberg, qui fut un sincère communiste, a sombré, après son expérience douloureuse, dans le libéralisme bourgeois et les platitudes qui caractérisent ses analyses sociologiques. Mais il n'empêche qu'il a écrit malgré tout un très important livre à la mesure de son sujet. Nous y reviendrons.

M. P.

(1) Fasquelle, éditeurs, Paris.

# MOSCOU SOUS LENINE

par Alfred ROSMER (1)

Le livre de A. Rosmer est une surprise extrêmement agréable. On craignait que Rosmer n'écrive ces pages si importantes sur les premières années de la Révolution russe dans l'état d'esprit où le montrent certains de ses écrits récents dans *la Révolution prolétarienne* et qu'il ait oublié en quelque sorte l'auteur du « Mouvement ouvrier pendant la guerre ».

Heureusement, il n'en est rien. C'est du meilleur Rosmer, de cette figure de militant révolutionnaire parmi les plus pures, les plus sincères de la période 1914-1924, du mouvement ouvrier français.

Rosmer a fidèlement transcrit ses souvenirs de témoin de premier ordre de la période qui va de 1920 à la mort de Lénine en 1924, avec le souci constant de se montrer digne de l'expérience inestimable qu'il a vécue, de cette époque qui s'inscrit « dans la mémoire pour n'en plus sortir ». Il ne formule nulle part des réserves ou des critiques ni sur l'expérience globale de la Révolution russe jusqu'à la mort de Lénine, ni sur la politique du Parti bolchevik. Il essaie plutôt de comprendre et d'assimiler l'une et l'autre avec une sympathie et un respect sincères.

Son témoignage est si entraînant, il inspire une telle confiance qu'il a réussi à impressionner A. Camus, son préfacier et pourtant auteur de *l'Homme révolté*.

« Quand on lit de pareils témoignages, écrit celui-ci... on peut se demander au nom de quoi ceux qui, comme nous, n'ont pas eu la chance et la douleur de vivre au temps de l'espoir (*Note* : de la Révolution russe), prétendraient sur ce point à autre chose qu'à écouter et comprendre ».

Rosmer a fait œuvre utile qui, à côté d'autres livres comme celui de John Reed ou d'Arthur Ransome, facilitera la tâche de la nouvelle génération de militants ouvriers révolutionnaires pour reconstituer le vrai visage de la grande Révolution russe du temps de Lénine, atrocement défigurée par l'école des falsifications stalinienne.

Les lecteurs français trouveront d'autre part dans ce livre des informations abondantes et des critiques souvent très judicieuses, piquantes, sur les origines du mouvement français influencé par la III<sup>e</sup> Internationale, et les hommes qui l'ont représenté alors.

Souhaitons la plus large diffusion possible de ce livre écrit par quelqu'un qui s'est souvenu « d'avoir touché alors le plus haut de nos buts », et œuvrons-y nous-mêmes de notre mieux.

M. P.

(1) Editions Pierre Horay, Paris.

# Yo fui un ministro de Stalin

par Jesus HERNANDEZ (1)

La bibliographie concernant l'immixtion réactionnaire du Kremlin dans la guerre civile espagnole (1936-1939) et les « méthodes inadmissibles » qui l'accompagnèrent, se voit enrichie du livre *J'ai été un ministre de Staline*, dont le seul intérêt (la plupart des faits relatés étant déjà connus) relève de la personnalité de l'auteur Jesus Hernandez : ex-kominformiste, ancien membre du B.P. du Parti communiste espagnol et du Comité exécutif du Komintern, ayant pendant la guerre civile espagnole occupé le poste de ministre dans les gouvernements républicains.

Hernandez est toujours loin de soumettre les sujets politiques qu'il traite à

un examen marxiste. Il continue à croire contre toute évidence qu'en Espagne il n'était nullement question de révolution socialiste, mais de révolution démocratique-bourgeoise comme une étape préalable à un régime socialiste dont la date reste incertaine chez Hernandez. Ignorant donc la révolution prolétarienne espagnole que son maître Staline avait pourtant si bien vue qu'il courut l'étrangler, Hernandez s'emploie dans son dernier livre à accuser Staline d'avoir trahi la République espagnole, la démocratie, les droits de l'homme (de l'homme espa-

(1) Editorial America, Mexico DF, 1953.

gnol cette fois-ci), etc. La lutte du peuple espagnol, nous dit-il fort justement, n'était pour Staline qu'une carte qu'il jouait dans le tripot des tractations diplomatiques avec d'autres Etats. Or, ce que J. Hernandez reproche à son ancien maître n'est pas tellement le jeu, mais plutôt que Staline y trichait au détriment de « la patrie » de Hernandez.

Ceci dit, son dernier ouvrage ne manquera certainement pas d'offrir quelques indications valables à ceux qui sont intéressés à réfléchir sur les véritables rapports entre la bureaucratie soviétique et les directions des P.C. nationaux, à prospecter les sources réelles des frictions détériorant ces rapports, à s'expliquer les limites de celles-ci, limitées imposées d'une part par des conditions nationales et internationales données, et d'autre part, par la déformation bureaucratique des dirigeants de ces partis.

Nous voyons, en effet, en lisant ce livre comment le contrôle du Kremlin sur un P.C. ayant affaire à une montée révolutionnaire insurrectionnelle des masses, revint des mains des personnes interposées (du B.P.) à celles des envoyés spéciaux de Staline tenus pour incorruptibles à l'égard des sirènes révolutionnaires espagnoles. Le Bureau politique, aurait dit le secrétaire général du Parti José Diaz, est « à l'entière merci des « tovarich ». « Sous prétexte que je suis souffrant, personne ne vient m'informer de ce que fait la direction. Pour le savoir, je dois m'adresser à tel ou tel camarade, et c'est toujours la même réponse : On a fait ceci, on a fait cela à la demande de Codovila, sous l'ordre de Stepanov, sous les instructions de Togliatti... Des coolies du Kremlin, voilà ce que nous sommes ». Et Hernandez d'ajouter : « Disons-le sans pour autant offenser les coolies ». (P. 95-96).

Cependant ces « coolies », placés sur le même terrain politique que le Kremlin, n'arrivèrent jamais à se libérer de celui-ci ; ils finissaient toujours par succomber aux superstitions de leur propre église, les popes du Guépéou aidant. En définitive, il se pouvait que Staline avait raison sur tous... On pouvait, oui, ne pas comprendre le jeu subtil de « La Moustache », mais avoir des doutes sur « ce grand type... jamais de la vie ». (p. 24).

Les méthodes du Kremlin en Espagne dont parle Hernandez (chantage au sujet d'armes, calomnies, assassinats, etc) étaient indubitablement répugnantes et personne ne reprochera à Hernandez d'en avoir à l'époque senti « des nausées ». Mais il n'en reste pas moins que ces méthodes étaient dictées par le but que les coolies et autres s'étaient fixés, à savoir restaurer sur les ruines fumantes de la République front populaire une autre République plus « progressive », alors que les masses par elles-mêmes, étaient entrées nécessairement et résolument dans la voie de la révolution socialiste. Dans de telles conditions, il n'y avait pour ceux qui voulaient arrêter la roue de la révolution d'autres mé-

thodes que les méthodes de Noske. C'est pourquoi les ministres de Staline et les chefs du camp républicain, aux prises avec Moscou sur la question de savoir si la République à restaurer devait être tout « espagnole » ou par contre si elle devait être plus ou moins « russifiée », finissaient par emprunter les voies tracées par le Kremlin contre les révolutionnaires.

A titre de référence, les journées de mai 1937. Il s'agissait alors pour la classe ouvrière de chasser la tutelle du Kremlin en s'attaquant de front au cours politique antiprolétarien, c'est-à-dire de renouer le fil du 19 juillet. La question ayant été ainsi posée, les coolies, staliniens et autres, considérèrent qu'en matière de « méthodes inadmissibles » un retour au 19 juillet surclassait celles du Kremlin. Voyant que l'ennemi principal (le prolétariat révolutionnaire) se trouvait dans « leur » propre pays, ils l'écrasèrent, laissant de côté leur soi-disant lutte contre les « envahisseurs russes ». Ce n'est pas par hasard que Hernandez ne parle pas ou peu de ces journées dans son livre.

Une des méthodes les plus odieuses que les coolies finirent par consentir concerne la répression montée à Moscou contre le P.O.U.M. et dont Hernandez fait un récit très détaillé.

Le guépéoutiste Orlov, aidé de Vielaiev et d'autres avait été chargé de prendre en mains cette affaire. Aux dires d'Orlov des documents « compromettants » pour le P.O.U.M. auraient été saisis, prouvant que ces gens-là formaient un réseau d'espionnage franquiste. Un de ces documents était, selon Orlov, signé d'Andres Nin lui-même, d'autres portaient le sceau de l'organisation poumiste, ce qui les rendait hautement authentiques. Il fallait donc arrêter cette bande d'assassins « trotskystes ».

Hernandez et José Diaz se seraient opposés aux plans d'Orlov. Tout d'abord parce que « personne en Espagne ne nous prendrait au sérieux si nous disons que les trotskystes sont des agents de Franco ». (p. 58). Ensuite, nul ne croirait à cette étrange histoire d'espions qui signent de leurs vrais noms des documents secrets. En tout cas, aurait ajouté Hernandez, si de tels documents existaient, il n'y avait qu'à en référer au gouvernement républicain et charger les magistrats d'ouvrir l'enquête et de punir les coupables éventuels.

En rapporter au gouvernement ? Voilà une des erreurs de Hernandez, s'écria Orlov. Hernandez ignorait-il que l'ennemi était partout ?

Voulant soi-disant éviter le pire, J. Hernandez alla même proposer à Orlov un marchandage des plus répugnants : « Si vous voulez, nous pouvons employer tous les jours une page de notre presse pour les dénoncer comme une bande d'ennemis du peuple, mais ne montez pas des spectacles abracadabrants auxquels ne croirait pas le bon Dieu lui-même » (p. 93).

On sait comment la presse stalinienne du monde entier, tout particulièrement Jesus Hernandez, dans celle-ci, se livra à cette criminelle campagne qui allait faciliter la besogne d'Orlov.

Après quoi, Hernandez ne s'embarrasse pas pour écrire : « Andres Nin, l'ancien ami de Lénine, de Kamenev, de Zinoviev, de Trotsky, fut assassiné en Espagne par la même main qui en Russie avait exterminé toute la vieille garde bolchevik » (p. 124).

La formule pour en finir avec Nin qui « résistait incroyablement », écrit Hernandez, aux longs et terribles interrogatoires d'Orlov, aurait été donnée par un des collaborateurs de celui-ci, le commandant Carlos, qui se ferait nommer Vittorio Vidali en Italie. Elle consistait à faire « libérer » Nin par des agents de la Gestapo qui se seraient « camouflés dans les brigades internationales » — l'ennemi étant partout ! Ceci prouverait aux incrédules que Nin était bien un espion au secours duquel les fascistes étaient venus. Pour le reste, on jetterait le corps du « libéré » à la mer. Le plan Vittorio réalisé, Orlov rapporta par télégramme à Moscou : « Affaire A.N. classée par méthode A » (2).

L'arrestation et la disparition de Nin, parce qu'« illégales », auraient provoqué au Conseil des ministres les plus vives protestations des collègues de Hernandez. Il paraît que ceux-ci étaient surtout intéressés à parer « au scandale » que cette affaire ne manquerait pas de soulever à l'étranger. Mais le ministre de Staline reçut l'ordre de contre-attaquer et il le fit. Il menaça « de publier tous les documents compromettants pour le P.O.U.M. ainsi que les noms de tous ceux qui à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement, par souci de simples questions de procédure, couvraient les espions

de ce parti : le P.O.U.M. » L'attaque de Hernandez était, de son propre aveu, « démagogique, déloyale », mais il « n'y hésita pas ». Alors, le président Negrin, « conciliateur, proposa de suspendre tout débat jusqu'à ce que le ministre de l'Intérieur soit en possession de nouvelles concrètes sur Nin ». Et on passa à l'ordre du jour.

« J'étais, par ma victoire, saisi de nausée au point d'avoir envie de vomir », écrit 16 ans après l'ancien ministre de Staline (p. 113).

On sait que les « nouvelles concrètes » sur Nin n'arrivèrent jamais au ministre de l'Intérieur. On sait qu'en attendant, l'équipe ministérielle mit pratiquement hors la loi le P.O.U.M., emprisonna ses dirigeants et la plupart de ses cadres, et monta contre lui un procès où il s'agissait de punir non pas des espions franquistes — même le bon Dieu ne pouvait croire à de telles accusations — mais ceux qui par leur participation aux journées de mai avaient, paraît-il, aidé « objectivement » l'ennemi franquiste !...

Jesus Hernandez a beau faire *mea culpa* et plaider pour ceux qui « épris de loyauté envers le peuple espagnol » suivirent les ukases du Kremlin. « Les faiblesses de ces gouvernants à l'égard des Russes, écrit-il encore, trouvent une excuse dans leur patriotisme... » (p. 124).

De la loyauté et du patriotisme de ce genre, le peuple espagnol n'en voudra certainement plus.

Souhaitons en tout cas que les anciens ministres de Staline ne deviennent pas des ministres des Eisenhower, en Espagne ou ailleurs. En ce qui concerne Jesus Hernandez, ce souhait risque de ne pas être réalisé. Son dernier livre s'accorde fort bien de l'antistalinisme *made in U.S.A.* Il lui sera sans aucun doute épargné les foudres des « brûleurs de livres ».

E.

P.S. — Selon des informations récentes, l'Orlov, mentionné dans le livre de J. Hernandez, a pris le « chemin de la liberté ». La revue américaine *Life* a même publié quelques souvenirs de lui sur la répression contre l'opposition en U.R.S.S.

(2) Avant qu'Hernandez ne rende hommage au courage d'un Nin « résistant incroyablement » aux sévices d'Orlov, il écrit un livre intitulé *Nego y Rojo* où il était encore question de « cette bande d'assassins pquistes ». Il est vrai que Hernandez écrivait cela à Moscou, où rôdaient les Orlov...

## LIVRES REÇUS

DEVILLERS. — Histoire du Vietnam, 1940-1952 (Ed. du Seuil).

P. MUS. — Sociologie d'une guerre (Ed. du Seuil).

W. LEONHARD. — L'Union soviétique (Ed. du Fuseau).

## NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

### Le 4<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale convoqué pour 1954

Le 13<sup>e</sup> Plenum du C.E.I. qui s'est tenu en mai 1953, a décidé la convocation pour l'année 1954 du 4<sup>e</sup> Congrès Mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale.

La discussion préparatoire commencera en août 1953 sur deux textes initiaux :

a) Notre intégration dans le réel mouvement des masses ; son expérience et ses perspectives.

b) Montée et déclin du stalinisme.

A une date ultérieure, proche de la date de la convocation du Congrès, une résolution politique faisant le point de la situation internationale à ce moment, et incluant les tâches politiques de l'Internationale, sera présentée.

Les textes de la discussion internationale déjà élaborés seront prochainement publiés dans *Quatrième Internationale*.

### Bolivie

#### Nouvel essor de la révolution

Toutes les informations qui proviennent de Bolivie illustrent un nouvel essor du mouvement révolutionnaire des masses ouvrières et paysannes.

Les milices paysannes, ainsi que des détachements de cavalerie, furent organisés dans plusieurs endroits.

L'occupation des terres, par les paysans armés, continue malgré le vote d'une loi de *statu quo* à la campagne jusqu'à l'application de la réforme agraire, décidée par le gouvernement, qui doit commencer au début d'août.

La guerre civile dans les campagnes entre les paysans pauvres d'un côté et les féodaux et l'administration complice de l'autre, s'accroît. Les journaux font de plus en plus fréquemment écho du « désordre » qui règne dans la campagne et qu'ils attribuent aux « agitateurs trotskystes, membres du P.O.R. ». La situation la plus tendue règne dans la région de Cochabamba, la plus peuplée du point de vue population agricole.

Le secteur ouvrier, qui paraissait au début de l'année relativement calme, s'est animé à nouveau. Les ouvriers luttent contre l'inflation galopante et la cherté de vie qui ont suivi particulièrement la dévaluation de la monnaie, et contre la bureaucratisation des organisations syndicales. D'autre part, leur politisation s'accroît au fur et à mesure qu'ils prennent conscience de l'ampleur de la lutte engagée et de son importance, non seulement pour l'avenir de la Bolivie, mais encore pour le prolétariat latino-améri-

cain. Les mots d'ordre internationalistes qui figuraient dans la grande manifestation des masses le 1<sup>er</sup> mai, ainsi que le manifeste adressé par les mineurs de Potosi aux ouvriers du monde entier, en témoignent.

L'organisation des milices ouvrières s'amplifie parallèlement à celle des masses paysannes.

Quelques tentatives putschistes de la réaction ont été vite maîtrisées grâce à la prompt réponse des travailleurs armés. Elles ont compromis davantage certains hauts fonctionnaires de l'administration, de l'armée, de la police, qui avaient agi de concert avec les noyaux très actifs des émigrés au Pérou et, en partie, au Chili même. Elles ont favorisé les demandes des masses d'étendre leur organisation militaire et de centraliser sur le plan national, en même temps qu'elles ont mis le gouvernement dans une situation encore plus difficile.

En effet, celui-ci emporté de plus en plus en avant par le très puissant mouvement révolutionnaire des masses, et attaqué par la droite la plus réactionnaire qui a juré sa perte, est obligé de s'appuyer sur les masses et de leur faire d'amples concessions.

Cette pression se reflète entre autre dans le langage gauchiste très marqué qu'emploie aussi bien Paz Estensoro, devant les masses, que les ministres « ouvriers » de son gouvernement.

Le régime a évolué en effet en une sorte de « kerenskysme » très avancé,

beaucoup plus accentué que celui de Mos-sadegh, en Iran, par exemple.  
 Le P.O.R., section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, profite de cette évolution favorable pour parfaire sa préparation organisationnelle et idéologique, et surtout pour pénétrer encore davantage dans la masse des ouvriers et des paysans. Il veut de tenir une nouvelle conférence, qui se déroulera autour du mot d'ordre « Gagner le pouvoir ».  
 La conférence a enregistré les très grands progrès réalisés par le Parti dans les derniers temps, progrès souvent spectaculaires, et l'affluence massive de nouveaux éléments ouvriers et paysans. Le plus grand optimisme anime les trotskystes boliviens, luttant aux premiers rangs de la Révolution bolivienne.  
 Une tendance ouvrière du parti stalinien bolivien — qui reste très isolé — et publiant le journal *El Pueblo*, manifeste ouvertement ses sympathies pour le P.O.R. et critique violemment la direction de son propre parti pour sa collaboration avec le M.N.R. contre les trotskystes.

Colombie

Un appel du Comité Central des Forces de Libération

Pour réaliser ses plans réactionnaires, l'osmium avait besoin d'un instrument docile. Il le trouva dans le lieutenant général Rojas Pinilla, aujourd'hui président de la République. Servir d'instrument docile aux agissements de la réaction, était déjà une vieille habitude pour lui. Comme membre du commandement inter-allié dans la guerre de Corée, chargé de conduire le massacre en Asie, il fut l'instrument de l'impérialisme. Il fut également celui de Laureano Gomez, en consultant, légalisant et même ordonnant, en tant que chef des forces armées, les massacres. Il était déjà un instrument de la réaction quand, comme commandant de la troisième brigade, il mena la brutale répression dans la vallée de Cauca, dans El Dovio, Betana, Coyalán, etc., ainsi que la Maison libérale de Cali où des dizaines d'hommes, de femmes et d'enfants qui s'y étaient réfugiés trouvèrent la mort.

Peut-on espérer que le nouveau gouvernement accordera au peuple la liberté et donnera satisfaction à ses revendications les plus urgentes ? Sûrement non ! Ce n'est qu'un autre masque de l'oligarchie qui, égrégée par la résistance toujours croissante des masses populaires, veut parer à cette résistance et l'apaiser.

De son côté, la direction libérale utilise la situation créée pour arriver au sommet de sa politique capitulaire. Son éventuel soutien au gouvernement — dont on parle déjà — son manque d'application claire sur ce que signifie ce gouvernement, et ses vues concernant le désarmement des guerillillas, sont autant de points de repère sur le chemin de la trahison. La direction libérale est liée par des intérêts communs à la clique des conservateurs. Leurs petites querelles internes n'ont aucune importance de vant la peur que l'une et l'autre ont du peuple révolutionnaire.

Le Comité Central des Forces de Libération de Colombie, on s'est débattu puis longtemps une guerre civile, vient de diffuser le manifeste suivant adressé aux travailleurs et au peuple colombiens. Nous reproduisons ce texte si intéressant sur sa ligne générale et les revendications mises en avant.

AUX TRAVAILLEURS ET AU PEUPLE COLOMBIENS

Toujours soucieux d'orienter l'opinion et les activités des masses populaires, le Comité Central des Forces de Libération tient à préciser sa position devant les récents développements de Colombie. Elle n'a pas été renversée par les solitaires, mais a été renversée par les solitaires, mais par la force irrésistible du peuple, résolu à ne plus supporter les répressions et les crimes.  
 Par son incapacité et son aventurisme, le gouvernement Laureano Gomez s'est déjà aliéné la confiance des groupes les plus habiles de son propre parti et même de sa propre classe. S'ils ont, au moyen de l'armée, congelé le gouvernement, ce n'est pas pour satisfaire les aspirations de justice ressenties par le peuple, mais en vue d'organiser mieux et plus efficacement la défense de leurs intérêts privés.

Dernière les apparences austères et honorables du coup d'Etat militaire, se monte déjà la figure sinistre du *osmium*, c'est-à-dire de celui qui écrasera, par le feu et le noya dans le sang, l'insurrection populaire du 9 avril ; qui, ensuite et même avant, martyrisa par des méthodes effroyables les opposants au régime ; qui assassina le porte-parole des aspirations populaires Jorge Eliecer Gaitan ; qui enfin, pronant la paix et la démocratie, recourut au meurtre et à la fraude pour imposer au peuple Laureano Gomez lors des élections de 1950.

comme elles s'étaient unies pour réprimer la révolution d'avril et envoyer à la mort, en Asie, des jeunes gens pour le meilleur profit des grandes firmes capitalistes.

La Colombie n'a nullement besoin d'hommes nouveaux qui pratiquent de vieilles politiques, mais de conditions sociales où tous les aspects de la vie nationale se trouvent modifiés.

Le peuple a eu beaucoup de morts. Les vies qu'il a perdues ne seront pas perdues en vain. Le sang qu'il a versé fera pousser et enraciner, dans le pays, la justice et la liberté.

Face à l'union de ses oppresseurs, le peuple doit se montrer uni, lui aussi. La chute du gouvernement Laureano Gomez, c'est aux sacrifices des hommes et des femmes de toutes les villes de Colombie, aux sacrifices des ouvriers, des paysans, des étudiants, des intellectuels, qu'on la doit. Et ils doivent tous serrer les rangs pour que personne ne leur arrache une victoire qui leur appartient.

La liberté que le peuple demande, seul le peuple peut la conquérir.

Il faut exiger du gouvernement :

- La liberté immédiate de tous les prisonniers politiques ;
- Le retour des exilés ;
- La liberté de presse, de réunion, d'association politique et syndicale, le droit de grève ;
- Le jugement et la punition par des tribunaux populaires de ceux qui se sont rendus coupables de meurtres et d'autres crimes ;
- L'expropriation de leurs biens pour indemniser les victimes ;
- La dissolution de la police, aussi

bien la police nationale que la police secrète, l'épuration de l'armée ;

- La dissolution de la Constituante, élue à l'insu de la volonté démocratique ;
- La rupture des pactes qui nous liotent à l'impérialisme et le rappel des troupes expéditionnaires colombiennes ;
- L'augmentation immédiate des salaires pour faire face au coût montant de la vie ;
- Le contrôle des prix par la population.

On ne peut pas espérer que la clique ospiniste-militaire accorde tout bonnement ces revendications. Ce sont les forces populaires qui doivent exiger satisfaction et être vigilantes pour les imposer par leur propre action. Pour y parvenir, il est urgent d'organiser des comités de quartiers, d'usines, et des comités paysans ; de maintenir les guérillas armées et d'unir les couches ouvrières et populaires autour de ce programme minimum.

Il se peut que le gouvernement accorde dans l'immédiat certaines libertés afin de mieux cacher ses véritables plans. En tout cas, les masses en profiteront pour leurs propres buts.

Seuls, un puissant mouvement ouvrier organisé et une force politique à contenu populaire, ayant un programme révolutionnaire, peuvent conduire le peuple colombien à la victoire décisive.

Travailler à l'organisation, à l'unité d'action, voilà le devoir de tout ouvrier colombien conscient, auquel il ne saurait renoncer.

LE COMITE CENTRAL  
DES FORCES DE LIBERATION.

## Argentine

### Nouvelles luttes de masses

*Buenos-Aires, mai 1953.* — Au cours des six dernières semaines la classe ouvrière argentine s'est mobilisée, prouvant par sa lutte pour la défense de son niveau de vie sa décision d'approfondir la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, malgré le frein que représente pour elle sa direction actuelle.

Surge de la base pour une augmentation de salaires et contre la cherté de la vie, cette mobilisation menaçait de se généraliser. Prenant les devants, Peron et la bureaucratie de la C.G.T. se mirent à canaliser le mouvement vers la lutte contre les spéculateurs, puis contre l'oligarchie argentine et l'impérialisme.

Dans ces développements les travail-

leuses et les ménagères, frappées plus directement par la montée de prix, ont manifesté animées d'un grand élan combatif.

La mobilisation pour une augmentation de salaires et contre la cherté de la vie prenait de l'ampleur parce que surgie des travailleurs du rang. Plusieurs secteurs ouvriers demandaient depuis longtemps une augmentation de salaires, mais leurs cahiers de revendications somnolaient dans les dossiers établis par la bureaucratie, ce qui poussa la classe ouvrière à prendre l'initiative. La montée des prix battait son plein, tandis que l'économie du pays entrait dans une période de reprise relative. Pendant la

période précédente, notamment au cours du 2<sup>e</sup> semestre de 1952, alors que l'économie du pays dégringolait, que nombre de fabriques étaient fermées et que l'activité commerciale diminuait, le gouvernement avait pris toute une série de mesures cherchant à éviter l'éclatement d'une crise provoquée par le chômage et à parer aux luttes des masses contre celui-ci. Ainsi, le gouvernement accorda des crédits aux industries et aborda la réalisation de travaux publics. Ceci, joint à une bonne récolte de blé et de maïs après deux ans de sécheresse ranima relativement la situation économique du pays. Les fabriques furent ouvertes et un emploi presque total s'ensuivit. Mais tout cela s'accompagnait d'une montée accélérée des prix non seulement en ce qui concernait les denrées alimentaires, mais aussi des articles de consommation — les prix n'ayant en raison de la demande moindre pas beaucoup augmenté dans la période précédente. A cela vint encore s'ajouter une raréfaction des produits principaux dans l'alimentation des travailleurs, comme ce fut le cas pour la viande ; elle manquait surtout à Buenos-Aires, les marchands de bétail ayant augmenté les prix de gros pour le marché intérieur.

Le mécontentement des masses s'exprima par plusieurs manifestations. Les métallos, à leur congrès, demandèrent une augmentation urgente des salaires. Les ouvriers de l'Electricité exigeaient une augmentation de 250 pesos par mois et demandaient la convocation d'un congrès pour combattre la montée des prix. De meilleurs salaires furent également demandés par les ouvriers de plusieurs autres fabriques. L'agitation se développa, ces revendications étant mises de côté par la bureaucratie. Alors les ouvriers commencèrent à agir pour obliger leurs dirigeants à mener la lutte pour une augmentation de salaires. Les métallos de Avellaneda (centre industriel le plus important) ébauchèrent un mouvement tendant à coordonner l'action entre les usines. La raréfaction des denrées alimentaires, surtout de la viande, provoqua une agitation parmi les ménagères dont l'action la plus importante fut de se présenter en masse dans le port où, aidées des dockers, elles empêchèrent l'embarquement de cargaisons de viande destinées à l'exportation.

Toutes ces actions tendaient à se généraliser dans une mobilisation de la classe ouvrière argentine dont l'expérience s'est beaucoup enrichie cette dernière année par suite de sa lutte contre le chômage. Ce fut justement pour empêcher un mouvement généralisé que la bureaucratie de la C.G.T. et Peron firent leur apparition sur la scène. Peron y fut forcé par plusieurs raisons : 1<sup>o</sup> Il ne saurait permettre à la classe ouvrière une mobilisation indépendante car les travailleurs prendraient par là conscience de leur propre force et finiraient par arracher une augmentation de salaires plus grande ; 2<sup>o</sup> Il ne pouvait pas non plus consentir — comme l'an dernier —

une augmentation de salaires car l'économie du pays venait justement de sortir d'une période maigre pour les profits de la bourgeoisie et celle-ci voulait se rattraper rapidement avec la reprise économique. Ce fut d'ailleurs dans ces termes que la bourgeoisie s'exprima à la réunion de la Commission consultative économique où elle menaça de fermer les fabriques si une augmentation de salaires lui était imposée.

Dans ces conditions, Peron a voulu s'en sortir en battant le tambour contre les spéculateurs et pour une baisse de prix, notamment dans les denrées alimentaires. Placé dans un dilemme — avoir à freiner un mouvement de masses et tiraillé en sens opposé par le besoin qu'il a de leur soutien —, c'est-à-dire sollicité d'une part par l'impossibilité de consentir une augmentation de salaire et ne pouvant pas, d'autre part, braver les masses, Peron détourna leur action en avançant une campagne contre les spéculateurs, visant surtout les petits commerçants. Campagne qui ne se payait nullement de mots ; ainsi l'on força des petits commerçants et quelques grossistes, dont quelques-uns furent emprisonnés, à baisser le prix de divers articles, particulièrement des denrées alimentaires.

Ces mesures portèrent, non dans le sens qu'elles diminuaient la combattivité des masses, mais que celle-ci était détournée de son but initial et orientée maintenant vers une lutte contre les spéculateurs et pour un contrôle des prix. Quant aux ménagères, elles menèrent une ardente lutte, quoique inorganisée, pour ce contrôle des prix, et manifestèrent en masse le 14 avril.

Peron et la direction de la C.G.T. n'avaient pas seulement cherché à transformer une lutte pour des salaires en une lutte contre des spéculateurs, mais encore contre des secteurs de l'oligarchie et des éléments du gouvernement lui-même.

La combattivité des masses fut encore prouvée par leur décision de faire respecter la baisse des prix. Le 15 avril elles se ruèrent vers la Place de Mai visant par leurs mots d'ordre les spéculateurs et les capitalistes. Les travailleuses et les ménagères s'y montraient des plus combatives. Les ouvriers quittaient les usines, affluaient par vagues à la Place de Mai, passant outre aux protestations des administrations, s'emparant des camions des usines pour transporter les manifestants. Ce fut un rassemblement monstre où les exploités montraient leur décision de lutte contre les capitalistes et les affameurs. L'explosion de bombes, qui fit de nombreux morts et blessés, les encouragea davantage ; personne ne s'affola ni ne s'enfuit. Les cris contre les capitalistes et l'impérialisme redoublèrent. L'assaut des locaux des partis pro-impérialistes par des manifestants qui répondaient ainsi à l'explosion de bombes, témoignait de la

haine des masses envers ceux-là — aucun local stalinien ne fut touché.

L'explosion des bombes pendant le rassemblement de la Place de Mai est une provocation de la part du gouvernement. Apparemment il n'y a dans cette affaire aucun but de la part des éléments pro-impérialistes. Par contre, le gouvernement se trouvait dans une situation difficile, et il cherchait à atteindre ainsi trois buts. Tout d'abord, orienter le mécontentement des masses contre l'oligarchie ; puis, profitant de cet acte terroriste, asséner un coup aux partis pro-impérialistes et à leurs forces de choc, les désorganiser ; enfin justifier une épuration dans le parti peroniste et dans le gouvernement lui-même.

Car Peron se trouve dans une situation telle qu'il est contraint pour se maintenir au pouvoir de trouver un soutien des masses, lesquelles de leur côté ne sont pas disposées à lâcher leurs conquêtes. D'autre part il subit la pression de l'oligarchie, de l'impérialisme et des éléments droitiers de son propre gouvernement, tous saisis par la peur des masses mobilisées. Or ce gouvernement ne peut pas ne pas soumettre les masses à une plus grande exploitation s'il veut maintenir les gains de la bourgeoisie. Acculé à des conditions si contradictoires Peron s'est mis à démolir les organisations pro-impérialistes et leurs forces de choc qui veulent précisément profiter des difficultés du gouvernement pour le chasser.

Le gouvernement, avons-nous dit, avait freiné le processus d'une mobilisation générale pour une augmentation de salaires et transformé la lutte dans une lutte contre les spéculateurs et les pro-impérialistes. Mais les masses se préparaient déjà pour le grand défilé du 1<sup>er</sup> Mai. L'attentat du 15 avril avait provoqué une grande indignation parmi les masses. Les ouvriers se posèrent même la question de venir armés à la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai. Ce jour-là, animées d'un grand esprit combatif, les masses se concentrèrent à la Place de Mai avec des slogans contre les spéculateurs, l'oligarchie, l'impérialisme. Peron leur débita un discours « gauche » où il était question de « la libération du prolétariat

mondial », de la lutte contre l'impérialisme. Il s'accordait ainsi à la combativité des foules qui veulent aller de l'avant, dont il a besoin pour se maintenir au pouvoir, tout en leur refusant de nouvelles revendications.

Mais comme les masses ne se contentent plus de discours patriotards ou d'hommages à des conquêtes déjà acquises, Peron truffa son discours de phrases « socialistes » qui répondaient aux véritables aspirations des masses.

Le gouvernement Peron a donc réussi à détourner une mobilisation qui était partie pour une augmentation de salaires. Pour y parvenir il fut obligé de prendre des mesures de baisse des prix des articles de consommation, et en s'attaquant aux petits commerçants et à quelques intermédiaires. Mais en tout cas, la propre dynamique des développements a renforcé l'esprit de lutte des masses et les a poussées à manifester contre le capitalisme et l'impérialisme.

Notre parti dès le début est intervenu dans ces développements. Dans la mesure de ses forces il a essayé de pousser en avant les premières luttes par l'action de ses militants, par son journal, des tracts, etc. Il mena une campagne pour un salaire minimum vital et l'échelle mobile des salaires. Plus tard, quand les mesures gouvernementales modifièrent la situation en ce sens que les masses étaient orientées vers une lutte contre les spéculateurs, l'oligarchie et l'impérialisme, notre parti réadapta ses formes d'action et ses mots d'ordre, s'efforçant d'organiser les luttes à travers des comités contre les spéculateurs, pour l'expropriation des frigos, etc. Lors de la manifestation du 15 avril, notre parti a agi coude à coude avec les masses peronistes. C'est lui qui, dans une usine où travaillent 4.000 métallos, organisa le rassemblement pour la manifestation. Il a également participé à la concentration du 1<sup>er</sup> Mai, et diffusa à cette occasion un tract dont les mots d'ordre furent bien accueillis par les ouvriers.

Toutes ces interventions nous ont servis à nous souder encore davantage aux masses en lutte.

## Grèce

### Vague de grèves

La dévaluation brutale de la monnaie décidée par le gouvernement réactionnaire de Papagos, ajoutée à la situation déjà difficile des travailleurs, a déclenché au début de juin 1953 une puissante vague de grèves dans tout le pays.

Devant le mécontentement des ou-

vriers, des fonctionnaires et des employés, la direction de la C.G.T. grecque, dominée cependant par des jaunes, agents du gouvernement et du patronat, fut obligée de lancer l'ordre de grève générale de 24 heures à laquelle ont pris part 200.000 ouvriers.

Plusieurs autres grèves partielles furent déclenchées par différents syndicats, aussi bien à Athènes qu'au Pirée, Salonique, Cavala, Volos et autres centres prolétariens du pays.

Dans plusieurs cas, des comités de grève formés à la base ont préparé et conduit la lutte.

Les mouvements de grève continuent. Les trotskystes grecs ont joué en plu-

sieurs endroits un rôle important, particulièrement parmi les dockers du Pirée, les ouvriers du tabac de Cavala, les ouvriers des peaux et du livre à Athènes, etc.

La renaissance du mouvement syndical, prodrome d'une renaissance du mouvement politique en général de la classe ouvrière grecque, est remarquable.

## Etats-Unis

### L'exécution des Rosenberg

15.000 personnes environ, parmi lesquelles de nombreux éléments noirs, juifs, et jeunes, venus de vingt Etats différents du pays, ainsi que du Canada ont manifesté le 14 juin à Washington, demandant la grâce des époux Rosenberg.

Malgré le climat d'intimidation qui règneait, cette manifestation fut généralement jugée comme la plus impressionnante protestation de masse que la capitale ait connue depuis plusieurs années déjà.

En Europe, les manifestations multiples en faveur de la grâce des époux Rosenberg ont pris une ampleur tout à fait exceptionnelle, particulièrement en France.

Malgré toute cette action courageuse,

qui honore les femmes et les hommes de tous les pays qui y ont participé, l'administration républicaine a sacrifié les époux Rosenberg sur l'autel de la guerre froide, de la préparation de la troisième guerre mondiale et de l'hystérie réactionnaire que la bourgeoisie américaine entretient aux Etats-Unis.

Tous les deux sont morts avec un courage et une dignité remarquables.

Le 27 mai 1953, le Comité exécutif de la IV<sup>e</sup> Internationale a envoyé le télégramme suivant : « Président Eisenhower. Nous protestons contre projet exécution époux Rosenberg que considérons acte préparation troisième guerre mondiale contre-révolutionnaire. Nous demandons leur grâce ».

## France

### Le 9<sup>e</sup> Congrès du P. C. I.

La section française de la IV<sup>e</sup> Internationale vient de tenir son 9<sup>e</sup> Congrès. Ses travaux qui durèrent trois jours commencèrent par un salut du délégué de l'Internationale qui fit un tableau de l'activité mondiale de notre mouvement.

Le Congrès discuta trois rapports : sur la situation internationale, sur la situation française, et sur l'activité et les tâches du Parti.

Le Congrès témoigna que le Parti qui, l'an dernier à son Congrès précédent, avait subi une pénible scission, avait par la nouvelle orientation qu'il avait suivie transformée sa situation de fond en comble. Les liaisons avec la classe ouvrière, organisées sont actuellement plus fortes que jamais, une nouvelle levée de cadres

ouvriers a surgi dont la maturité va grandissant.

Le Congrès se déroula dans une atmosphère générale de confiance, d'assurance, que les événements internationaux et nationaux favorisaient considérablement la pénétration des idées trotskystes dans la classe ouvrière, et plus particulièrement pour la France dans les organisations contrôlées par les staliniens. L'affaire Marty-Tillon a vérifié le pronostic que la situation provoquerait une intense politisation du mouvement communiste sans provoquer, à l'étape actuelle, des ruptures appréciables dans le P.C.F.

Le 9<sup>e</sup> Congrès du P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale) a montré que le parti a franchi une étape décisive dans son développement.

Les très importants événements qui se sont produits dans le monde nous ont contraints à publier un numéro plus copieux que jamais : 80 pages ! Et nous avons été cependant obligés de remettre au prochain numéro la fin de l'article de R. Lerner « Une œuvre inconnue de Karl Marx ». Nous avons été également obligés d'abréger considérablement notre rubrique « les Nouvelles du Mouvement ouvrier et de l'Internationale ».

Nous nous préparons à publier le prochain numéro de QUATRIEME INTERNATIONALE dans le courant du mois d'octobre. La situation mondiale nous donne la matière pour une publication plus fréquente, et nous serions très désireux de pouvoir sortir un numéro tous les deux mois. Mais nous nous heurtons à un problème financier, que nos amis et lecteurs doivent nous aider à résoudre.

Remarquons tout d'abord que, tout en publiant des numéros plus volumineux, nous n'avons changé ni le prix du numéro ni le montant de l'abonnement, tandis que nos frais d'imprimerie et d'expédition s'élevaient.

Nous avons besoin instamment d'un appui de tous ceux qui comprennent l'importance de QUATRIEME INTERNATIONALE, pour ceux qui veulent suivre la situation mondiale, pour la formation de cadres révolutionnaires, pour les militants communistes cherchant à comprendre les grands événements qui les troublent à présent.

En dehors du soutien financier, notamment sous la forme d'abonnements de soutien, nous invitons tous nos amis à nous aider :

1) en passant toutes leurs commandes de livres par notre intermédiaire ;

2) en nous trouvant de nouveaux abonnés. Pour ce faire, utilisez la formule ci-dessous.

Faites un service de QUATRIEME INTERNATIONALE en vue d'abonnement à :

NOM	PROFESSION	ADRESSE
1) .....	.....	.....
2) .....	.....	.....
3) .....	.....	.....

Ci-joint la somme de ..... pour contribution à vos frais.

*Notre adresse :*

P. FRANK, 64, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>.

*Utilisez le C.C.P. 6965-68 Paris*

« La Vérité des Travailleurs », 64, rue de Richelieu.

**ABONNEMENT POUR 6 NUMEROS :**

600 fr. français ; 25 fr. suisses ; 130 fr. belges.

*Tout lecteur de notre revue lira :*

*E. GERMAIN*

## **LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'U. R. S. S.**

(la société soviétique

vue dans le miroir du dernier article de Staline)

*La brochure : 80 francs.*

\*  
\*\*

*M. PABLO*

## **LA GUERRE QUI VIENT**

(CAPITALISME OU SOCIALISME)

*La brochure : 200 francs.*

*Chaque mois*

## **LA VERITE DES TRAVAILLEURS**

organe du P.C.I. (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)  
64, rue Richelieu, Paris-2<sup>e</sup> (Bureau 10). Tél. : RIC.03-52

*Le Directeur-Gérant : PIERRE FRANK*



Imprimerie Saint-Denis - 86, fg Saint-Denis - Paris-X<sup>e</sup>

Prix : 150 francs  
*Imprimé en France*